REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

PROJET DE LOI N° 056/2016
DU 07 DECEMBRE 2016

PORTANT LOI DE REGLEMENT

2014

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS ____ *III*
LISTE DES TABLEAUX ____ *V*
LISTE DES GRAPHES ____ *VIII*
LISTE DES ANNEXES ____ *IX*
EXPOSE DES MOTIFS ____ *1*
I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER 2014 ____ *2*

A. TENDANCES DE LôECONOMIE MONDIALE ____ **2**

B. DYNAMISME DE LôECONOMIE NATIONALE ____ **3**

C. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ____ **3**
1. Le secteur réel ____ 3
2. Inflation et prix ____ 5
3. Le secteur des finances publiques ____ 6
4. Le secteur extérieur ____ 10
II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS ____ *11*

A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE ____ **11**
1. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2014 (BGE) ____ 11
2. Evolution annuelle de la performance nationale (LFI et LFR) ____ 11
3. Evolution de la performance nationale sur trois ans (2012-2013-2014) ____ 12

B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE ____ **13**
1. Secteur administratif ____ 14
2. Secteur social ____ 26
3. Secteur productif ____ 37
4. Secteur infrastructure ____ 45
a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure ____ 45
b. Evolution annuelle de la performance du secteur infrastructure (LFI et LFR) ____ 45
c. Suivi par programmes des réalisations des Départements du secteur infrastructure ____ 46
III. SITUATION DE LôEXECUTION BUDGETAIRE ____ *53*

A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES ____ **53**

B. ANALYSE DE LôEVOLUTION DES CREDITS ____ **55**
1. Décrets portant transfert de crédits ____ 56
2. Décrets portant virement de crédits ____ 57
3. Arrétés portant amenagement de crédits ____ 57

C. ANALYSE DETAILLEE DES OPERATIONS DU BGE ____ **60**
1. La situation des recettes ____ 60
2. La situation des depenses du BGE ____ 62

D. BUDGETS ANNEXES (BA) ____ **70**
2. Postes et Telecommunications ____ 73
1. Récapitulation des situations des Budgets Annexes ____ 75

E. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR (CPT) ____ **76**

F. FONDS DE CONTRE-VALEUR(FCV) ____ **77**

G. OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE (OCDP) ____ **78**

H. RECAPITULATION GENERALE DE LõEXECUTION DE LA LOI DE FINANCE 2014 _____ 79

I. EVOLUTION DES SOLDES DE LA LOI DE REGLEMENT DES 5 (CINQ) DERNIERES ANNEES___ 79

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2014 _____ 81

LISTE DES ABREVIATIONS

A : Atteint

ACMIL : Académie Militaire

AGOA : African Growth and Opportunity Act

BA : Budgets Annexes

BAD : Banque Africaine du Développement

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BCSE : Bordereau de Crédits Sans Emploi

BGE : Budget Général de lôEtat

BIANCO : Bureau Indépendant Anti-Corruption

BTA : Bon du Trésor par Adjudication

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CGAF : Compte Général de lôAdministration des Finances

CHED : Contrôle Hiérarchisé des Engagements de Dépenses

CRCM : Caisse de Retraite Civile et Militaire

CPT : Compte Particulier du Trésor

CTD : Collectivité Territoriale Décentralisée

DTS : Droit de Tirages Spéciaux

FCV : Fonds de Contre-Valeur

FFM: Filan-kevitrynyFampihavananaMalagasy

FMI : Fonds Monétaire International

IN : Imprimerie Nationale

INSTAT : Institut National de la Statistique

LFI : Loi de Finances Initiale

LFR : Loi de Finances Rectificative

LOLF : Loi Organique sur les Lois de Finances

MID : Marché Interbancaire de Devises

NA : Non Atteint

ND : Non Disponible

OBJ. : Objectif

OGT : Opération Globale du Trésor

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PGA : Paieraie Générale dôAntananarivo

PGE : Politique Générale de lôEtat

PIB : Produit Intérieur Brut

PIP : Programme dôInvestissement Public

PLF : Projet de Loi de Finances

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement

PPN : Produits de Première Nécessité

RAP : Rapport Annuel de Performance

REF : Rapport Economique et Financier

SGAB : Service de la Gestion des Aides Bilatérales

SLR : Service de la Loi de Règlement

SOA : Service Opérationnel dôActivité

TG : Trésorerie Générale

TIC : Techonologie de lôInformation et de la Communication

TP : Trésorerie Principale

ZFI : Zone Franche Industrielle

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Evolution de la croissance par secteur 3
Tableau n° 2 : Taux de croissance par branche d'activités (variation annuelle en %) 4
Tableau n° 3 : Evolution du prix à la consommation en glissement annuel 6
Tableau n° 4: Réalisation des recettes budgétaires en 2014 7
Tableau n° 5 : Evolution des recettes budgétaires de 2013 à 2014 7
Tableau n° 6: Evolution des recettes sous forme de dons de 2013 à 2014 7
Tableau n° 7: Evolution des recettes totales de 2013 à 2014 8
Tableau n° 8: Dépenses totales de 2013 à 2014 9
Tableau n° 9: Financement du solde budgétaire de 2013 à 2014 10
Tableau n° 10 :Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2014 11
Tableau n° 11 :Evolution de la situation du BGE et de la situation de performance LFI/LFR en 2014 12
Tableau n° 12 : Evolution de la performance nationale sur trois ans (2012-2013-2014) 12
Tableau n° 13 : Synthèse des réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif 14
Tableau n° 14 : Evolution annuelle de la performance du secteur administratif (LFI et LFR) 15
Tableau n° 15 : Synthèse des réalisations physiques et financières de la Présidence de la République 16
Tableau n° 16 : Synthèse des réalisations physiques et financières du Sénat 16
Tableau n° 17 : Synthèse des réalisations physiques et financières de lôAssemblée Nationale 17
Tableau n° 18 : Synthèse des réalisations physiques et financières de la Haute Cour Constitutionnelle 17
Tableau n° 19 : Synthèse des réalisations physiques et financières de la Primature 18
Tableau n° 20 : Synthèse des réalisations physiques et financières du Conseil de la Réconciliation Malagasy 19
Tableau n° 21 : Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère des Affaires Etrangères 20
Tableau n° 22 : Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Défense Nationale: ... 20
Tableau n° 23: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie 21
Tableau n° 24: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôIntérieur et de la Décentralisation 22
Tableau n° 25: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Sécurité Publique 23
Tableau n° 26:: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Justice 23
Tableau n° 27: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère des Finances et du Budget . 24
Tableau n° 28: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôEconomie et de la Planification 25
Tableau n° 29: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère du Commerce et de la Consommation 26
Tableau n° 30: Synthèse des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social 27
Tableau n° 31: Résumé de lôévolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur social 27

Tableau n° 32: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministere de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales 28
Tableau n° 33: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Santé Publique 29
Tableau n° 34: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Jeunesse et des Sports 30
Tableau n° 35: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministere de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme 31
Tableau n° 36: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôEducation Nationale ... 33
Tableau n° 37: Résumé de lôexécution budgétaire du Ministère de lôEmploi, de lôEnseignement Technique et de la Formation Professionnelle 34
Tableau n° 38: Réalisations physiques et niveau de consommation des crédits au niveau du Ministère de lôEnseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique 35
Tableau n° 39: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôArtisanat, de la Culture et du Patrimoine 36
Tableau n° 40: Synthèse des réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur productif 37
Tableau n° 41: Résumé de lôévolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif 38
Tableau n° 42: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Prive et des Petites et Moyennes Entreprises 38
Tableau n° 43: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère du Tourisme 39
Tableau n° 44: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôAgriculture et du Développement Rural 40
Tableau n° 45: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôElevage et de la Protection Animale 41
Tableau n° 46: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pèche 42
Tableau n° 47: Synthèse des engagements du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts.... 43
Tableau n° 48: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère auprès de la Présidence chargé des Ressources Stratégiques 44
Tableau n° 49: Synthèse des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure. 45
Tableau n° 50: Résumé de lôévolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur infrastructure 46
Tableau n° 51: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Communication, de lôinformation et des Relations avec les Institutions 47
Tableau n° 52: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôEnergie..... 48
Tableau n° 53: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôEau 49
Tableau n° 54: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère des Travaux Publics 49
Tableau n° 55: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère d'Etat en charge des Infrastructures, de l'Equipement et de l'Aménagement du Territoire 50

Tableau n° 56: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère des Transports et de la Météorologie 51
Tableau n° 57: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies 52
Tableau n° 58: Résultats généraux de lôexécution des Lois de Finances 54
Tableau n° 59: Evolution des crédits par mission 55
Tableau n° 60: Situation des mouvements de crédits, gestion 2014 56
Tableau n° 61: Situation des arrêtés portant amenagement de credits : 58
Tableau n° 62: Situation des recettes du BGE 2014 par fonctionnement et investissement 60
Tableau n° 63: Situation des recettes du BGE 2014 par Rubrique 61
Tableau n° 64: Situation des dépenses du BGE par mission 62
Tableau n° 65 : Situation des dépenses du BGE par catégorie : 64
Tableau n° 66: Situation des dépenses de fonctionnement du BGE par grandes rubriques 66
Tableau n° 67: Situation du PIP par type de financement 67
Tableau n° 68: Situation des dépenses du BGE par région 69
Tableau n° 69: Récapitulation des dépassements de crédits 70
Tableau n° 70: Recettes de l'Imprimerie Nationale 71
Tableau n° 71: Dépenses de l'Imprimerie Nationale 72
Tableau n° 72: Recettes des Postes et des Télécommunications 73
Tableau n° 73: Dépenses des Postes et des Télécommunications 73
Tableau n° 74: Récapitulation des situations des Budgets Annexes 75
Tableau n° 75: Recettes et dépenses des Comptes Particuliers du Trésor 76
Tableau n° 76: Situation des FCV 2014 77
Tableau n° 77: Evolution des FCV de 2010 à 2014 77
Tableau n° 78: Situation des Opérations en Capital de la Dette Publique 2014 78
Tableau n° 79: Récapitulation générale de lôexécution des Lois de Finances 2014 79
Tableau n° 80: Evolution des soldes de la Loi de Règlement des cinq (05) dernières années 79

LISTE DES GRAPHES

Graphique n° 1 :Evolution de la performance nationale de 2012 à 2014 13
Graphique n° 2 : Performance du secteur administratif en 2014 (en %) 14
Graphique n° 3 : Performance du secteur social en 2014 (en %) 27
Graphique n° 4 : Performance du secteur productif en 2014 (en %) 37
Graphique n° 5 : Performance du secteur infrastructure en 2014 (en %) 45
Graphique n° 6 : Situation des recettes du BGE 2014 62
Graphique n° 7 : Situation des crédits finaux et des dépenses du BGE par catégorie 65
Graphique n° 8 : Situation des dépenses de fonctionnement du BGE par grandes rubriques 66
Graphique n° 9 : Situation du PIP par type de financement 68
Graphique n° 10 : Exécution du PIP par type de financement 68
Graphique n° 11 : Situation budgétaire de lõIN 72
Graphique n° 12 : Situation budgétaire des Postes et Télécommunications 74
Graphique n° 13 : Evolution des FCV de 2010 à 2014 78
Graphique n° 14 : Evolution des soldes des Lois de Règlement 80

LISTE DES ANNEXES

1. Situation des recettes
2. Budgets Annexes
3. Opérations sur les Fonds de Contre-Valeur
4. Opérations en Capital de la Dette Publique (Emprunts)
5. Opérations sur les Comptes Particuliers du Trésor
6. Etats de dépenses (fonctionnement, solde, investissement) par Institution/Ministère
7. Etats de développement de crédits par Institution/Ministère
8. Compte Général de lôAdministration des Finances
9. Rapport Annuel de Performance

EXPOSE DES MOTIFS

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER 2014

La croissance économique mondiale affiche des résultats modérés ces trois dernières années : 3,1% en 2012, 3% en 2013[1] pour revenir à 3,4% cette année. Ce ralentissement provient du recul du commerce mondial mais également de la forte baisse de lôinflation dans le monde.

Avec lôorganisation des élections qui ont vu la naissance de la quatrième République, Madagascar a retrouvé sa place dans le concert des nations et a acquis le retour à lôordre constitutionnel. Les partenaires techniques et financiers affichent leur volonté de collaborer par le biais des accords de coopération. Lôéconomie nationale redémarre avec une croissance de 3,3% grâce à la performance des industries extractives et lôamélioration de la production agricole.

A. TENDANCES DE LôECONOMIE MONDIALE

En termes de croissance, si les économies avancées (Etats-Unis, Grande Bretagne) ont connu une hausse, celle des pays émergents sôaffaiblit (Chine, 7,3% contre 7,7 % en 2013 ; Afrique Subsaharienne, 5,1% contre 5,2% lôannée dernière). De même, la hausse de la TVA à 8% opérée au Japon durant cette période a fait chuter lôinvestissement privé et a produit des impacts négatifs sur lôéconomie nippone qui a subi un déclin de 1,5 point du PIB annuel (0,0% en 2014 contre 1,5% en 2013).

Dans la zone euro, le taux de change effectif nominal sôest déprécié de 10%. Par conséquent, compte tenu de lôabsence de redressement de sa compétitivité extérieure et du retard des ajustements budgétaires, le taux de croissance économique de la France est très faible (0,4% contre 0,3% en 2013). Lôitalie est également frappée dôune récession. Seule lôAllemagne a connu une croissance dynamique de 1,5% contre 0,2% en 2013 suite à cette dépréciation.

Pour ce qui est du prix sur le marché mondial, il est caractérisé par une situation de stagnation. La baisse du prix du pétrole et des produits de base entraîne un ralentissement du taux dôinflation (1,4% pour les pays avancés, 5,4% pour les pays émergents et en développement). Nombreux sont les pays de la zone Euro qui se sont exposés aux risques de déflation. Toutefois, le recul du prix du baril a permis de réduire les tensions inflationnistes dans les pays émergents et en développement, importateurs de lôor noir.

Suite à lôabondance de lôoffre mondiale concomitante à une décélération de la demande, le prix des produits de base pendant lôannée 2014 a subi une baisse généralisée. Le prix des produits alimentaires tels le riz, le sucre, le blé, le soja, lôhuile de palme etcé a chuté.

[1] Source : PLR 2013

Enfin, cette période est marquée par une baisse du commerce mondial. En termes de volume, les échanges en biens et services ont atteint 3,4%, ces derniers affichent une variation plus au ralenti à 3,1%. En effet, suite à lôappréciation du dollar, les exportations et les importations des pays développés sôaccroissent respectivement de 1,2 et 1,0 points de pourcentage par rapport à lôannée dernière. Par contre, ceux des pays émergents et en développement se sont réduits sensiblement avec respectivement une diminution de lôordre de 0,5 et 1,9 points par rapport à lôannée 2013. Ce recul a été induit par la dégradation des exportations de matières de base, la baisse des demandes intérieures ainsi que lôincertitude liée aux tensions géopolitiques.

B. DYNAMISME DE LôECONOMIE NATIONALE

Le PIB national sôaméliore avec une croissance positive de 3,3% contre 2,3% lôannée dernière. Le secteur secondaire tient une position phare dans lôatteinte de cette croissance en affichant un taux de 8,5% contre 22,7% en 2013, suivi par celle du secteur primaire qui a atteint une performance de 3,3% contre -6,1% en 2013. Toutefois, le secteur tertiaire, contrairement à sa position en 2013, ne se trouve quôau dernier rang avec un taux de croissance de lôordre de 2,3% contre 1,3% la période précédente.

Un écart positif de 0,3 points a été constaté en matière de croissance économique. En effet, sur un objectif de 3,0% dans la Loi de Finances Initiale (LFI) et maintenu par la Loi de Finances Rectificative (LFR), le taux de croissance du PIB sôest établi en fin dôannée 2014 à 3,3%. On dénote dès lors dans le tableau suivant que lôécart sôapproche de la prévision. Cela marque que des efforts considérables ont été fournis afin de renforcer la sincérité de lôestimation des indicateurs macroéconomiques.

Tableau n° 1 : Evolution de la croissance par secteur

Secteur	Résultat 2013	Objectif LFI	Objectif LFR	Résultat 2014
Primaire	-6,1%	1,5%	1,5%	3,3%
Secondaire	22,7%	10,5%	8,6%	8,5%
Tertiaire	1,3%	2,5%	2,5%	2,3%

Source: REF 2014-2015

C. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE

1. Le secteur réel

En 2014, le secteur secondaire, moteur de la croissance économique Malagasy affiche un taux de croissance de 8,5% contre un taux de 22,7% lôannée précédente. Cette baisse de la croissance résulte du ralentissement des activités des industries extractives, du recul des activités de production sucrière à Namakia et à Ambilobe, et de la diminution des capacités productives des ZonesFranchesInternationales. De plus, la réintégration de Madagascar dans lôespace AGOA ainsi que lôextension des marchés vers lôAsie et lôEurope ne se sont pas encore répercutées dans la croissance du secteur. Néanmoins, les branches dôactivités « industries tabac» et « matériaux de constructions » qui ont subi des rythmes de croissance négatifs en 2013, se sont relevées en 2014 pour atteindre des performances respectives de 3,0% et 3,3%.

Quant aux branches dôactivités enregistrées dans le secteur primaire, elles ont, en général, connu un accroissement. Lôagriculture apporte une part importante avec lôamélioration de la production agricole passant de -12,8% à 4,5%. Suite aux appuis pour la révolution verte et durable, la production de paddy a atteint 3 977,8 milliers de tonnes contre 3 610,6 milliers de tonnes en 2013. Les productions de café et de clou de girofle enregistrent également une hausse avec des taux respectivement de 41,0% et 98,8%, tandis que celle de la vanille est de lôordre de 6,4%. La branche élevage et ses filières évoluent favorablement avec un taux de croissance de 2,8% contre 1,4% en 2013. Lôopérationnalisation du Fonds de lôElevage a permis dôaugmenter le nombre de cheptel porcin de 12,6% ainsi que celui des volailles de 12,7%.

Tableau n° 2: Taux de croissance par branche d'activités (variation annuelle en %)

Périodes		**2013**	**2014**
Secteur Primaire		**-6,1**	**3,3**
	Agriculture	-12,8	4,5
	Elevage et Pêche	1,4	2,8
	Sylviculture	-1,9	-1,0
Secteur Secondaire		**22,7**	**8 ,5**
	Agro-industrie	11,4	2,0
	Industrie Extractives	219,2	25,9
	Energie	5,6	4,2
	Industries Alimentaires	3,0	2,7
	Industries Boissons	3,2	4,0
	Industries Tabac	-12,4	3,0
	Industries Corps gras	6,6	0,5
	Pharmacie	-6,6	1,5
	Industries Textiles	0,5	1,7
	Industries Cuir	0,6	1,4
	Industries Bois	3,3	3,0
	Matériaux de Construction	-7,7	3,3
	Industries Métalliques	2,3	3,0
	Matériaux de Transport	2,0	2,0
	Appareil Electrique	1,0	1,0
	Industrie Papier	2,9	1,0
	Autres	2,0	1,0
	Zone Franche Industrielle (ZFI)	5,9	2,1
Secteur Tertiaire		**1,3**	**2,3**
	B.T.P	-2,2	3,1
	Transports de marchandises	3,7	3,4
	Transports de voyageurs	3,5	-2,6
	Auxiliaires de Transport	3,6	2,5
	Télécommunications	8,5	2,1
	Commerce	-3,4	2,9
	Banque	8,1	5,3
	Assurance	7,8	-3,4
	Services rendus, entreprise, & service	0,8	1,2
	Administration	1,0	1,4
	Charges non imputées	5,0	5,3
	PIB aux coûts des facteurs	**1,6**	**3,5**
	Impôts indirects	8,4	2,1
	PIB total	**2,3**	**3,3**

Source: INSTAT

2. Inflation et prix

Sur un point de vue globale, lôinflation a connu une hausse avec une variation moyenne de 6,1% en 2014 à cause du renchérissement des produits de première nécessité (PPN de +7,1%) alors quôelle sôétablissait à 5,8% lôannée précédente.

Si lôon se réfère par rapport à lôorigine des produits, 75% de la variation globale proviendraient des « produits locaux » qui ont fait varier lôindice des prix à la consommation (IPC) de 6%. La part des produits « importés » et « semi-importés », chacune de 12,4% et de 12,8%, a favorisé lôinflation, respectivement de 6,7% et de 6,2%.

Si lôon se positionne cette fois-ci par rapport au secteur de production, lôinflation est surtout due à la hausse des prix des produits vivriers transformés (+7,6%) et manufacturiers industriels (+5,3%) avec des contributions respectivement de 27,4% et de 33,5%. Avec des contributions moindres totalisées à 8,6%, les produits manufacturés artisanaux et les services publics ont affiché des prix variant de +9,5% et de +9,4%.

Comptabilisée en fonction de produits, 44,9% de la croissance des prix proviendraient des produits alimentaires, boissons et tabacs dont la variation totalisée des IPC sôest établie à 5,4%.

Nonobstant le maintien des coûts de lôénergie pour lôannée 2014 et bien que les tarifs appliqués diffèrent selon que la consommation soit de 25 kwh (entre 4466 Ariary et 4656 Ariary) ou de 50 kwh (entre 20965 Ariary et 34371 Ariary), lôon constate une envolée significative des prix du riz (1 603,6Ariary le kilo contre 1 472,6 Ariary en 2013, soit une hausse de 8,9%).

Pour les carburants, lôévolution des prix pendant lôannée est très contrastée. Si le prix du gasoil est estimé à 2 817 Ariary/litre en janvier contre 2 948 Ariary/litre en fin dôannée, celui de lôessence est fixé à 3 496 Ariary/litre en début dôannée et a atteint 3 639 Ariary/litre à fin décembre .

Quant à la monnaie nationale, lôAriary sôest fortement déprécié par rapport au Dollar américain tout au long de lôannée 2014. Eneffet, le cours du dollar américain est passé de 2269,22 Ariary au mois de Janvier à 2587,53 Ariary à la finde lôannée, soit un taux de dépréciation de 14%. Par contre, lôeuro a commencé à se déprécier par rapportà lôAriary depuis le mois de septembre 2014 après avoir atteint un pic de 3279,9 Ariary le mois précédent.

En somme, entre 2013 et 2014, lôAriarysôest ainsi déprécié respectivement de 2,9% par rapport à lôeuro et de 16,1% face au dollar.

Tableau n° 3 : Evolution du prix à la consommation en glissement annuel

(variation en %)

Périodes	2012	2013	2014
Janvier	5,4	5,8	6.1
Février	3,9	5,6	6.1
Mars	4,6	5,4	5,9
Avril	5,9	5,1	6.2
Mai	6,5	5,2	6.3
Juin	6,6	5,5	6.2
Juillet	6,1	6,0	6,2
Août	6,1	6,1	6,2
Septembre	6,1	6,3	6.1
Octobre	6,0	6,4	5.9
Novembre	6,9	6,4	5.8
Décembre	6,8	6,3	6,0
Moyenne annuelle	**5,7**	**5,8**	**6,1**

Source: Tableau de Bord Economique (n°16, Juillet 2014 ; n°17, Octobre 2014 ; n°18, Janvier 2015), INSTAT

3. Le secteur des finances publiques

Afin de parvenir à une croissance inclusive et durable préconisée dans la Politique Générale de lôEtat (PGE), les Lois de Finances 2014 ont fixé trois (03) objectifs majeurs afin de redresser la situation des finances publiques à savoir, lôefficacité et lôefficience des dépenses publiques, la mise en î uvre de la politique de rigueur budgétaire dans la gestion des Finances Publiquesetle maintien de la stabilité macroéconomique.

Des mesures en termes de fiscalité mais également en matière de dépenses publiques ont ainsi été élaborées de manière à tendre vers ces objectifs.

a) Les recettes

Pour ce qui est de lôamélioration des recettes publiques, les principales mesures portent sur lôélargissement de lôassiette par la formalisation du secteur informel ainsi que la poursuite de celles favorisant la traçabilité et la transparence des transactions et des activités des entités imposables à Madagascar.

Quant aux recettes non fiscales perçues, une performance en matière de recouvrement a été constatée atteignant un taux de 104,5% pour un montant de 64,5 milliards dôAriary. Les recettes sont tirées principalement des produits de prise de participation, des activités touristiques et des redevances halieutiques.

Tableau n° 4:Réalisation des recettes budgétaires en 2014

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		TAUX DE REALISATION
	PREVISION 12 MOIS	REALISATION	
RECETTES BUDGETAIRES	**3 044,9**	**2 653,3**	**87,1%**
RECETTES FISCALES	**2 983,2**	**2 588,8**	**86,8%**
Impôts	1 618,2	1 333,8	82,4%
Douanes	1 365,0	1 255,0	91,9%
RECETTES NON FISCALES	**61,7**	**64,5**	**104,5%**

Sources : PLR 2013, OGT 2014

Dôune manière globale, une augmentation de 131,3 milliards dôAriary, soit une variation positive de 5,21% des recettes budgétaires a été constatée de 2013 à 2014, grâce à la performance progressive de recouvrement des recettes fiscales (+5,6%) malgré la baisse des encaissements au niveau des recettes non fiscales (-8,51%).

Tableau n° 5 : Evolution des recettes budgétaires de 2013 à 2014

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		VARIATION ANNUELLE (%)
	REALISATION 2013	REALISATION 2014	
RECETTES BUDGETAIRES	**2 522,0**	**2653,3**	**5,2%**
RECETTES FISCALES	2 451,5	**2588,8**	5,6%
Impôts	1 279,2	1333,8	4,3%
Douanes	1 172,3	1255,0	7,1%
RECETTES NON FISCALES	**70,5**	**64,5**	**-8,5%**

Sources : PLR 2013, OGT 2014

Quant aux recettes sous forme de dons, une nette évolution a été enregistrée. Les dons reçus ont pratiquement doublé (+100,24%) par rapport à la réalisation de 2013. Ils ont ainsi atteint 592,9 milliards dôAriary dont 11,92% proviennent des dons en capital et 6,38% des dons courants. Les dons représentent alors 18,30% du montant total des recettes au cours de cette période.

Tableau n° 6: Evolution des recettes sous forme de dons de 2013 à 2014

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		VARIATION ANNUELLE
	REALISATION 2013	REALISATION 2014	
DONS	**296,1**	**592,9**	**100,2%**
Dons courants	0,6	206,8	34366,7%
	295,5	386,1	30,7%

Source : OGT 2014

Au final, les recettes agrégées enregistrent une évolution de 15,19% par rapport à lôannée 2013, pour un montant de 3 246,2 milliards dôAriary. La proportion des recettes totales dans les recettes agrégées sôest détériorée de 7,75 points tandis que celle des dons ont augmenté du même ordre.

Tableau n° 7: Evolution des recettes totales de 2013 à 2014

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		VARIATION ANNUELLE	Proportion dans les recettes totales	
	REALISATION 2013	REALISATION 2014		2013	2014
RECETTES BUDGETAIRES	**2 522,0**	**2 653,3**	**5,2%**	**89,5%**	**81,7%**
RECETTES FISCALES	2 451,5	2 588,8	5,6%	87,0%	79,8%
Impôts	1 279,2	1 333,8	4,3%	45,4%	41,1%
Douanes	1 172,3	1 255,0	7,1%	41,6%	38,7%
RECETTES NON FISCALES	**70,5**	64,5	-8,5%	2,5%	2,0%
DONS	**296,1**	**592,9**	**100,2%**	**10,5%**	**18,3%**
Dons courants	0,6	206,8	34366,7%	0,0%	6,4%
Dons en capital	295,5	386,1	30,7%	10,5%	11,9%
TOTAL	**2 818,1**	**3 246,2**	**15,2%**	**100,0%**	**100,0%**

Sources : PLR 2013, OGT 2014

b) Les dépenses

En ce qui concerne les dépenses publiques, les principales mesures inscrites dans la LFI 2014 portent sur la promotion des activités économiques et commerciales à travers le soutien des secteurs ou filières porteurs.

Dans les faits, les dépenses publiques, estimées à 3823,5 milliards dôAriary , ont été réalisées à 89,9 %des prévisions inscrites dans la LFR, avec une augmentation de 9,8% par rapport à lôan dernier. Les dépenses sont réparties en dépenses courantes et en capital, respectivement de 2 824,5 milliards dôAriary et de 999,0 milliards dôAriary.

Comparées dans lôensemble, les dépenses courantes dominent la majeure partie, soit 73,9% du montant total, mais leur proportion y a diminué de 5,2 points par rapport à 2013. En termes de variation annuelle, ces dernières représentent une hausse de 2,6%.Les dépenses en capital ont progressé de 36,8%, atteignant ainsi 999,0 milliards dôAriary.

En effet, les ressources extérieures ne représentent plus que 71,48% du total des dépenses en capital, contre 81,15% en 2013, soit un repli de 9,66 points au profit des financements intérieurs. Ces décaissements sous forme de dons et de prêts ont été surtout axés sur les projets à caractère social.

Tableau n° 8:Dépenses totales de 2013 à 2014

Rubriques	En milliards dôAr		Variation (en %)	Proportion par rapport aux dépenses totales	
	2013	2014		2013	2014
Dépenses courantes	**2 505,2**	**2 824,5**	**12,7%**	**77,4%**	**73,9%**
Personnel	1 341,7	1 445,6	7,7%	41,5%	37,8%
Fonctionnement	860,5	1 044,3	21,4%	26,6%	27,3%
Intérêts sur dette intérieure	85,3	45,2	-47,0%	2,6%	1,2%
Intérêts sur dette extérieure	38,7	97,2	151,2%	1,2%	2,5%
Autres opérations nettes du Trésor (+/-)	179	190,3	**6,3%**	**5,5%**	**5,0%**
Fonctionnement des FCV	**-**	**1,9**	**-**	**-**	**0,0%**
Dépenses en capital	**730,5**	**999,0**	**36,8%**	**22,6%**	**26,1%**
Financement intérieur	137,7	284,9	106,9%	4,3%	7,5%
Financement extérieur	592,7	714,1	20,5%	18,3%	18,7%
DEPENSES TOTALES	**3 482,6**	**3 823,5**	**18,2%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : OGT 2014

c) Le financement du déficit budgétaire

Malgré une tendance haussière, sur les objectifs de 2 983,2 milliards dôAriary de recettes fiscales prévues par la LFR, il subsiste un gap de 394,4 milliards dôAriary. Ce manque à gagner, associé à la hausse des dépenses au cours de la même période expliquent lôaccroissement du déficit à hauteur de 37,1% par rapport à 2013.

En effet, pour lôannée 2014, le déficit public a atteint les 626,6 milliards dôAriary contre 457,1 milliards en 2013. Ce déficit est financé par les ressources extérieures à hauteur de 309,9 milliards dôAriary soit 49,5% du financement total, ainsi que par des ressources intérieures pour une somme de 316,6 milliards dôAriary.

Pour ce qui est du financement extérieur des dépenses en capital une variation des réalisations de 20,5% par rapport à 2013 a été observée, soit un écart évalué à 121,4 milliards dôAriary, sôexpliquant partiellement par lôaccroissement de 10,4% des tirages (équivalent à un montant supplémentaire de 30,8 milliards dôAriary). En outre, les remboursements des dettes ont atteint la somme de 132,8 milliards dôAriary, soit 109,5% de plus que ceux effectués durant lôannée 2013, avec un taux de réalisation de 88,2% par rapport à la LFR 2014.

Quant au financement interne, lôEtat a eu moins recours au système bancaire car son financement auprès de ce dernier a diminué de 72,7% par rapport à 2013.

De même, son engagement envers le système non bancaire connait un repli de 46,9 milliards dôAriary, soit une diminution de 16,5% du taux de réalisation pour lôannée 2014.

Enfin, le Trésor public a encaissé une somme de 183,24 milliards dôAriary déposée par ses correspondants, équivalent à un montant supplémentaire de 451,34 en lôespace dôune année.

Tableau n° 9: Financement du solde budgétaire de 2013 à 2014

Rubriques	En milliards dôAr		LFR 2014	Variation (en %)	Ecart	Taux de réalisation 2014
	2013	2014				
FINANCEMENT EXTERIEUR NET	**233,8**	**309,9**	**458,6**	**32,5%**	**76,1**	**67,6%**
-Tirages (projets)	297,2	328,0	422,4	10,4%	-94,4	77,7%
-Amortissements	-63,4	-132,8	-150,6	109,5%	17,8	88,2%
-Tirages (programmes)	-	114,7	186,8		-72,0	61,4%
FINANCEMENT INTERIEUR NET	**223,4**	**316,6**	**448,3**	**41,7%**	**-131,7**	**70,6%**
-Système bancaire	428	117,0	348,0	-72,7%	-231,0	33,6%
-Système non bancaire (BTA)	63,4	16,5	100,3	-74,0%	-83,8	16,5%
-effet variation de change		0	-			
-Dépôts correspondants du Trésor net	-268,1	183,2	-	-168,3%		
TOTAL DES FINANCEMENTS	**457,1**	**626,6**	**906,9**	**37,1%**	**-280,3**	69,1%

Source : OGT 2014

4. Le secteur extérieur

Du point de vue du commerce extérieur, les produits importés ont atteint une valeur de 1804,8 millions de DTS en 2014 contre 1823,1 millions de DTS en 2013, soit une baisse de 1,0%. Les importations de pétrôle sont estimées à 424,1 millions de DTS contre 437,5 millions de DTS lôannée dernière. Les matières premières quant à elles, sont évaluées à 405,6 millions de DTS suite à une augmentation de 4,7% du volume importé. En outre, étant donné que lôindustrie débute seulement sa relance, les biens dôéquipement ont enregistré des importations en valeur de lôordre de 282,9 millions de DTS. Enfin, si on analyse le classement des pays fournisseurs de Madagascar, quoique les parts de produits importés soient réduites, les Émirats Arabes Unis détiennent toujours la première place, suivis par le marché chinois et le marché indien.

Dôautre part, lôéconomie Malagasy connaît une meilleure performance en termes dôexportations. Comparé à lôannée dernière, celles-ci ont crû de 29,7%. Cette situation résulte principalement de la dynamique conduite par les exportations minières qui augmentent en valeur de 46,0%, et en volume de 55,4%.

Lôamélioration des recettes dôexportations est attribuable aux exportations de produits végétaux, plus particulièrement celles de la vanille et du girofle dont les valeurs atteignent respectivement 74,4 millions de DTS et 72,5 millions de DTS, soit des hausses respectives de 48,8% et 0,8 %. Il importe aussi de souligner que la rééligibilité de Madagascar dans le système préférentiel appliqué au niveau de lôAGOA a permis de relancer les activités de la branche « Zone Franche Industrielle ».

En somme, la balance de paiement au cours de cette période a largement progressé. Contrairement aux exportations FOB (Free On Board) qui évoluent favorablement (1 444,8 millions de DTS en 2014 contre 1 283,4 millions de DTS en 2013), les importations se sont affaiblies (1 804,8 millions de DTS en 2014 contre 1 823,1 millions de DTS en 2013). Ces facteurs positifs ont permis de limiter le déficit de la balance des transactions courantes.

Néanmoins, les Investissements Directs Etrangers (IDE) nets affichent une chute étant donné que leur valeur a atteint 362,8 millions de DTS lôannée précédente et ne sôélève plus quôà 205,7 millions de DTS en 2014. Elle a ainsi entrainé une régression du solde des opérations en capital et financier.

Par conséquent, si le solde de la balance globale a été successivement déficitaire ces dernières années de 55,3 millions de DTS en 2012 et 155,7 millions de DTS en 2013, celui-ci enregistre pour lôannée 2014 un excédent de lôordre de 16,6 millions de DTS, un solde global positif depuis lôannée 2011.

II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS

Lôannée 2014 constitue le cinquième exercice budgétaire qui consacre lôévaluation de la performance de la politique publique dans la Loi de Règlement. Lôévaluation de lôefficacité des actions menées par lôEtat Malagasy sôeffectue à travers lôanalyse des Rapports Annuel de Performance (RAP), établis en fin dôannée par chaque Responsable de Programme respectif. Seules les grandes lignes qui ont marqué lôexercice 2014 sont mises en exergue dans cette seconde partie. Les plus amples détails sont consultables dans lôannexe de la présente loi.

A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE

1. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2014 (BGE)

Dans le cadre de la concrétisation de sa politique publique, le Gouvernement Malagasy, composé de trente-sept (37) départements institutionnels et ministériels, sôest engagé sur cinquante-deux (52) missions, lesquelles regroupent cent trente-sept (137) programmes. Pour ce faire, trois-cent-soixante-quinze(375) objectifs de performance ont été poursuivis, auxquels sont associés huit-cent -quarante-sept (847) indicateurs,dont trois-cent-quarante-cinq(345) ont été atteints à 100%. En termes budgétaires, si lôenveloppe budgétaire globale pour la réalisation de lôensemble de ces actions sôélève à 4 279,65milliardsdôAriary, les dépenses réelles nôont atteint que 3 325,72milliardsdôAriary.

Les principaux engagements des Institutions et Ministères pour lôexercice 2014 sont résumés dans le tableau ci-après :

Tableau n° 10 :Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2014

En nombre										En Millions dôAriary		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
37	52	137	375	770	847	345	421	58	23	**3 388 334,30**	**4 279 647,94**	**3 325 717,84**

Sources : RAP 2014 et BCSE 2014

2. Evolution annuelle de la performance nationale (LFI et LFR)

A lôissue des élections présidentielles et parlementaires qui se sont tenues en 2013, un nouveau Gouvernement a été formé en avril 2014. La PGE à lôépoque sôappuyait sur la vision « Madagascar: Nation

moderne et prospère », un développement basé sur une croissance inclusive et durable. Les priorités ont consisté essentiellement au renforcement de la bonne gouvernance, la reprise économique et lôélargissement de lôaccès aux services sociaux de base de qualité. A cet effet, une LFRa été adoptée afin dôaménager les structures et lôéquilibre budgétaire. Des ressources additionnelles ont été allouées dans le cadre de cette loi pour faire face justement aux défis relevés dans les secteurs priorisés.

Ainsi, les crédits du Budget Général de lôEtat (BGE)octroyés par la LFI, de lôordre de 3 388,33 milliards dôAriary, ont été majorés par la LFR, pour atteindre la somme de 4 279,65 milliards dôAriary, soit un accroissement de 26,31%. En corollaire, au même titre que le budget dôexécution, le document de performance a fait lôobjet dôune révision. Le nombre des indicateurs de performance sôest accru : huit-cent-quarante-sept (847) indicateurs inscrits dans le document de performance de la LFR, contre sept-cent-soixante-dix (770) dans celui de la LFI. Par ailleurs, soixante-cinq (65) valeurs cibles ont été révisées à la hausse. Il est à noter que trente-sept (37) nouveaux objectifs ont été identifiés par rapport à la prévision de la LFI.

Tableau n° 11 : Evolution de la situation du BGE et de la situation de performance LFI/LFR en 2014

En Millions dôAriary			En nombre				
Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs			Modification de la valeur cible	
Crédits LFI	Crédits LFR	Evolution	Indicateurs initiaux	Indicateurs finaux	Evolution	En plus	En moins
3 388 334, 30	4 279 647,94	126,31%	770	847	110%	65	44

Sources : Budget dôexécution LFI et LFR, document de performance LFI et LFR 2014

3. Evolution de la performance nationale sur trois ans (2012-2013-2014)

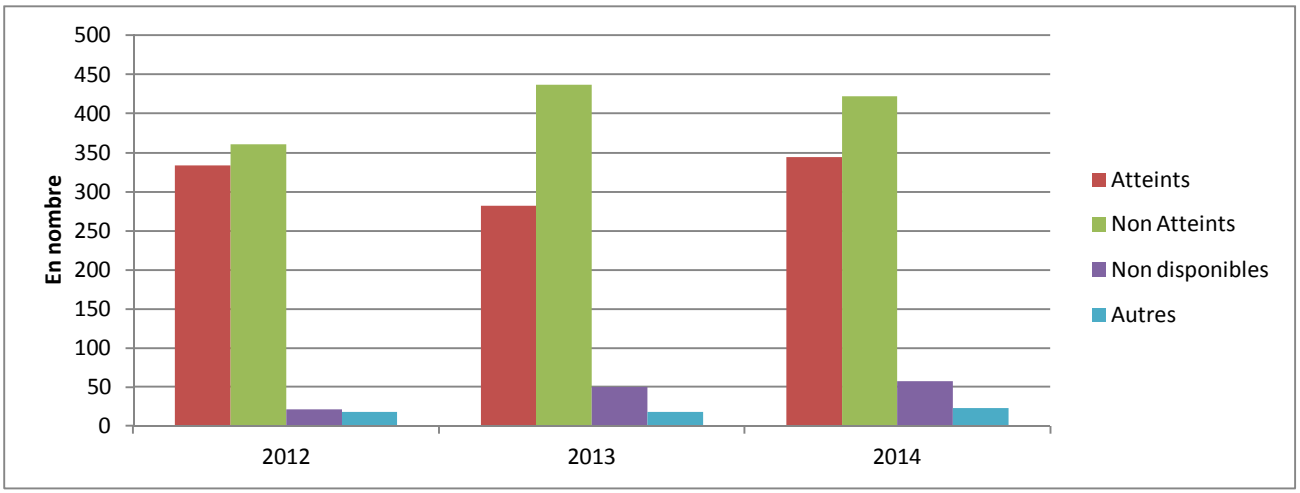
Les résultats des engagements pris par lôEtat Malagasy depuis ces trois dernières années sont synthétisés dans les figures suivants:

Tableau n° 12 : Evolution de la performance nationale sur trois ans (2012-2013-2014)

Année	Indicateurs				
	Inscrits	Atteints	Non Atteints	Non disponibles	Autres
2012	735	334	361	22	18
		45,44%	49,12%	2,99%	2,45%
2013	787	282	437	50	18
		35,83%	55,53%	6,35%	2,29%
2014	847	345	421	58	23
		40,73%	49,70%	6,85%	2,72%

Sources : RAP 2012-2013-2014

Graphique n° 1 : Evolutionde la performance nationalede2012 à 2014



Sources : RAP 2012-2013-2014

Le nombre des indicateurs inscrits a connu une augmentation en lôespace de trois (03) années consécutives, en passant de sept cent trente-cinq (735) en 2012, à huit cent quarante-sept (847) en 2014, soit une variation à la haussede 115,23%. En termes de résultats, lôexécution des politiques gouvernementales sôest amélioréesi on se réfère aux réalisations obtenues de lôannée précédente : 40,73% des indicateurs définis ont atteint les valeurs cibles en 2014, contre seulement 35,83% en 2013. A première vue, ces constats sont révélateurs de lôévolution progressive de la démarche de performance, mais il convient de préciser que quelques failles ont subsisté en matière de lôévaluation. En effet,le nombre des données non disponibles nôont cessé dôaccroitre, avec un taux de 2,99% en 2012 puis 6,35 % en 2013 pour atteindre 6,85% de la totalité des indicateurs en 2014. Par ailleurs, à travers la lecture des RAP, quelques Responsables de Programmes ont affirmé que certains indicateurs ont été trop ambitieux et moins pertinents, engendrant ainsi des écarts considérables entre la prévision et lôexécution. A cela sôajoute lôinsuffisance des explications relatives à ces écarts. De telles situations nôont pas permis de mener une analyse complète et exhaustive des performances des départements respectifs.

B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE

La présente partie analytique, répartie sur quatre (04) secteurs, détaille les réalisations physiques des Départements institutionnel et ministériel respectifs, en parallèle avecles situations budgétaires correspondantes. Lôévaluation met lôaccent sur les réalisations pour chaque programmeconformément à la teneur même de la LOLF, qui consiste essentiellement à lôapplication du budget de programme dans la gestion des finances publiques.

1. Secteur administratif

Le secteur administratif regroupe six (06) Institutions et neuf (09) Ministères.

a. Réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif

En termes de prévision, le secteur administratif est doté du crédit budgétaire le plus élevé puisque ces crédits finaux représentent 53,17% de la totalité du BGE. Avec ces moyens financiers, lôensemble des départements du secteur sôest investi sur dix-sept (17) missions, auxquelles sont associées cinquante (50) programmes et cent-cinquante-six(156) objectifs. Si la LFI a fixé trois-cent-soixante-quinze (375) indicateurs de performance au départ, le chiffre définitif après la LFR en prévoit trois-cent-quatre-vingt-six (386), soit 45,57% de lôensemble des indicateurs.

A la clôture de lôexercice, les taux de réalisations des dépenses ainsi que des indicateurs sont respectivement de lôordre de 91,30% et de 46,63%. Avec les dépenses effectuées à hauteur de 2 077,78 milliards dôAriary, cent-quatre-vingt(180) valeurs cibles ont pu être atteintes à 100% sur les trois-cent-quatre-vingt-six (386) définies.

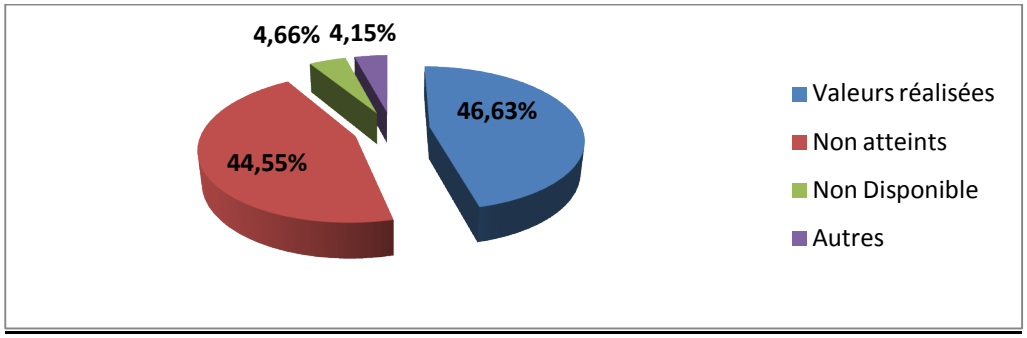
Les réalisations du secteur administratif tant en termes de crédits que de performances sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau n° 13 : Synthèse des réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif

				En nombre						En Millions dôAriary		
Inst/ Min	**Mis.**	**Prog.**	**Obj.**	**Valeurs cibles**		**Valeurs réalisées**	**Non atteints**	**ND**	**Autres**	**Crédits**		**Dépenses réalisées**
				Initiales	**Finales**					**Initiaux**	**Définitifs**	
15	17	50	156	375	386	180	172	18	16	**1 773 979,25**	**2 275 561 ,13**	**2 077 781,43**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Graphique n° 2 : **Performance du secteur administratif en 2014 (en %)**



Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

b. Evolution annuelle de la performance du secteur administratif (LFI et LFR)

Les évolutionsdes réalisations financières et celles des indicateurs de performance sont quasiment similaires. Si cette progressiona été de lôordre de 27,05% pour la première, la seconde a affiché

unevariationde 2,93% comparée à la prévision initiale. En ce qui concerne la modification proprement dite de la valeur cible, trente-sept (37) indicateurs ont été révisés à la hausse, tandis que quatorze (14) revus à la baisse. Il convient de noter que seul le Sénat a gardé ses prévisions initiales tant en termes de crédits que de nombre dôindicateurs. Treize (13) nouveaux objectifs ont été poursuivis : trois (03) au niveau de la Présidence, deux (02) de la Haute Cour Constitutionnelle, trois (03) de la Primature, et cinq (05) du Ministère de lôEconomie et de la Planification.

Cette évolution est résumée dans le tableau suivant :

Tableau n° 14 : Evolution annuelle de la performance du secteur administratif (LFI et LFR)

Institution/Ministère	Modification des crédits (En Millions dôAriary)			Modification du nombre des indicateurs			Modification de la valeur cible	
	Crédits initiaux (LFI)	Crédits après (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Evolution	Modification en +	Modification en -
Présidence de la République	35 986,47	50 005,57	138,96%	30	33	110,00%	6	1
Sénat	9 000, 00	9 000,00		8	8		1	
Assemblée Nationale	10 750,00	30 277,84	281,65%	4	4			3
Haute Cour Constitutionnelle	2 418,16	5 096,91	210,78%	7	9	128,57%		
Primature	47 324,71	81 503,82	172,22%	74	77	104,05%		
Conseil de la Réconciliation Malagasy	4 865,00	5 675,30	116,66%	5	5		5	
Ministère des Affaires Etrangères	59 393,03	63 190,46	106,39%	32	32		5	
Ministère de la Défense Nationale	165 170,64	172 618,35	104,50%	20	20		7	
Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie	149 680,65	156 355,42	104,46%	7	7		3	
Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	86 321,05	106 677,74	123,58%	32	32		2	5
Ministère de la Sécurité Publique	89 998,13	96 569,38	107,30%	15	15		4	1
Ministère de la Justice	75 836,02	86 708,30	118,29%	38	38			3
Ministère des Finances et du Budget	1 032 213,61	1 379 084,06	133,60%	89	89			
Ministère de l'Economie et de la Planification	7 320,49	9 114,09	124,50%	8	10	125,00%	1	1
Ministère du Commerce et de la Consommation	9 529,46	17 080,32	179,24%	6	7	116,67%	3	
TOTAL	**1 785 807,40**	**2 268 957, 55**	**127,05%**	**375**	**386**	**102,93%**	**37**	**14**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

c. Suivi par programmes des réalisations des Départements du secteur administratif

- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières de la Présidence de la République:

Tableau n° 15 : Synthèse des réalisations physiques et financières de la Présidence de la République

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Objectifs**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
001	Administration et coordination	34 787,93	31 045,19	89,24%	6	22	10	12	0	0	40,91%
201	Infrastructure reliée	464,64	331,94	71,44%	3	7	1	2	0	4	14,29%
401	Développement rural	180,00	152,81	84,89%	1	1	1	0	0	0	100%
501	Sante, planning familial et lutte contre le VIH/SIDA	13 242,36	1 161,69	8,77%	1	1	1	0	0	0	100%
801	Solidarité nationale	785,72	594,20	75,63%	2	2	1	1	0	0	50%
TOTAL		**49 460,65**	**33 285, 83**	**67,30%**	**13**	**33**	**14**	**15**	**0**	**4**	**39,39%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Si le taux de réalisation budgétaire pour le programme « administration et coordination » a atteint les 89,24%, les résultats en termes de performance ont étémodérésavec un taux avoisinant les 40%. Aucun indicateur inscrit dans lôobjectif de la réduction de la corruption nôa été atteint, faute de moyens financiers, humains et matériels pour la mise en î uvre des activités y afférentes.

En revanche, les programmes « développement rural » et « santé, planning familial et lutte contre le VIH/SIDA », avec des taux dôexécution budgétaire respectivement de 84,89% et de 8,77%, ont été exécutés conformément aux estimations initiales : douze (12) unités de Service Civique ont été opérationnelles et quatre-vingt-cinq (85) plans locaux de lutte contre le SIDA mis en î uvre au niveau des Communes, et ce, suivant les crédits disponibles.

- SENAT

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du Sénat:

Tableau n° 16 : Synthèse des réalisations physiques et financières du Sénat

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Objec tifs**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
002	Administration et Coordination	6 266,39	5 759,72	91,91%	2	3	2	1	0	0	66,67%
119	Appui aux membres des Institutions	2 733,61	2 213,17	80,96%	2	5	1	4	0	0	20,00%
TOTAL		**9 000,00**	**7 972,89**	**88,59%**	**4**	**8**	**3**	**5**	**0**	**0**	**37,50%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

La LFI a octroyé un crédit de 9 milliards dôAriary au Sénat, dont 88,59% sont consommés en fin dôannée. Avec de telles dépenses, trois (03) indicateurs sur les huit (08) préalablement définis ont été atteints, dont notamment le délai de traitement des dossiers pour le salaire permanent, le délai moyen de traitement des dossiers pour les salaires et indemnités des membres des Institutions et le nombre de dossiers traités pour le fonctionnement du service des membres du bureau.

Des écarts entre les résultats escomptés et ceux obtenus ont été relevés pour le programme « appui aux membres des Institutions » : quatre (04) sur les cinq (05) indicateurs fixés nôont pas atteint les valeurs

envisagées. Lôobjectif assigné qui consiste à renforcer lôEtat de droit nôa pas été rempli, dans la mesure où aucune réalisation nôa été enregistrée pour lôannée 2014. En effet, les nouveaux membres du Sénat nôétaient pas encore mis en place.

- ASSEMBLEE NATIONALE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières de lôAssemblée Nationale :

Tableau n° 17 : Synthèse des réalisations physiques et financières de lôAssemblée Nationale

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
003	Administration et coordination	15 548,59	15 282,39	98,29%	1	1	1	0	0	0	100%
101	Gouvernance responsable	25 655,54	24 404,17	95,12%	2	3	3	0	0	0	100%
TOTAL		**41 204,13**	**39 686,56**	**96,32%**	**3**	**4**	**4**	**0**	**0**	**0**	**100%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Les crédits finaux conférés à cette Institution se sont élevés à 41,20 milliards dôAriary, avec un taux de réalisation budgétaire de 96,32% en fin dôannée. Les deux (02) programmes mis en î uvre sont déclinés en trois (03) objectifs, et appréciés par le biais de quatre (04) indicateurs : toutes les valeurs cibles ont été réalisées à 100%.

Ainsi, le délai de traitement des dossiers a été respecté, contribuant à lôamélioration du fonctionnement de lôAdministration. Les réalisations effectives ont surpassé les attentes pour les indicateurs ci-après : adoption de quarante (40) lois sur les vingt-cinq (25) attendues, quatorze (14) contrôles parlementaires effectués sur les quatre (04) prévus et onze (11) participations à des réunions internationales se sont tenues sur les cinq (05) estimées.

- HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE (HCC)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières de la HCC :

Tableau n° 18 : Synthèse des réalisations physiques et financières de la Haute Cour Constitutionnelle

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
004	Administration et Coordination	1 860,99	1 398,63	75,16%	3	5	3	2	0	0	60,00%
102	Gouvernance Responsable	3 192,91	2 923,64	91,57%	3	4	3	1	0	0	75,00%
TOTAL		**5 053,90**	**4 322,27**	**85,52%**	**6**	**9**	**6**	**3**	**0**	**0**	**66,67%**

Sources: RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Le coût réel de mise en î uvre du programme « Administration et Coordination » sôest élevé à 1,40 milliards dôAriary, contre 1, 86 milliards dôAriaryen prévision, soit un taux de consommation de crédits à hauteur de 75,16%. Lôamélioration de la qualité des services fournis constitue lôun des défis lancés dans ce programme. Les résultats ont été concluants puisque toutes les valeurs réalisées ont été conformes, voire même supérieures, aux estimations initiales. Il sôagissait de la diminution du rejet des dossiers financiers et de la résolution des problèmes grâce aux efforts apportés dans ces domaines (renforcement de capacités des acteurs budgétaires et formulation des stratégies de réforme).

Le second programme « Gouvernance responsable » a bénéficié dôun budget prévisionnel de 3,19 milliards dôAriary, dont 91,57% ont été dépensés. Sur les quatre (04) indicateurs retenus pour lôappréciation de sa performance, un (01) nôa pas pu atteindre sa valeur cible : côest le cas du nombre dôacteurs du processus électoral formés. En effet, préoccupé par le traitement des résultats et contentieux électoraux en 2014, la Haute Cour déplore le manque de temps pour entamer les programmes de formation, conjugué à lôinsuffisance des moyens financiers.

- PRIMATURE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières de la Primature :

Tableau n° 19 : Synthèsedes réalisations physiques et financières de la Primature

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
005	Administration et coordination	44 945,05	24 889,25	55,38%	19	56	27	23	1	5	48,21%
402	Développement rural	492,97	279,94	56,79%	3	8	3	4	0	1	37,50%
403	Nutrition et Sécurité alimentaire	37 182,19	8 317,19	22,37%	4	12	5	3	1	3	41,67%
802	Solidarité nationale	350,69	347,12	98,98%	1	1	1	0	0	0	100,00 %
TOTAL		**82 970,90**	**33 833,50**	**40,78**	**27**	**77**	**36**	**30**	**2**	**9**	**46,75%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Lôaccomplissement de la mission de la Primature a occasionné des dépenses dôun montant de 33,83 milliards dôAriary, sur un budget de 82,97 milliards dôAriary. Ses principales réalisations ont trait àlôorganisation de vingt-sept (27) réunions de concertations relatives à la mise en î uvre des politiques agricoles et rurales, la sensibilisation des trois cents (300) utilisateurs de drogues injectables, la publication des cinquante-deux (52) « Infos Hebdo » concernant la filière riz et lôopérationnalisation des 5 571 sites PNNC (Programme National de la Nutrition Communautaire).

Toutefois, certains résultats obtenus ont décalé largement des prévisions établies au départ. Ainsi, lôinsuffisance de moyens mis à la disposition de lôInstitution explique lôinexistence de comités régionaux de coordination de lutte contre la drogue. De même, la performance a été insuffisante en ce qui concerne la couverture en intranet de lôEtat : sur les cent-dix (110) bâtiments ministériels dans les chefs-lieux de Régions, prévus être connectés à lôintranet de lôEtat, seuls trente (30) lôont été effectivement. Enfin, le

nombre dôemplois temporaires créés suivant lôHIMO a dû être revu à la baisse, avec un écart de réalisation de 132 415.

Pour les neuf (09) indicateurs classés « AUTRES », les Responsables de Programmes sôaccordent à dire que leur mise à jour sôavèrent nécessaire.

- CONSEIL DE LA RECONCILIATION MALAGASY (CRM)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du CRM :

Tableau n° 20 : Synthèse des réalisations physiques et financières du Conseil de la Réconciliation Malagasy

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
057	Administration et Coordination	3 143,34	2 813,19	89,50%	1	1	0	1	0	0	-
823	Réconciliation nationale	2 513,51	2 132,97	84,86%	4	4	0	4	0	0	-
TOTAL		**5 656,85**	**4 946,16**	**87,44**	**5**	**5**	**0**	**5**	**0**	**0**	**-**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Institué par la Constitution de la 4ème République dans le cadre du processus de réconciliation nationale, le CRM a déjà commencé son travail depuis le Gouvernement de la Transition. Toutefois, les crédits de son fonctionnement ne lui ont été attribués quôà partir de la LFI 2014. Le montant total des crédits mis à la disposition du Conseil atteint les 5 656 853 000 Ariary, consommés en fin dôannée à hauteur de 87,44%. En termes de performances, cette Institution a poursuivi cinq (05) objectifs, dont lôappréciation des résultats est mesurée au moyen de cinq (05) indicateurs. Sur une vue dôensemble, aucune des valeurs cibles retenues nôa été réalisée à 100%.

Pour le programme « administration et coordination », dont lôobjectif principal vise à promouvoir une administration efficace et efficiente, le décalage de seize (16) jours sur le délai de traitement des dossiers découle dôune erreur de transcription des valeurs cibles. Lôinsuffisance des moyens financiers et matériels, quant à elle, a généré des répercussions négatives sur lôexécution du programme « Réconciliation nationale ». Côest le cas notamment de la résolution des conflits politiques de 2002 à 2009, avec un taux réalisé à 41%, sur une estimation de 75%. En effet, lôorganisation des rencontres et ateliers a été limitée par le problème sus-évoqué.

Néanmoins, quelques faits positifs ont marqué lôannée 2014 comme la réception des demandes dôindemnisation des victimes des conflits politiques, lôélaboration de lôavant-projet de Loi relative aux modalités de réparation et dôindemnisation et la transmission des dossiers de demandes dôamnistie à la Cour Spéciale y afférente.

- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)

Le tableau ci-après synthétise lesréalisations physiques et financièresduMAE :

Tableau n° 21 : Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère des Affaires Etrangères

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
006	ADMINISTRATION ET COORDINATION	55 960,92	35 375,56	63,21%	2	6	4	2	0	0	66,67%
601	DIPLOMATIE ET COOPERATION	6 780,92	6 270,33	92,47%	6	26	18	8	0	0	69,23%
TOTAL		**62 741, 84**	**41 645,89**	**66,38%**	**8**	**32**	**22**	**10**	**0**	**0**	**68,75%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Les dépenses liées aux activités du programme « Administration et Coordination » se sont chiffrées à 35,37 milliards dôAriary, soit un taux dôexécution budgétaire à concurrence de 63,21%. En termes dôactivités, ce programme a affiché quelques résultats performants dont la formation de quarante (40) agents. En revanche, le problème dôinsuffisance de crédits a fait obstacle à la mise en place des réseaux informatiques convenables au service de la diplomatie.

Quantau programme « Diplomatie et Coopération », le coût des activités y afférentessetotalise à 6,27 milliards dôAriary, sur uneenveloppe prévisionnelle de 6,78 milliards dôAriary. Les réalisations physiques les plus concrètes ont concerné lôassistance par les dirigeants malgaches aux dix (10) réunions statutaires multilatéraux, la signature de dix (10) accords de coopération bilatérale et la tenue de deux (02) manifestations économiques internationales. Les écarts constatés pour certains résultats demeurent non expliqués, hormis le cas des nombres des agents formés par ambassade sur les questions économiques et commerciales (une valeur réalisée de 19 contre une prévision de 24), où la faible performance de lôindicateur a été liée à lôéloignement des lieux de formation.

- MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE (MDN)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MDN :

Tableau n° 22 : Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Défense Nationale:

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
007	Administration et coordination	149 264, 52	147 596,55	98,88%	1	3	0	3	0	0	-
103	Pilotage de la politique de défense	8 007,27	7 123,37	88,96%	2	6	3	2	1	0	50%
008	Administration et coordination	9 645,09	8 693,71	90,14%	1	8	2	6	0	0	25%
104	Armée de terre	4 331,02	4 029,97	93,05%	1	1	1	0	0	0	100%
105	Armée de l'air	1 019,15	819,22	80,38%	1	1	1	0	0	0	100%
106	Marine nationale	807,74	627,96	77,74%	1	1	1	0	0	0	100%
TOTAL		**173 074,79**	**168 890,78**	**97,58%**	**7**	**20**	**8**	**11**	**1**	**0**	**40%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Le Ministère de la Défense Nationale a bénéficié dôune enveloppe budgétaire dôun montant de 173,07 milliards dôAriary. A la clôture de lôexercice, le taux de consommation de crédit a avoisiné les 97%, tandis que celui des indicateurs atteints sôest élevé à 40%, soit huit (08) sur les vingt (20) établis.

Lôobjectif assigné dans le cadre du programme « administration et coordination » nôa pas été rempli : aucun indicateur nôa été atteint dans son intégralité. Si la non reprise des coopérations extérieures a affecté la réalisation des avis de concours national et international, lôimpertinence même du choix de lôindicateur a été jugée, par le Responsable de Programme concerné, à lôorigine de la différence entre les valeurs escomptées et celles obtenues pour le nombre des stagiaires militaires malgaches à lôextérieur.

Pour les programmes restants, quelques résultats ont dépassé les attentes, notamment la participation aux activités sportives nationales et internationales, avec un chiffre réalisé à trente (30) sur une prévision de vingt-quatre (24) ; la formation de deux cents cinquante-quatre (254) Elèves Officiers à Académie Militaire, contrelesquatre-vingt-dix (90) escomptés, et enfin, la réalisation de trente-cinq (35) interventions pour le maintien de lôordre de la réduction de lôinsécurité dans les zones rouges.

- SECRETARIAT DôETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE (SEMDNG)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du SEMDNG :

Tableau n° 23: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
009	Administration et coordination	143 316,06	140 388,03	97,96%	2	2	0	2	0	0	-
108	Intervention spéciale et / ou mixte	648,00	643,87	99,36%	1	1	1	0	0	0	100%
121	Sécurité et ordre public	3 720,63	3 248,80	87,32%	2	2	0	2	0	0	-
124	Normalisation des équipements et infrastructures	7 982,67	6 233,94	78,09%	1	1	0	1	0	0	-
125	Formation	614,39	571,53	93,02%	1	1	1	0	0	0	100%
TOTAL		**156 281,75**	**151 086,17**	**96,68%**	**7**	**7**	**2**	**5**	**0**	**0**	**28,57%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Pour lôaccomplissement de sa mission, ce Département a bénéficié dôun crédit de 151,28 milliards dôAriary, consommé en fin dôannée à hauteur de 96,68%. Les objectifs à atteindre sont au nombre de sept (07), et chaque objectif est évalué par un (01) indicateur. En fin dôannée, deux (02) indicateurs ont atteint les cibles à savoir le nombre dôintervention mixte grâce à la présence continue des forces de lôordre sur le terrain, et la formation de deux-milles-sept-cents (2 700)agents du Ministère.

Cependant, lôinsuffisance des moyens matériels et la priorisation des activités opérationnelles ont constitué une barrière à lôaccomplissement de lôobjectif dô« assurer le suivi-évaluation » : seuls 7 850 contrôles ont été effectués alors que la prévision se chiffrait à 9 360. Dôailleurs, le renforcement de la surveillance préventive et répressive nôa pu être assuré tel que prévu : le RAP fait apparaitre un écart de 50 700 sur le nombre de surveillances effectuées. Ce décalage sôexplique par le fait que le personnel a été orienté vers lôexécution des opérations de sécurisation au détriment des patrouilles de surveillance.

- MINISTERE DE LôINTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION (MID)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MID :

Tableau n° 24: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôIntérieur et de la Décentralisation

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
010	Administration et coordination	29 986,98	26 484,38	88,32%	3	4	2	2	0	0	50,00%
109	Administration territoriale	3 494,59	2 801,73	80,17%	4	7	4	3	0	0	57,14%
202	Gestion des risques et catastrophes	11 451,76	4 596,68	40,14%	6	13	6	7	0	0	46,15%
044	Administration et coordination	196,21	191,27	97,48%	5	6	2	4	0	0	33,33%
113	Développement des collectivités décentralisées	59 590,96	47 723,19	80,08%	2	2	0	2	0	0	0,00%
TOTAL		**104 720,49**	**81 797,25**	**78,11%**	**20**	**32**	**14**	**18**	**0**	**0**	**43,75%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Dans le cadre de la mise en î uvre de sa politique publique, le MID sôest engagé à accomplir deux (02) missions, lesquelles regroupent cinq (05) programmes. Si les moyens répartis à ces programmes sôélèvent à 104,72 milliards dôAriary, les dépenses effectuées nôen représentent que 78,11%. En termes de réalisations physiques, trente-deux (32) indicateurs ont été établis pour évaluer la performance des actions entreprises dont quatorze (14) ont atteint les valeurs cibles.

Parmi les résultats les plus significatifs du Ministère, lôon cite entre autres lôinscription de 179 partis politiques dans le registre national des Partis politiques (sur une estimation de 50) suite à lôadoption de la nouvelle loi y afférente, la délivrance de 400 000 cartes nationales dans le cadre de la période électorale, la formation de trente (30) agents sur la gestion des risques et des catastrophes, la réception des sept-cents cinquante (750) comptes administratifs auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et la collecte des taxes locales réalisée à un taux de 73% grâce aux efforts entrepris en la matière.

En revanche, lôinsuffisance des moyens financiers nôont pas permis de remplir convenablement les objectifs assignés. Côest le cas de la sensibilisation des communes sur la tenue de lôétat civil, le recyclage des

Districts en matière de gestion des risques et des catastrophes et la formation aussi bien des agents du Ministère que des responsables auprès des CTD.

- MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE (MSP)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MSP:

Tableau n° 25: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Sécurité Publique

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
036	Administration et coordination	95 562,50	81 521,67	85,31%	2	10	4	5	0	1	40,00%
120	Sécurité publique	963,38	912,55	94.72%	3	5	2	3	0	0	40,00%
TOTAL		**96 525,88**	**82 434,22**	**85,40%**	**5**	**15**	**6**	**8**	**0**	**1**	**40,00%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Le coût prévisionnel des deux (02) programmes du Ministère est évalué à 96,53 milliards dôAriary, mais les dépenses réelles nôont été que de lôordre de 82,43 milliards dôAriary. Au vu de ces moyens, sur les quinze (15) indicateurs prédéfinis, six (06) ont été révélés conformes aux valeurs cibles. Laperformanceaétéconcluante pour lôobjectif dôassurer lôadéquation « formation et recrutement », où les résultats obtenus ont devancéles prévisions (formation des élèves policiers et recyclage des policiers). La même tendance a été observée pour le cas de lôélucidation de délinquance économique et financier, une performance attribuable à lôamélioration de lôenvironnement de travail. En outre, sur les 35 000 passeports nationaux prévus être délivrés, les résultats se sont chiffrés jusquôà 61 000, soit un excédent de 26 000.

En dépit de ces bilans positifs, le RAP a fait apparaitre des écarts entre la prévision et lôexécution. Cette différence provient, selon les explications, de lôinsuffisance des crédits alloués. Côest le cas en particulier du nombre de commissariats réhabilités/construits et du nombre de directions centrales construites.

- MINISTERE DE LA JUSTICE (MINJUS)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MINJUS :

Tableau n° 26:: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Justice

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**IndicateurInscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
012	Administration et coordination	74 101,99	63 634,66	85,87%	3	11	4	7	0	0	36,36%
111	Administration judiciaire	6 516,50	5 478,15	84,07%	4	19	5	11	2	1	26,32%
112	Administration pénitentiaire	5 112,86	4 365,84	85,39%	4	8	3	3	1	1	37,50%
TOTAL		**85 731,35**	**73 478,65**	**85,71%**	**11**	**38**	**12**	**21**	**3**	**2**	**31,58%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

La somme de 85,73 milliards dôAriary a été attribuéeà ce Ministère pour lôexécution de ces trois (03) programmes, laquelle a été dépensée à concurrence de 73,48 milliards dôAriary. Ces programmes sont déclinés en onze (11) objectifs, dont la performance est évaluée par le biais de trente-huit (38) indicateurs, avec un taux de réalisation de lôordre de 31,58%.

Les principales réalisations qui ont le plus marqué lôannée 2014 concernent lôapplication de la politique de rotation (gestion des ressources humaines), lôinformatisation de trois (03) services judiciaires, lôopérationnalisation de neuf (09) cliniques juridiques et la réhabilitation de dix-neuf (19) bâtiments pénitentiaires contre deux (02) seulement en prévision.

Toutefois, aucun service relatif aux Frais de Justices Pénales et Assimiliées (FJPA) nôa été mis en place en 2014. En effet, les arrêtés dôapplication du décret portant régime général des FJPA nôont pas été encore adoptés. Il en a découlé quôaucun recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prévus par la LFI nôa été effectué. Les autres écarts enregistrés demeurent non expliqués, tels les cas du nombre de textes élaborés et lôinformatisation des services pénitentiaires.

- MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET (MFB)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MFB :

Tableau n° 27: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère des Finances et du Budget

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**IndicateursInscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
013	Administration Et Coordination	378 915,75	234 331,92	61,84%	10	24	16	2	6	0	66,67%
114	Gestion Du Budget	652 752,02	779 115,18	119,36 %	5	6	5	1	0	0	83,33%
115	Gestion Fiscale	6 456,87	5 072,75	78,56%	3	5	4	1	0	0	80,00%
116	Douanes	5 391,90	3 496,45	64,85%	5	14	4	10	0	0	28,57%
117	Tresor	330 257,81	306 630,85	92,85%	5	34	15	18	1	0	44,12%
803	Action Sociale	3 735,90	2 891,31	77,39%	2	6	1	1	4	0	16,67%
TOTAL		**1 377 510,25**	**1 331 538,46**	**96,66%**	**30**	**89**	**45**	**33**	**11**	**0**	**50,56%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Ce Département ministériel figure parmi celui qui comporte le plus grand nombre de programmes (06), dôobjectifs (30) et dôindicateurs(89). A cet effet, il a bénéficié de la somme de 1 377,51 milliards dôAriary.En termes de réalisations physiques, quarante-cinq (45) indicateurs ont affiché des résultats conformes aux prévisions initiales.

Parmi les résultats probants enregistrés figurent notamment : lôamélioration des pratiques dôalimentations au profit des 160 794 enfants de moins de 24 mois, le taux de collecte des recettes sur les importations de 24% contre une prévision de 18%, lôexploitation de deux (02) modules TRADENET par lôadministration des douanes, la réalisation de trois (03) études sur la finance inclusive, le recouvrement des

créances non fiscales issues des FCV (737 737 020 Ariary recouvrés sur les 699 160 000 prévus) et la publication de la Loi de Règlement 2007 dans le site web du Ministère.

Malgré ces points forts, certains résultatsont été mitigés. Le nombre dôentreprise en zone franche a connu un recul par rapport à lôestimation compte tenu de la conjoncture économique et politique à lôépoque. A cela sôajoute, le non-achèvement de lôopérationnalisation des centres dôinformations douanières auprès des bureaux, et lôabsence de missions de contrôles conformes aux normes et bonnes pratiques internationales, pour des contraintes dôordre financier .

- MINISTERE DE LôECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION (MEP)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MEP :

Tableau n° 28: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôEconomie et de la Planification

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
014	Administration et coordination	5 512,63	4 702,47	85,30%	1	3	0	3	0	0	-
604	Economie	3 291,00	2 145,15	65,18%	5	7	4	3	0	0	57,14%
TOTAL		**8 803,63**	**6 847,62**	**77,78%**	**6**	**10**	**4**	**6**	**0**	**0**	**40,00%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Laconduite de la politique économique sôarticule autour de deux (02) programmes, lesquels sont déclinés en six (objectifs), mesurés aux moyens de dix (10) indicateurs. Traduits en termes budgétaires, ce département a obtenu un crédit dôun montant de 8,80 milliards dôAriary, mais les dépenses nôont atteint que les 6, 85 milliards dôAriary.

Pour le premier programme, aucune des valeurs réalisées nôa correspondu aux valeurs prévues. Le taux dôexécution budgétaire a été faible, et seuls quatre (04) bâtiments ont été construits/réhabilités sur les douze (12) attendus. Le report des séances de formation en 2015a justifié lôabsence de formation dispensée au profit des 160 agents, prévue se tenir durant lôannée 2014.

En revanche, sur les sept (07) indicateurs inscrits dans le programme « économie », quatre (04) ont été atteints. Il sôagit du taux de croissance économique, du nombre des notes de politiques économiques disponibles, du nombre de Politique Nationale de Développement (PND) disponible et enfin, lôanalyse des quatorze (14) politiques sectorielles sur les dix (10) escomptées.

- MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION (MCC)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MCC :

Tableau n° 29: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère du Commerce et de la Consommation

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
037	Administration Et Coordination	15 814,72	15 140,05	95,73%	1	1	0	1	0	0	-
606	Commerce	1 010,00	875,11	86,64%	2	6	4	1	1	0	66,67%
TOTAL		**16 824,72**	**16 015,16**	**95,19%**	**3**	**7**	**4**	**2**	**1**	**0**	**57,14%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Un crédit dôun montant de 16,82 milliards dôAriary a été accordé au Ministère pour la mise en î uvre de ses deux (02) programmes, et les dépenses ont été effectuées à concurrence de 16,02 milliards dôAriary. Les réalisations en termes de performances se présentent comme suit : quatre (04) indicateurs ont été atteints, deux (02) non atteints et un (01) non disponible. Pour les indicateurs atteints, lôexécution a dépassé la prévision. Il sôagit du nombre de textes législatifs et réglementaires, du nombre de formation suivi par les acteurs économiques (avec un surplus de 18 effectifs), du taux dôaccroissement annuel des exportations et du nombre dôactions de promotion des manifestations commerciales internationales lequel a enregistré un excédent de douze (12) actions par rapport à la prévision.

Par contre, le problème de la restructuration de la filière girofle a constitué un facteur de blocage quant à la mise en place des plateformes régionales et nationales : une (01) seule plateforme a étémise en place sur les quatre (04) prévues.

2. Secteur social

Ce secteur est composé de huit (08) départements ministériels. Au cours de lôannée 2014, la rigueur budgétaire a été encore appliquée. Toutefois, les dépenses à caractère social, ayant des impacts directs sur la population, ont été priorisées.

a. Réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social

La conduite des actions dans le cadre du secteur social se traduit par la mise en î uvre de quarante-cinq (45) programmes, regroupés en seize (16) missions. La performance de ce secteur est quantifiée à travers quatre-vingt-dix-neuf (99) objectifs, mesurés initialement à lôaide de deux cents dix-huit (218) indicateurs. Après la LFR, les indicateurs sont ajustés à deux cents cinquante-cinq (255). Lôexercice budgétaire sôest achevé avec quatre-vingt (80) indicateurs atteignant les valeurs cibles. Vingt-huit (28) indicateurs sont par contre, indisponibles et nôont pas pu faire lôobjet dôévaluation.

Pour la réalisation de ces programmes, le secteur a été doté de crédits dôun montant total de 1 108,10 milliards dôAriary, qui ont été rectifiés, par la suite, à 1 265,14 milliards dôAriary. Au final, 30,98% des indicateurs ont été atteints à 100%. Ces réalisations physiques ont été associées à lôutilisation de 74,64% des crédits alloués aux Ministères composant le secteur.

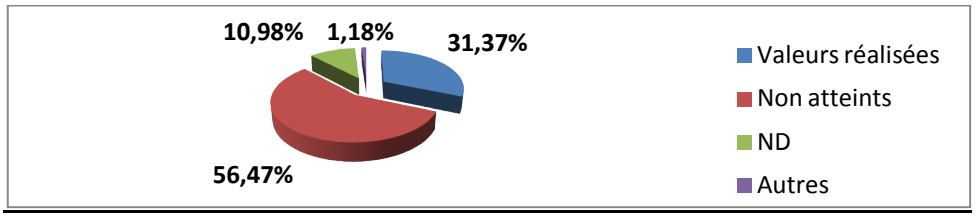
Le tableau qui suit résume les réalisations des indicateurs dôobjectifs :

Tableau n° 30: Synthèse des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social

En nombre						En Millions dôAriary		
Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
218	255	80	144	28	3	**1 108 097,52**	**1 265 137,83**	**944 333,58**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Graphique n° 3 : Performance du secteur social en 2014 (en %)



Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

b. Evolution annuelle de la performance du secteur social(LFI et LFR)

Des modifications ont été apportées dans la dénomination ainsi que dans lôorganisation de quelques Ministères, à savoir, le Ministère de la Jeunesse et des Sports, le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme, du Ministère de lôEmploi, de lôEnseignement Technique et de la Formation Professionnelle ainsi que le Ministère de lôArtisanat, de la Culture et du Patrimoine. Par conséquent, les prévisions en matière de performances et de crédits ont connu de légères hausses par rapport à la LFI. En effet, les crédits ont été majorés de 14,14%tandis que trente-sept (37) nouveaux indicateurs sont venus sôajouter dans le document de performance initialement établi.

Tableau n° 31:Résumé de lôévolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur social

Institution/Ministère	Modification des crédits (En Millions dôAriary)			Modification du nombre des indicateurs			Modification de la valeur cible	
	Crédits initiaux (LFI)	Crédits après (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Evolution	Modification en +	Modification en -
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales	11 312,09	16 102,09	142,34%	83	73	87,95%		
Ministère de la Santé Publique	233 895,32	300 345,85	128,41%	59	59	Inchangé	5	11
Ministère de la Jeunesse et des Sports	18 165,59	20 051,28	110,38%	17	24	141,18%	3	
Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme	11 836,36	15 676,36	132,44%	28	37	132,14%		
Ministère de l'Education Nationale	680 384,46	720 108,59	105,84%	11	11	Inchangé		9
Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	32 409,15	37 651,85	116,18%	4	35	875,00%		
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	113 008,19	145 653,19	128,89%	7	7	Inchangé		3
Ministère de l'Artisanat, de la Culture et du Patrimoine	7 086,36	9 166,59	129,36%	9	9	Inchangé		
TOTAL	**1 108 097,52**	**1 264 755,80**	**114,14%**	**218**	**255**	**116,97%**	**8**	**23**

Sources : Budget dôexécution LFI et LFR, RAP 2014

c. Suivi par programmes des réalisations des Départements du secteur social

- MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES (MFPTLS)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MFPTLS :

Tableau n° 32: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministerede la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
PROG	**PROGRAMMES**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux d'exécution budgétaire**	**Obj.**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
041	Administration Et Coordination	76,22	44,84	58,83%	2	14	5	9	0	0	35,71%
804	Securiser L'environnement Social Et Professionnel Des Travailleurs	199,50	174,89	87,67%	2	11	4	7	0	0	36,36%
805	Promouvoir Le Dialogue Social Et Les Droits Fondamentaux	285,20	176,49	61,88%	2	23	7	16	0	0	30,43%
812	Intensification De La Lutte Contre Le Travail Des Enfants	0,00	0,00	0,00%	1	1	0	0	0	1	0,00%
015	Administration Et Coordination	14 295,79	12 737,01	89,10%	1	12	5	7	0	0	41,67%
118	Ameliorer La Capacite Des Services Publics Et Renforcer Les Capacites De L'agent De L'etat	1 213,40	1 114,25	91,83%	1	12	3	8	0	1	25,00%
Total		**16 070,11**	**14 247,48**	**88,66%**	**9**	**73**	**24**	**47**	**0**	**2**	**32,88%**

Sources : Budget dôexécution LFI et LFR, RAP 2014

Les 88,66% des crédits alloués au MFPTLS ont été consommés en fin dôannée. Ces moyens ont été utilisés dans la poursuite de neuf (09) objectifs définis au sein de six (06) programmes, regroupés dans deux (02) missions, à savoir « Travail et Lois Sociales » et « Fonction Publique ». Soixante-treize (73) indicateurs ont permis de mesurer lôatteinte des objectifs fixés, dont vingt-quatre (24) ont atteint les valeurs cibles. Les principales réalisations au niveau de ces programmes se résument comme suit :

Dans le programme « Administration et Coordination », deux (02) études relatives à la mise en place des services régionaux ont été menées mais ces derniers nôont pas pu être installés, faute de crédits budgétaires. Par contre, douze (12) structures de dialogue social sur les deux (02) prévues ont été effectivement mises en place.

Dans le cadre de la sécurisation de lôenvironnement social et professionnel des travailleurs, les activités ont été axées sur la promotion dôun travail décent, par lôamélioration des conditions de travail et le rehaussement du niveau de sécurité sociale dôune part, et lôamélioration de lôappui aux pauvres et vulnérables, dôautre part. A cet effet, soixante (60) travailleurs expatriés ont bénéficié du maintien de la sécurité sociale contre vingt (20) en prévision. En outre, trente-cinq (35) enfants ont pu être retirés du travail, en ses pires formes.

Concernant le programme « Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux », 30,43% des indicateurs fixés ont connu une performance satisfaisante, entre autres, la diffusion, la vulgarisation ainsi

que la publication des textes relatifs au travail ainsi que le contrôle des établissements sur le respect de la législation du travail. Quant à la promotion de lôinsertion et la reconversion au travail, les indicateurs fixés ne sont pas atteints sauf la fiabilisation du marché du travail.

Pour la mission « Fonction Publique », le programme « Administration et Coordination » a été consacré à la réduction de la corruption. Dans cette optique, lôon cite notamment la sortie du Décret n°2014-1620 du 14 octobre 2014 portant réorganisation de lôEcole Nationale dôAdministration de Madagascar (ENAM). Le MFPTLS aégalement renforcé les prestations des services publics à travers son programme « Amélioration de la qualité des services publics et renforcement des capacités des agents de lôEtat ». Les principales réalisations ont concerné lôeffort du respect du principe dôégalité dôaccès à lôemploi public, la régularité de lôorganisation des concours administratifs au cours de laquelle neuf (09) organisateurs de concours ont été formés, le traitement à temps des dossiers administratifs des agents de lôEtat. Cependant, faute de moyens, les valeurs cibles fixées pour la mise en î uvre de la Gestion Prévisionnelle des Effectifs et des Compétences (GPEC) ainsi que lôamélioration de la gestion de lôinformation et des bases de données relatives aux agents de lôEtat nôont pas été atteints à 100%.

- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE (MINSAN)

Le tableau suivant donne un aperçu sur les réalisations effectives et les moyens utilisés par le Ministère de la Santé Publique dans le cadre de lôexercice budgétaire de lôannée 2014.

Tableau n° 33: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Santé Publique

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
PROG	**PROGRAMMES**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux d'exécution budgétaire**	**Objectifs**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Aut.**	**Taux de réal.**
024	Administration Et Coordination	199 005,81	155 267, 05	78,02%	5	12	5	6	1	0	41,67%
502	Fourniture De Services De Sante De Base	36 593,99	10 771,93	29,44%	2	11	5	6	0	0	45,45%
503	Fourniture De Services De Sante Hospitaliers	24 341,40	13 672,64	56,17	1	1	0	1	0	0	0,00%
504	Fourniture De Medicaments, Consommables Et Autres Produits	2 458,15	2 179,16	88,65%	2	4	2	2	0	0	50,00%
505	Lutte Contre Les Maladies	19 761,79	12 213,07	61,80%	8	22	4	17	1	0	18,18%
506	Survie Et Developpement De La Mere Et De L'enfant	18 183,55	8 088,01	44,48%	5	9	2	7	0	0	22,22%
Total		**300 344,69**	**202 191,86**	**67,32%**	**23**	**59**	**18**	**39**	**2**	**0**	**30,51%**

Sources : Budget dôexécution LFI et LFR, RAP 2014

En fin dôannée, le taux dôexécution budgétaire sôest élevéà 67,32% tandis que le niveau de performance a été de lôordre de30,51%.

En vue dôaméliorer la performance de la gestion décentralisée, 91% des CSB1ont été dotés de Paramédicaux contre 85% en prévision. Quant au renforcement de la gestion de lôinformation, seulement 5% des Centres Hospitaliers de Districts ont été dotés de système de gestion informatisée des informations sur une cible de 40%.

Le programme « Fourniture de santé de base » a accusé un taux de consommation des crédits assez faible (29,44%), correspondant à un pourcentage des indicateurs atteints avoisinant les 45%. Parmi les indicateurs performants figurent le pourcentage des CSB fonctionnels, la supervision des CSB publics et privés et leur dotation en équipement technique. Mais, faute de moyens, seulement dix-huit (18) CSB sur les cinquante-cinq (55) ont pu être réhabilités.

Le programme « Fourniture de services de santé hospitaliers » a affiché un taux dôexécution budgétaire de lôordre de 56,17% permettant lôamélioration de lôaccès aux services de santé. Si le taux dôoccupation des lits a été fixé à 50% dans la LFR, les chiffres réels se sont élevés à 43,95%, cette différence provient de lôinsuffisance de moyens de la population pour subvenir aux soins hospitaliers.

Pour le programme « Fourniture de médicaments, consommables et autres produits », compte tenu de la difficulté dôapprovisionnement des médicaments dans les CSB éloignés, le taux de disponibilité en médicaments essentiels génériques de qualité a été de 86,4% sur une cible de 90%. Sôagissant de la lutte contre les maladies, 61,80% des crédits alloués ont été utilisés, avec un taux de réalisation des indicateurs de 18,18 %.

Enfin pour le programme « Survie de la mère et de lôenfant », la performance a été insuffisante. Seuls deux (02) indicateurs sur les neuf (09) inscrits ont été réalisés. Ces activités ont consommé 44,48% des crédits octroyés. Les objectifs relatifs à la réduction de la mortalité infanto-juvénile nôont pas été ainsi remplis. De plus, le nombre des enfants non vaccinés a connu une hausse par rapport à la prévision en raison du refus de vaccination des groupes de personnes pour des motifs dôordre religieux ou coutumier,é Le taux dôaccouchement au niveau des CSB et CHD est demeuré faible suite à lôinsuffisance de Sages-femmes et lôexistence dôaccoucheuses traditionnelles dans les zones enclavées.

- MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (MJS)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MJS

Tableau n° 34: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code prog	**PROGRAMMES**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Objectifs**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Aut.**	**Taux de réal.**
045	Administration Et Coordination	8 723,10	5 234,06	60,00%	2	3	1	2	0	0	33,33%
302	Jeunesse	984,07	639,06	64,94%	4	11	9	2	0	0	81,82%
026	Administration Et Coordination	7 734,02	7 643,95	98,84%	2	2	1	1	0	0	50,00%
301	Sport	2 379,09	1 712,63	71,99%	4	5	3	2	0	0	60,00%
303	Loisirs	38,83	33,80	87,05%	1	3	3	0	0	0	100,00%
Total		**19 859,11**	**15 263,50**	**76,86%**	**13**	**24**	**17**	**7**	**0**	**0**	**70,83%**

Sources : Budget dôexécution LFI et LFR, RAP 2014

Après la LFR, le Ministère de la Jeunesse et des Loisirs a été restructuré en Ministère de la Jeunesse et des Sports. Ce Ministère comportetrois (03) principales missions, à savoir, « Jeunesse », « Sports » et « Loisirs ». Pour ce Ministère, le taux des crédits consommés et le niveau des réalisations physiques avoisinent tous les70%. En effet, 76,86% des crédits ouverts ont été dépensés permettant lôatteinte de dix-sept (17) indicateurs sur vingt-quatre (24), soit 70,83%.

Pour le Programme « Jeunesse », un accroissement des taux des jeunes dynamisés dans les Maisons des Jeunes, avec un taux de 80% a été constaté. De plus, le Ministère a aussi contribué à lôamélioration des conditions de vie des jeunes par une action dôinformation et de sensibilisation en matière de santé et de reproduction ainsi que lôutilisation de la méthode Prévalence contraceptive au profit des adolescents. Un projet axé à la « Promotion Emploi des Jeunes » a été aussi mis en î uvre. Par contre, le nombre de jeunes et encadreurs formés en entreprenariat nôa pas été atteint à 100%. Il en est de même du nombre de cadre de lôAdministration, des dirigeants des mouvements associatifs prévus être formés.

Concernant la mission « Sports », soixante (60) rencontres sportives ont été organisées sur les cinquante (50) escomptées. En plus, toutes les disciplines prévues être appuyées, dans le cadre du renforcement des infrastructures sportives,sont soutenues. Malgré cela, en raison de lôinsuffisance dôanimations sportives, deux cents quatorze (214) cadres sportifs ont été formés sur un chiffre prévisionnel de quatre cents vingt-huit (428) dans le document de performance.

Enfin, pour la mission « Loisirs », suivant lesrapports obtenus, lôobjectif qui consiste à organiser des loisirs sains et éducatifs dans les Régions a été atteint.

- MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME (MPPSPF)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MPPSPF:

Tableau n° 35: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministere de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code Prog	**PROGRAMMES**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Aut.**	**Taux de réal.**
025	Administration Et Coordination	10 128,91	8 213,91	81,09%	6	12	2	10	0	0	20,00%
813	Promotion De L'amelioration De La Condition De Vie De La Population	757,55	483,31	63,80%	3	4	0	4	0	0	0,00%
053	Administration Et Coordination	150,00	98,47	65,65%	1	1	0	1	0	0	0,00%
807	Genre Et Developpement	147,00	99,05	67,38%	1	3	2	1	0	0	66,67%
814	Action Sociale	2 562,24	1 580,51	61,68%	6	12	2	9	0	1	16,67%
815	Famille Et Enfance	124,79	81,84	65,59%	1	3	0	3	0	0	0,00%
Total		**15 210,69**	**10 681,19**	**70,22%**	**20**	**37**	**7**	**29**	**0**	**1**	**18,92%**

Sources : Budget dôexécution LFI et LFR, RAP 2014

Après la LFR, le Ministère de la Population et des Affaires Sociales est renommé en MPPSPF. Il est en charge de deux (02) missions principales, à savoir, « Population et développement » et « Protection sociale ».

Dans le cadre de sa première mission, pour le programme « Administration et coordination », 20% des indicateurs ont été conformes aux prévisions contre 80% non atteints. En termes budgétaire, 70,22% des crédits ouverts ont été dépensés. A cet effet, un (01) texte a été élaboré pour la mise à jour du cadre institutionnel relatif à la Protection Sociale et Développement Social. Par contre, le taux moyen de réalisation des indicateurs relatifs à la promotion des partenariats est de 64,81%.

Concernant le programme « Etudes et éducation en matière de population », dix-neuf (19) districts sur les cinquante (50) prévus ont bénéficié de la mise en place dôun système dôéducation de la population, compte tenu des restrictions budgétaires. Le Ministère a aussi î uvré pour la promotion de lôamélioration des conditions de vie de la population même si les résultats divergent de ceux escomptés. Les activités réalisées ont consisté, entre autres, au renforcement des infrastructures de base et/ou de production, le renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA, la malnutrition et la dégradation de lôenvironnement.

Dôautre part, sôagissant de la mission « Protection sociale », dans le cadre de la promotion de la condition sociale, juridique et culturelle de la femme, deux (02) plateformes régionales de la lutte contre les violences basées sur le genre, sur les onze (11) prévues, ont été mises en place. En revanche, le nombre de structures de prise en charge sociales et/ou psychologiques appuyées ainsi que le taux de participation des femmes aux sphères de prise de décision ont dépassé les prévisions.

Pour le programme « Action sociale », lôobjectif vise à promouvoir lôaccès aux services sociaux de base et à favoriser la participation de la population vulnérable à la croissance économique. Ceci sôest manifesté par la mise à la disposition de terrain agricole au profit de quarante (40) ménages pauvres et par lôappui dôurgence en vivres et PPN à partir du 10ème jour après lôimpact de lôaléa. En totalité, neuf cents cinquante-trois (953) ménages ont été appuyés sur les trois mille (3 000) prévus, compte tenu des restrictions budgétaires. A part ces activités, trois mille deux cents quarante et un (3 241) ménages ont bénéficié de lôHIMO.

En dernier lieu, pour le programme « Famille et enfance », promouvoir le cadre socio-juridique de protection des groupes vulnérables constitue lôobjectif du Ministère. Pour ce faire, vingt-cinq (25) structures de protection de la famille et de lôenfant (adoption et amélioration des familles vulnérables), sont rendues opérationnelles. Pour ce programme, lôannée budgétaire sôest achevée avec un taux de consommation de crédits sôélevant à 65,59%.

- MINISTERE DE LôEDUCATION NATIONALE (MEN)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financières du MEN:

Tableau n° 36: Synthèse des réalisations physiques et financières du Ministère de lôEducation Nationale

Libellés		En Millions dôAriary				En nombre						
Cod prog	**PROGRAMMES**	**Crédits initiaux**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Aut.**	**Taux de réal.**
027	Administration Et Coordination	474 150,90	455 987,93	395 732,58	86,79%	2	2	1	1	0	0	50,00%
304	Petite Enfance	1 476,25	2 902,97	2 854,61	98,33%	1	1	0	1	0	0	0,00%
305	Enseignement Fondamental Premier Cycle	188 592,49	234 442,76	108 203,57	46,15%	1	2	1	1	0	0	50,00%
306	Enseignement Fondamental Second Cycle	8 710,24	11 737,74	10 956,16	93,34%	1	2	2	0	0	0	100,00%
307	Alphabetisation	362,80	1 169,80	841,37	71,92%	1	1	0	0	1	0	0,00%
048	Administration Et Coordination	955,32	975,32	960,81	98,51%	1	1	0	1	0	0	0,00%
308	Enseignement Secondaire	6 136,47	7 560,71	2 542,80	33,63%	1	2	1	1	0	0	50,00%
Total		**680 384,46**	**714 777,22**	**522 091,91**	**73,04%**	**8**	**11**	**5**	**5**	**1**	**0**	**45,45%**

Sources : Budget dôexécution LFI et LFR, RAP 2014

Le Ministère a mis en î uvresept (07) programmes, lesquels sont regroupés en deux (02) missions dont « Education » et « Enseignement Général ». En somme, 73,04% des crédits ouverts ont été utilisés et sur les onze (11) indicateurs de performance identifiés, cinq (05) ont atteint les valeurs cibles.

En premier lieu, les programmes « Administration et Coordination » au sein des deux (02) missions sont consacrés au renforcement des prestations de services publics lesquels ont affichéun taux dôengagement des dépenses de 82,8%.

Ensuite, la somme de 518,59 milliards dôAriary a été consacrée à la réalisation des programmes liés à la mission « Education ». Sur les huit (08) indicateurs inscrits, quatre (04) ont été atteints, trois (03) non atteints et un (01) non disponible. Les résultats suivants ont été enregistrés :

- Programme « Petite enfance »: 13% des enfants de trois (03) à cinq (05) ans ont été inscrits dans le préscolaire sur un taux prévisionnel de 18,7%.
- Programme « Alphabétisation » : les données ne sont pas disponibles.
- Programme « Enseignement fondamental du 1er cycle »: 80,3% des élèves ont achevé le cycle primaire contre les 65% attendus. Cependant, le nombre de redoublants sôest accru, cette contreperformancea étéliéeà la dégradation des conditions dôapprentissage.
- Programme « Enseignement fondamental du 2nd cycle », lôatteinte des indicateurs fixés a permis au Ministère dôintensifier le système dôéducation fondamentale.

- MINISTERE DE LôEMPLOI, DE LôENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MEETFP)

Le tableau suivant résume lôexécution budgétaire dudit Ministère :

Tableau n° 37:Résumé de lôexécution budgétaire du Ministère de lôEmploi, de lôEnseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Cod prog	**PROGRAMMES**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal**	**Obj.**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Aut.**	**Taux de réal.**
038	Administration Et Coordination	0,00	0,00	0,00%	1	5	0	0	5	0	0,00%
607	Promouvoir La Croissance Economique Par l'emploi Décent	1 038,90	695,34	66,93%	5	26	5	1	20	0	19,23%
049	Administration Et Coordination	26 215,05	23 588,97	89,98%	1	1	0	1	0	0	0,00%
309	Formation Technique Initiale Et Professionnelle	10 365,92	8 368,47	80,73%	3	3	0	3	0	0	0,00%
Total		**37 619,87**	**32 652,78**	**86,80%**	**10**	**35**	**5**	**5**	**25**	**0**	**14,29%**

Sources : Budget dôexécution LFI et LFR, RAP 2014

A travers la LFR, la mission « Emploi », auparavant rattachée au MFPTLS, est venue sôajouter en cours dôexercice à la mission du MEETFP. A la fin de lôannée, 86,80% des crédits ouverts ont été consommés. Selon son rapport, cinq (05) indicateurs ont été atteints sur les trente-cinq(35) identifiés. Lecompte rendu du Ministère a été marqué par un nombre important dôindicateurs non disponibles. Concernant le programme « Formation professionnelle initiale et professionnelle », la revalorisation de lôenseignement technique a permis de former trois cents cinquante (350) apprenants pour 100 000 habitants. Dans le cadre de lôobjectif de la déconcentration et de la normalisation de lôenseignement technique ainsi que de la formation professionnelle, quatre-vingt-sept (87) établissements ont été créés tandis que cents (100) ont fait lôobjet dôévaluation.

Pour la mission « Emploi », les données sur le programme « Administration et coordination » ne sont pas disponibles. En effet, le changement dôorganigramme a bouleversé les indicateurs initialement mis en place. De nouveaux indicateurs relatifs à la nouvelle organisation nôont pas pu être programmés. Il en résulte que deux (02) indicateurs seulement sur les vingt et un (21) mis en î uvre ont pu être évalués. Pour les autres objectifs, les indicateurs ont été atteints. Parmi les réalisations figurent :

- Mille (1000) jeunes formés dans le cadre de lôappui aux insertions et reconversions professionnelles ;
- trente-cinq (35) sessions organisées dans le cadre du renforcement de la capacité de la population ;
- vingt (20) contrats signés dans le cadre de lôintensification du Partenariat Public Privé.

- MINISTERE DE LôENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESUPRES)

Tableau n° 38:Réalisations physiques et niveau de consommation des crédits au niveau du Ministère de lôEnseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Cod prog	**PROGRAMMES**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Aut.**	**Taux de réal.**
028	Administration Et Coordination	136 000,01	129 016,61	94,87%	3	3	1	2	0	0	33,33%
310	Enseignement Superieur	8 308,18	7 070,47	85,10%	2	2	2	0	0	0	100,00%
050	Administration Et Coordination	4 512,50	4 361,67	96,66%	1	1	0	1	0	0	0,00%
311	Recherche Scientifique	3 315,30	717,87	21,65%	1	1	0	1	0	0	0,00%
Total		**152 135,99**	**141 166,62**	**92,79%**	**7**	**7**	**3**	**4**	**0**	**0**	**42,86%**

Soure s: Budget dôexécution LFI et LFR, RAP 2014

Au titre de lôannée 2014, 141,17 milliardsdôAriaryont été dépensés pour la mise en î uvre des missions « Enseignement Supérieur »et «Recherche Scientifique » Le taux des indicateurs atteint sôest élevé à 42,86%, soit trois (03) indicateurs sur les sept (07) prévus. Selon les données statistiques parvenues au Ministère, lôon a compté pour 100 000 habitants, quatre cents treize (413) étudiants. De plus, quatre-vingt-huit (88) arrêtés dôhabilitation ont été accordés aux instituts dôenseignement supérieur privés, y compris les Universités publiques, afin de contribuer à lôappui au développement de lôenseignement supérieur privé.

Le Ministère a finalement consacré 3,32% de son budget à la Recherche scientifique au service du développement si la prévision dans le document de performance se chiffre à 4,64%, soit une différence de 1,32%. De plus, le taux de consommation de crédit sôélevant à 21,65% demeure nettement faible. Le motif évoqué à cet effet a étéle rejet des dépenses dôinvestissement public engagées.

- MINISTERE DE LôARTISANAT, DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE (MACP)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MACP :

Tableau n° 39: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère de lôArtisanat, de la Culture et du Patrimoine

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Cod prog	**PROGRAMMES**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Aut.**	**Taux de réal.**
046	Administration Et Coordination	702,90	395,44	56,26%	1	1	0	1	0	0	0,00%
611	Développement De L'artisanat	1 316,10	901,62	68,51%	3	3	0	3	0	0	0,00%
029	Administration Et Coordination	5 687,12	3 800,84	66,83%	1	1	0	1	0	0	0,00%
808	Patrimoine	495,00	339,78	68,64%	1	1	0	1	0	0	0,00%
809	Création	575,00	375,91	65,38%	2	2	1	1	0	0	50,00%
810	Manifestations Culturelles	344,01	224,64	65,30%	1	1	0	1	0	0	0,00%
Total		**9 120,13**	**6 038,23**	**66,21%**	**9**	**9**	**1**	**8**	**0**	**0**	**11,11%**

Sources : Budget dôexécution LFI et LFR, RAP 2014

Après la LFR, la mission « Artisanat », attribuée auparavant au Ministère de la Promotion de lôArtisanat, a été greffée au Ministère de la Culture et du Patrimoine. Lôobjectif consiste à assurer la structuration de lôArtisanat, permettant ainsi le regroupement des artisans en clusters. Huit cents vingt (820) artisans ont été aussi professionnalisés et huit (08) vitrines de lôartisanat ont été mises en place.

Les principales réalisations pour la mission « Culture » ont été entre autres : la restauration de huit (08) patrimoines sur les dix (10) prévues ; la formation de trente-deux (32) techniciens et dôopérateurs culturels sur les trente-cinq (35) attendus ; le soutien des créations dôart par lôappui de dix (10) nouvelles créations ; et le soutien de dix (10) manifestations culturelles représentatives des régions afin de valoriser la culture et le métier dôartiste.

Au total, 66,21% des crédits alloués au Ministère ont été consommés. Un (01) indicateur sur les neuf (09) a étéatteint,soit un niveau de performance de 11,11%.

3. Secteur productif

Le secteur productif regroupe sept (07) Ministères.

a. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur productif

En termes de prévision, le secteur productif se trouve être le moins privilégié en ce qui concerne sa dotation en crédits budgétaires puisque celle définitivement octroyée représente 8,44% de la totalité du BGE. En effet, si la LFI puis la LFR lui ont respectivement alloué la somme de 266,67 milliards dôAriary et de 365,64 milliards dôAriary, au final, après les mouvements de crédits, le montant définitif sôélève à 361,24 milliards dôAriary. Avec ces moyens financiers, lôensemble des départements du secteur sôest investi sur huit (08) missions, auxquelles sont associées dix-neuf (19) programmes et cinquante-cinq (55) objectifs. Si la LFI a fixé quatre-vingt-douze (92) indicateurs de performance au départ, la LFR en prévoit quatre-vingt-dix-huit (98), soit une augmentation de 6,52%.

A la clôture de lôexercice, le taux de dépenses effectuées ainsi que celui de la réalisation des indicateurs ont été respectivement de lôordre de 74,64% et de 50%. Avec les dépenses effectuées à hauteur de 133,71 milliards dôAriary, quarante-neuf (49) valeurs cibles ont pu être atteintes à 100% sur les quatre-vingt-dix-huit (98) définies.

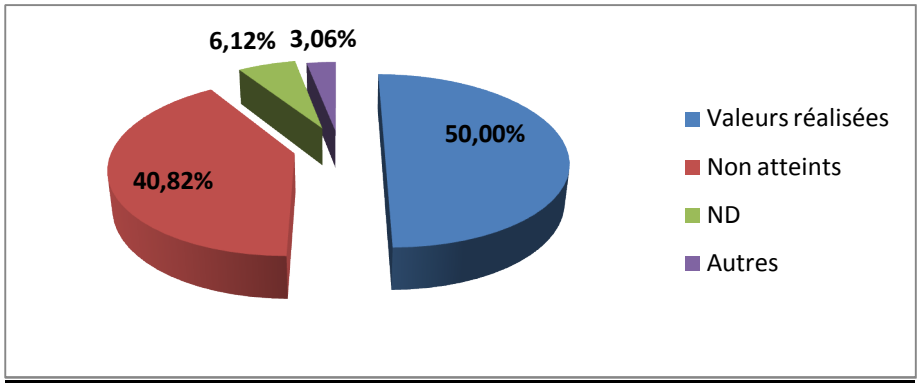
Les réalisations du secteur productif tant en termes de crédits que de performances sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau n° 40: Synthèse des réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur productif

En nombre										En Millions dôAriary		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
7	8	19	55	92	98	49	40	6	3	266 671,30	361 239,85	133 705,42

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Graphique n° 4 : Performance du secteur productif en 2014 (en %)



Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

b. Evolution annuelle de la performance du secteur productif (LFI et LFR)

Le montant des crédits et le nombre des indicateurs ont été revisés à la hause. Sôil a été de lôordre de 137,11% pour la première, la seconde a affiché un accroissement de 6,52% par rapport à la prévision initiale. En ce qui concerne la modification proprement dite de la valeur cible, dix (10) indicateurs ont étémodifiés, tandis que six (06) revus à la baisse. En outre, six (06) nouveaux objectifs ont été poursuivis : cinq (05) au niveau du Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé et des PME et un (01) au niveau duMinistère de l'Elevage et de la Protection animale.

Tableau n° 41:Résumé de lôévolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif

Institution/Ministère	MODIFICATION DES CREDITS (En Millions dôAriary)			MODIFICATION DU NOMBRE DES INDICATEURS			MODIFICATION DE LA VALEUR CIBLE		
	Crédits initiaux (LFI)	Crédits après (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Evolution	Modification en +	Modification en -	Evolution
Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé et des PME	12 451,68	11 485,54	92,24%	5	10	200,00%	3		30,00%
Ministère du Tourisme	4 624,33	7 231,13	156,37%	4	4	Inchangé	1		25,00%
Ministère de l'Agriculture et du Développement rural	185 044,14	255 759,14	138,21%	34	34	Inchangé	5		14,71%
Ministère de l'Elevage et de la Protection animale	10 208,70	13 618,12	133,40%	20	21	105,00%			
Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques	14 350,66	21 413,98	149,22%	13	13	Inchangé		6	46,15%
Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts	33 942,05	47 482,05	139,89%	7	7	Inchangé			
Ministère auprès de la Présidence Chargé des Ressources Stratégiques	6 049,74	8 649,87	142,98%	9	9	Inchangé	1		11,11%
TOTAL	**266 671,30**	**365 639,82**	**137,11%**	**92**	**98**	**106,52%**	**10**	**6**	**16,33%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

c. Suivi par programmes des réalisations des Départements du secteur productif

- MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (MIDSPME)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresde ce Ministère :

Tableau n° 42: Synthèsedes réalisations physiques et financièresdu Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Prive et des Petites et Moyennes Entreprises

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	Programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Obj.	Indicateurs Inscrits	A	NA	ND	Autres	Taux de réal.
051	Administration Et Coordination	6 874,49	3 252,01	47,31%	1	1	1	0	0	0	100,00%
605	Industrie	4 555,14	592,91	13,02%	9	9	9	0	0	0	100,00%
TOTAL		**11 429,63**	**3 844,92**	**33,64%**	**10**	**10**	**10**	**0**	**0**	**0**	**100,00%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Si le taux de réalisation budgétaire pour le programme « administration et coordination »ne sôest élevé quôà 47,31%, les résultats en termes de performance ont étésatisfaisantsavec un taux de 100%. En effet, lôindicateur « taux dôexécution budgétaire » inscrit dans le cadre « dôassurer lôutilisation rationnelle des ressources allouées au Ministère en vue de la réalisation de sa mission » a même vu sa valeur cible dépasser de 1,07 points, en raison dôun taux dôengagement en deçà de ce qui a été prévu (-43%), résultant du faible taux de régulation du 3ème trimestre et de la courte durée dôengagement du dernier trimestre.

En outre, leprogramme « Industrie », avec un taux moyen dôexécution budgétaire de 13,02%, a dépassé comparativement aux estimations initiales : cinquante-trois (53) coopératives (+3 par rapport à la cible) ont été renforcées, trente-huit (38) unités de transformation (+8 par rapport à la cible) ont été mises en î uvre pour densifier les industries de transformation, deux-cent quatre-vingt-treize (293) attestations de destination et cinq (5) autorisations dôopérations ont été délivrées pour dynamiser lôindustrie, et ce, suivant les crédits disponibles.

Il est à noter que seuls, les quatre (04) premiers objectifs du programme « Industrie » ont disposé dôexplications quant à lôatteinte de ces performance, les cinq (05) autres restant vagues.

- MINISTERE DU TOURISME (MINTOUR)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MINTOUR:

Tableau n° 43: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère du Tourisme

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Objectifs**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
040	Administration Et Coordination	3 754,48	2 990,92	79,66%	1	1	0	1	0	0	0,00%
608	Developpement Du Tourisme	2 744,46	1 830,88	66,71%	1	2	1	1	0	0	50,00%
610	Developpement Du Contrôle Et Du Suivi Touristque	541,08	414,64	76,63%	1	1	1	0	0	0	100,00%
TOTAL		**7 040,02**	**5 236,44**	**74,38%**	**3**	**4**	**2**	**2**	**0**	**0**	**50,00%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

La LFI a octroyé un crédit de 4,62 milliards dôAriary au MINTOURpour au final bénéficier dôun crédit plus conséquent de 7,04 milliards dôAriary. 74,38% de cette dotation a été consommée en fin dôannée. Avec ces dépenses effectuées, deux (02) indicateurs sur les quatre (04) préalablement définis ont été atteints notamment en termes de recettes générées par le secteur touristique (428 millions de DTS sur 235 Millions de DTS escomptés) et de nombre dôétablissements suivis et contrôlés (844 sur 530 prévus). Le délai de traitement des dossiers administratifs (72h au lieu de 64h), ainsi que le nombre de touristes visitant Madagascar (22 374 sur les 330 000 prévus) nôayant pas atteint leurs valeurs cibles, cette performance reste mitigée et pourrait laisser perplexe quant à la performance effective du secteur. Les écarts de performance de ce secteur ont été justifiés par la mauvaise conjoncture politico-économique du pays.

- MINISTERE DE LôAGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MADR)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MADR :

Tableau n° 44: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère de lôAgriculture et du Développement Rural

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
016	Administration Et Coordination	21 303,54	19 275,63	90,48%	4	15	8	7	0	0	53,33%
404	Revolution Verte	231 838,65	68 347,74	29,41%	7	16	6	7	0	3	37,50%
405	Recherche Agricole	251,00	142,20	56,65%	2	3	3	0	0	0	100,00%
TOTAL		**253 393,19**	**87 765,57**	**34,63%**	**13**	**34**	**17**	**14**	**0**	**3**	**50,00%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Pour les trois (03) programmes dont dispose ce Ministère, les crédits finaux qui lui ont été accordés se sont élevés à 253,39 milliards dôAriary, ce qui représente une variation de lôordre de +38,21% par rapport aux crédits accordés par la LFI. Les dépenses effectivement réalisées se sont quant à elles chiffrées à 87,77 milliards dôAriary, ce qui représente un taux dôexécution budgétaire avoisinant les 34,63% de la dotation finale accordée.

Considérant ce niveau de dépenses, le Programme « Administration et Coordination » a affiché une performance moyenne de 53,33% expliquée en partie par le fait que seul un (01) indicateur sur deux (02) a été atteint, et ce, par objectif (au nombre de 4). Le Ministère a imputé cette performance moyenne, soit par un objectif ayant été surestimé (seules 24 Directions ont été interconnectées à lôIntranet gouvernemental sur 30 prévues), soit par le retard du déblocage de crédits et lôinsuffisance de matériels roulants (14 sensibilisations effectuées sur 20 escomptées), soit par lôexistence de restructuration au sein du Ministère entraînant un accroissement des affaires contentieuses à traiter (70 textes juridiques et dossiers contentieux traités au lieu de 80 escomptés). Des efforts en termes de prévisions et de fixation dôobjectifs pas trop ambitieux et facilement atteignables seraient à envisager pour améliorer la performance au niveau de ce Programme.

Le Programme « Révolution verte et durable » dispose quant à lui de sept (07) objectifs avec une performance de 37,50%, à relativiser car le taux dôexécution budgétaire ne sôest élevé quôà 29,41%. La contreperformance proviendrait dôune mauvaise répartition budgétaire handicapant la mise à disposition dôengrais nécessaires aux producteurs (seuls 1175 tonnes dôengrais ont été rendus disponibles aux bénéficiaires de sous projets sur les 4000 tonnes prévues). En outre, lôincapacité à mettre à leur disposition des semences améliorées a constitué lôune des causes de cette contrepreformancecar les productions de semences nôont été ni certifiées ni enregistrées au niveau de lôANCOSou Agence Nationale de Contrôle Officiel des Semences et plants

(seules 525,26 tonnes de semences certifiées sur les 3000 tonnes prévues). Enfin, malgré des efforts mis en place pour lutter contre lôinvasion acridienne et la délivrance de certificats phytosanitaires, la difficulté à

mettre en place des services agricoles performants et opérationnels (seules 58 sessions de renforcement de capacités de certains Centres de Service Agricole ont été réalisées sur 107 prévues) ont tiré la performance de ce Programme vers le bas.

Enfin, en ce qui concerne le Programme « Recherche agricole », la performance a été satisfaisante car les efforts pour réformer et moderniser les pratiques agricoles par la diffusion de meilleures pratiques/techniques ainsi que la diffusion dôun partenariat efficace entre centres de recherches et producteurs privés (175 groupements de paysans formés et bénéficiant de démonstrations sur 120 prévus) ont pu justifier la performance à ce niveau.

- MINISTERE DE LôELEVAGE ET DE LA PROTECTION ANIMALE (MEPA)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MEPA :

Tableau n° 45: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère de lôElevage et de la Protection Animale

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
039	Administration Et Coordination	7 594,30	6 068,24	79,91%	4	9	5	4	0	0	55,56%
406	Developpement De La Production Animale	5 924,76	4 103,54	69,26%	7	12	6	6	0	0	50,00%
TOTAL		**13 519, 06**	**10 171,78**	**75,24%**	**11**	**21**	**11**	**10**	**0**	**0**	**52,38%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Ce Ministère dispose de deux (02) Programmes auxquels ont été accordés des crédits sôélevant finalement à 13,52 milliards dôAriary. En rapprochant ces chiffres aux dépenses réalisées, lôon constate un taux dôexécution budgétaire de 75,24%.

Considérant ce niveau de dépenses, le Programme « Administration et Coordination » affiche une performance de 55,56% contre 50% seulement pour celui du « Développement de la Protection Animale », soit une performance moyenne de 52,38%.

Pour ce quôil est du premier, sur les neuf (09) indicateurs inscrits, seuls cinq (05) ont été atteints, justifiés par une amélioration de lôenvironnement lié à lôélevage à travers plus de contrôle des entités concernées et davantage de sensibilisation sur le Décret MECIE (Mise en Compatibilité des Investissements avec lôEnvironnement). En outre, en dépit dôun taux dôexécution ne sôélevant quôà 76,73% pour la « Gestion et suivi des ressources du MINEL », cela a suffi à régulariser un bon nombre des situations administratives du personnel ainsi quôà augmenter le nombre de marchés approuvés. Cependant, une contreperformance est à déceler au niveau de la « Planification des activités du secteur élevage » et de lô« amélioration des systèmes dôinformation » où des efforts restent à fournir car toutes les activités nôont pas pu être planifiées/programmées comme le Ministère lôentendait (4 sur les 5 escomptées). Enfin, seules 21% des informations indispensables sur le secteur élevage ont pu être rendues disponibles, provenant probablement du fait que bons nombres de Directions ne sont pas encore connectées à lôIntranet gouvernemental.

Quant au Programme « Développement de la production animale », la performance a été moyenne en considérant que sur les douze (12) indicateurs inscrits, seule la moitié a atteint sa valeur cible. Parmi ces indicateurs figurent le renforcement de capacité des acteurs (formation dôéleveurs et encadrement de vétérinaires) contribuant à « assurer la disponibilité, lôaccessibilité et la compétitivité des produits du Zébu sur le marché ». Peuvent être également cités lôaccroissement du nombre de bovins vaccinés (+3 090 281 par rapport à la cible) et de veaux traités (+10 439 par rapport aux prévisions) pour une « amélioration des performances et lôexploitation des zébus ». Cependant, aucun des indicateurs concourant à « assurer lôamélioration des performances et lôexploitation des animaux » nôa été atteint dans le sens où aucunes des parcelles ni des exploitations mises en places nôont été améliorées et aucun centre dôamélioration génétique nôa été rendu fonctionnel (0 sur les 3 prévus).

- MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE (MRHP)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MRHP:

Tableau n° 46: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pèche

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
033	Administration Et Coordination	12 032,76	9 587,56	79,68%	5	7	2	5	0	0	28,57%
408	Developpement De La Pêche Et Des Ressources Halieutiques	8 202,15	2 198,87	26,81%	3	6	2	4	0	0	33,33%
TOTAL		**20 234,91**	**11 786,43**	**58,25%**	**8**	**13**	**4**	**9**	**0**	**0**	**30,77%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Ce Ministère dispose de deux (02) Programmes auxquels ont été accordés des crédits finaux sôélevant à 20,23 milliards dôAriary, soit une variation de +41% si la LFI en prévoyait 14 ,35 milliards dôAriary. En rapprochant ces chiffres aux dépenses réalisées, lôon constate un taux dôexécution budgétaire de 58,25%.

Sur les treize (13) indicateurs que possède ce Ministère, seuls quatre (04) ont été atteints, tous programmes confondus, soit une performance moyenne de 30,77%

En ce qui concerne le Programme « Administration et coordination », deux (02) indicateurs uniquement ont atteint leur valeur cible sur les sept (07) retenus. En termes de réalisations physiques, cela sôest manifesté par un « Budget de Programme élaboré » ainsi quôun « centre de surveillance des pêches mis en état de fonctionnement de manière optimale, efficiente et pérenne », et ce, malgré le retard de transfert et un taux de régulation nôayant pas permis dôutiliser en totalité le budget prévu.

Quant au Programme « Développement de la Pêche et des Ressources Halieutiques », une contreperformance a été dégagée car deux (02) indicateurs sur six (06) ont pu aboutir aux résultats escomptés. Les quelques réalisations ont résidé dans lôétablissement de projets de sensibilisation, de

vulgarisation, de formation au niveau des régions (150 projets réalisés sur 15 prévus) ainsi que dans la délivrance de licences de pêche et permis de collecte de produits halieutiques.

- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS (MEEF)

Le tableau ci-après synthétise les engagements du MEEF :

Tableau n° 47: Synthèse des engagements du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
017	Administration Et Coordination	9 827,14	8 064,71	82,07%	1	1	0	1	0	0	0,00%
701	Gestion Durable Des Ressources Naturelles	37 137,76	2 870,55	7,73%	3	3	1	2	0	0	33,33%
703	Developpement Du Reflexe Environnemental	336,10	169,01	50,29%	1	3	2	1	0	0	66,67%
TOTAL		**47 301,00**	**11 104,27**	**23,48%**	**5**	**7**	**3**	**4**	**0**	**0**	**42,86%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Ce Ministère comprend trois (03) Programmes ayant eu une performance évaluée à 42,86% à la fin de lôexercice 2014.

En ce qui concerne le Programme « Administration et Coordination », la performance a été insatisfaisante car le seul indicateur fixé, à savoir le nombre de « thèmes de formation dispensées » a affiché un taux de réalisation nul (0%). En effet, seuls douze (12) formations ont été dispensées sur les 15 prévues ce qui a empêché lôobjectif «amélioration des systèmes dôinformation forestiers et environnementaux » dôêtre complètement atteint. La raison principale évoquée par le Ministère pour justifier cet écart serait un blocage de fonds.

Quant au Programme « Gestion durable des ressources naturelles », un renforcement des systèmes de contrôle forestiers et environnementaux a été effectué (617 contrôles effectués sur 350 prévus) dans le but dôéradiquer les exploitations illicites au niveau de ce secteur. Etant le seul indicateur atteint sur les trois (03) composant ce Programme, la performance y a été de lôordre de 33,33%.

Enfin, le Programme « Développement du réflexe environnemental » a privilégié les efforts allant vers une meilleure gestion des litiges en matière de plaintes environnementales (43 plaintes traitées conformément à la valeur cible) ainsi quôune intégration élargie de la dimension environnementale à tous les niveaux de communication (26 activités environnementales promues sur 10 escomptées). Cependant, seuls deux-tiers (2/3) des indicateurs à lôintérieur de ce Programme ont atteint les résultats escomptés, lui conférant une performance de 66,67%.

- MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES RESSOURCES STRATEGIQUES (MPRS)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MPRS :

Tableau n° 48: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère auprès de la Présidence chargé des Ressources Stratégiques

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
019	Gestion Durable Des Ressources Naturelles	5 763,02	2 392,00	41,51%	1	1	1	0	0	0	100,00%
609	Developpement Du Secteur Minier	1 595,16	658,83	41,30%	2	4	1	1	2	0	25,00%
056	Administration Et Coordination	445,99	409,59	91,84%	1	1	0	0	1	0	0,00%
204	Developpement Du Secteur Petroliers Et Des Biocarburants	517,87	335,58	64,80%	1	3	0	0	3	0	0,00%
TOTAL		**8 322,04**	**3 796,00**	**45,61%**	**5**	**9**	**2**	**1**	**6**	**0**	**22,22%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Ce Ministère sôest doté de quatre (04) Programmes bien distincts dont la performance sôest chiffrée à 22,22% en fin dôannée 2014. Les crédits finaux qui lui ont été accordés se sont élevés à 8,32 milliards dôAriary pour lesquels 45,61% seulement ont été utilisés.

Seul le Programme « Gestion durable des ressources naturelles » au sein de la Mission « Mines » a affiché des résultats concluants en termes de performance (100%), les trois (03) autres étant très insuffisants voire inexistants pour ceux composants la Mission « Hydrocarbures », pour lesquels les Programmes « Administration et Coordination » et « Développement du secteur pétrolier et des biocarburants » ont dégagé des performances nulles.

De par ces réalisations physiques, il semblerait que le Ministère ait privilégié une performance axée sur les « recettes dôexportations minières » 314,763 milliards dôAriary contre 200 Milliards dôAriary prévus) et par davantage de prestations de services publics, au détriment de lôexploitation des ressources dôhydrocarbures (nombre de contrats signés, volume dôinvestissement, nombre de personnes formées/recyclées) pour lesquels la majorité des indicateurs ont affiché des réalisations restées indisponibles.

4. Secteur infrastructure

Le secteur infrastructure regroupe sept (07) Ministères.

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure

Pour une meilleure visibilité de la politique publique dans le cadre du secteur infrastructure, les sept (07) Ministères se sont engagés sur onze (11) missions, qui regroupent vingt-trois (23) programmes.Lôévaluation de lôefficacité de ces actions sôeffectue par le biais de cent-huit (108) indicateurs. Traduit en termes financiers, le secteur a bénéficié de 8,83% de lôensemble du BGE, lôéquivalent de la somme de 377,71 milliards dôAriary.

A la clôture de lôexercice 2014, les dépenses exécutées ont été assez moyennes, avec un taux de consommation de crédissôélevant à 44,98%. En termes de performance, trente-six (36) indicateurs ont atteint les valeurs initialement prévues, soit un taux de réalisation de 33,33%.

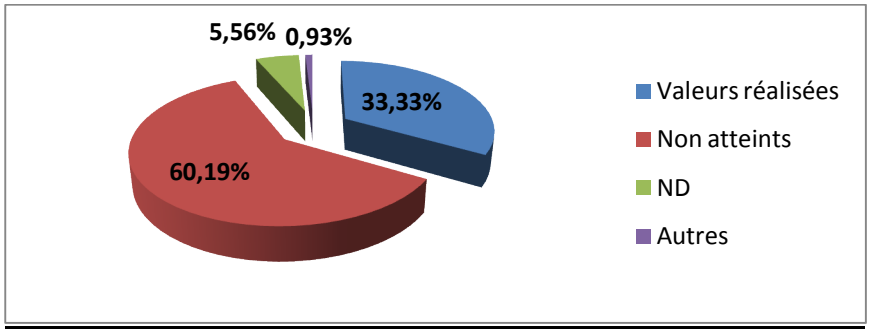
Les réalisations du secteur infrastructure tant en termes de crédits que de performances sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau n° 49: Synthèse des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure

En nombre										En Millions dôAriary		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
7	11	23	65	85	108	36	65	6	1	**227 758,08**	**377 709,13**	**169 897,39**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Graphique n° 5 : Performance du secteur infrastructure en 2014 (en %)



Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

b. Evolution annuelle de la performance du secteur infrastructure (LFI et LFR)

Les crédits prévisionnels accordés au secteur infrastructure dans le cadre du BGEse chiffrent à227,76 milliards dôAriary. Après lôadoption de la LFR, ce crédit a été révisé à la hausse, en atteignant la somme de 380,29 milliards dôAriary, soit une évolution de 66,97%.

En ce qui concerne les réalisations physiques, si les indicateurs de performance retenus par la LFI se sont élevés à quatre-vingt-cinq (85), ce chiffre a remonté jusquôà cent-huit (108) indicateurs après la LFR. Ce surplus de vingt-trois (23) indicateurs a été enregistré dans le Ministère de la Communication, de

lôinformation et de la Relation avec les Institutions. En effet, les deux (02) Ministères, encore séparés suivant la LFI, à lôinstar du Ministère de la Communication et du Ministère des Relations avec les Institutions, se sont fusionnés. En termes de valeurs cibles proprement dites, dix (10) ont connu une augmentation, contre une (01) diminution.

Tableau n° 50:Résumé de lôévolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur infrastructure

Institution/Ministère	MODIFICATION DES CREDITS (En Millions dôAriary)			MODIFICATION DU NOMBRE DES INDICATEURS			MODIFICATION DE LA VALEUR CIBLE		
	Crédits initiaux (LFI)	Crédits après (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Evolution	Modification en +	Modification en -	Evolution
Ministère de la Communication, de l'Information et des relations avec les Institutions	12 162,74	15 034,74	123,61%	20	43	215%	6	1	16,28%
Ministère de l'Energie	13 253,38	23 848,70	179,94%	8	8	Inchangé			
Ministère de l'Eau	17 759,16	36 048,66	202,99%	10	10	Inchangé	1		10,00%
Ministère des Travaux Publics	77 938,43	167 878,27	215,40%	8	8	Inchangé			
Ministère d'Etat en charge des Infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire	65 083,88	81 948,35	125,91%	16	16	Inchangé			
Ministère des Transports et de la Météorologie	29 726,11	39 121,82	131,61%	21	21	Inchangé	3		14,29%
Ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies	11 834,39	16 414,24	138,70%	2	2	Inchangé			
TOTAL	**227 758,08**	**380 294,77**	**166,97%**	**85**	**108**	**127,06%**	**10**	**1**	**10,19%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

c. Suivi par programmes des réalisations des Départements du secteur infrastructure

- MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE LôINFORMATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS (MCIRI)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MCIRI:

Tableau n° 51: Synthèsedes réalisations physiques et financièresdu Ministère de la Communication, de lôinformation et des Relations avec les Institutions

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Cod prog	**PROGRAMMES**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Aut.**	**Taux de réal.**
055	Administration Et Coordination	1 096,61	1 035,78	94,45%	6	13	10	3	0	0	76,92%
821	Coordination Des Relations Avec Les Institutions	199,50	173,43	86,93%	6	6	4	2	0	0	66,67%
822	Promotion De La Bonne Gouvernance	230,00	223,34	97,10%	8	8	3	5	0	0	37,50%
030	Administration Et Coordination	9 262,74	7 461,03	80,55%	3	5	1	4	0	0	20,00%
212	Media	644,97	355,86	55,17%	4	8	4	4	0	0	50,00%
213	Developpement Des Infrastructures Radio Et Télévision	3 569,90	3 515,98	98,49%	2	3	1	2	0	0	33,33%
Total		**15 003,72**	**12 765,41**	**85,08%**	**29**	**43**	**23**	**20**	**0**	**0**	**53,49%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Après la nouvelle organisation du Gouvernement, le Ministère de la Communication et le Ministère chargé des Relations avec les Institutions ont été fusionnés. Deux (02) missions lui sont confiées, à savoir, la Communication et les Relations avec les Institutions.

Les principales réalisations, du programme « Média » ont résidé, entre autres, sur :

- lôorganisation de soixante-dix-huit (78) formations dans le milieu rural (sur une prévision de 60) ;
- le contrôle de cents quatre (104) organes de presse et de stations TV/radio (sur les 200 prévus) ;
- lôétude de cents cinquante (150) sites et la diffusion de cinq (05) textes relatifs à la mise en place et le déploiement de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) à Madagascar.

Le programme « développement des infrastructures et Radio Télévisions », est axé sur la réhabilitation de dix-sept (17) locaux techniques sur les soixante-quatre (64) attendus. Par contre, lôacquisition des matériels techniques ont surpassé les estimations. Parmi les réalisations ont été retracées, la construction de douze (12) pylônes RNM/TVM dans onze (11) régions, la construction de quatorze blocs techniques, entre autres à Ambato Boeny, Bealanana, Kandreho, é

Selon le RAP du Ministère, les objectifs nôont pas été remplis en raison, notamment du manque de matériels et du manque de renforcement de capacité du personnel.

A part le programme « Administration et coordination », la mission « Relations avec les Institutions » a étéconstituée par deux (02) programmes, dont la « coordination des relations avec les Institutions » proprement dite, et la promotion de la bonne gouvernance et de la participation citoyenne. Dans le premier programme, cinq (05) objectifs sont poursuivis. Après la mesure de la performance, deux (02) indicateurs sur six (06) nôont pas été atteints. Sôagissant du second programme, les principaux accomplissements ont trait, particulièrement, à la revalorisation du « Fihavanana » et la participation

citoyenne à travers lôaccompagnement et la mise en place de structure qualifiée ainsi que la promotion de la Démocratie.

La totalité des programmes du Ministère a utilisé 85,08% des crédits ouverts. Au cours de cette année, 53,49% des indicateurs ont atteint les valeurs cibles retenues.

- MINISTERE DE LôENERGIE (MINENERGIE)

Les réalisations du Ministère, associées à la consommation des crédits qui lui sont alloués sont constatées dans le tableau suivant :

Tableau n° 52: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère de lôEnergie

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Cod prog	**PROGRAMMES**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
031	Administration Et Coordination	7 689,83	6 153,73	80,02%	1	1	0	1	0	0	0,00%
203	Developpement Des Infrastructures Electriques Et Des Ressources D'energie Locale	16 057,37	6 756,16	42,07%	7	7	1	4	1	1	14,29%
Total		**23 747,20**	**12 909,89**	**54,36%**	**8**	**8**	**1**	**5**	**1**	**1**	**12,50%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Mis à part le programme « Administration et coordination », le Ministère est doté dôun seul programme, à savoir le« Développement des infrastructures électriques et des ressources dôénergie locales ».

Le programme « Administration et coordination » est consacré au renforcement des prestations des services publics. Lôindicateur mis en î uvre à cet effet est dôassurer un taux dôexécution budgétaire égal à 85%. Cependant, la réalisation effective a connu un recul, suivant le rapport du Ministère, pour revenir à 72,55%. Les écarts par rapport aux prévisions ont été justifiés par la défaillance de certains prestataires.

Quant au programme proprement dit du Ministère, dans le cadre du renforcement de la bonne gouvernance et la sécurisation des investissements, le résultat rapporté a permis de relever que seuls 15% des investissements proviennent du secteur privé contre une cible de 30%. Le Ministère a aussi î uvré pour lôaugmentation de lôaccès à lôélectricité des ménages. Pour lôannée 2014, 55,42% des ménages ont eu accès à lôélectricité en milieu urbain,si ce taux a atteint 6,15% en milieu rural. Ces résultats ont présenté respectivement des écarts de 2,58% et de 0,35% par rapport aux prévisions. Les résultats attendus nôont pas été atteints à 100% du fait de lôaugmentation des demandes au niveau des ménages et des industriels, en sus de celles de lôannée précédente, qui nôont pas encore été régularisées. Le Ministère a quand même procédé à la promotion de différentes sources dôénergie (solaire et hydraulique).

Dans le domaine de la promotion de lôexploitation rationnelle des sources dôénergie locales et le renforcement de lôappui au développement du secteur énergie, la moitié des valeurs cibles ont été atteintes. La faiblesse du taux de satisfaction des acteurs (ménages et industriels), due au délestage économique et

technique, marque lôune des contreperformances du Ministère. Enfin, la promotion de lôéconomie dôénergie et lôefficacité énergétique nôa pas pu être évaluée : lôindicateur fixé est difficilement mesurable.

- MINISTERE DE LôEAU (MINEAU)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MINEAU:

Tableau n° 53: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère de lôEau

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
032	Administration et coordination	3 459,59	3 202,71	92,58%	1	1	0	1	0	0	-
205	Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	32 589,07	23 536,63	72,22%	3	9	0	7	2	0	-
TOTAL		**36 048,66**	**26 739,34**	**74,17%**	**4**	**10**	**0**	**8**	**2**	**0**	**-**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Sur les crédits finaux octroyés au MINEAU, dôun montant de 36,05 milliards dôAriary, le coût de lôexécution de ses programmes a totalisé 26,74 milliards dôAriary. A première vue, aucune des valeurs cibles nôa été atteinte à 100%, dôailleurs, deux (02) données se sont avérées non disponibles.

Il convient de remarquer que la plupart des écarts enregistrés nôont pas été suivis dôexplications, hormis le cas du taux dôexécution budgétaire, où la différence de 5,22% par rapport à la prévision a résulté de la limite sur le taux de régulation.

Nonobstant ses bilans négatifs, quelques accomplissements méritent dôêtre mis en exergue : lôinventaire de deux (02) bassins, la desserte en eau potable en milieu urbain et en milieu rural avec des taux respectifs de 63% et 39% contre une prévision de 75% et 42%.

- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS (MTP)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu Ministère des Travaux Publics :

Tableau n° 54: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère des Travaux Publics

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
020	Administration et coordination	9 702,86	9 012,70	92,89%	2	4	3	1	0	0	75%
206	Développement des infrastructures routières	157 954,64	42 980,99	27,21%	2	4	3	1	0	0	75%
TOTAL		**167 657,50**	**51 993,69**	**31,01%**	**4**	**8**	**6**	**2**	**0**	**0**	**75%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Dans le cadre de lôexécution de sa mission, ce Ministère a bénéficié dôun crédit de 167,66 milliards dôAriary. En termes dôactions à entreprendre, il concourt à la réalisation de quatre (04) objectifs, auxquels sont associés huit (08) indicateurs.

Le niveau de consommation de crédit a été faible, puisque le taux nôa avoisiné que les 31%. Malgré cela, 75% des indicateurs fixéont affiché des résultats obtenus en accord avec les valeurs cibles : six (06) indicateurs ont été atteints sur les huit (08) inscrits. Les concrétisations fructueuses ont trait notamment à la proportion des zones économiques à forte potentialité connectée au réseau des transports (60%), au maintien en bon état du réseau des routes nationales et au traitement linéaire des routes nationales à lôentretien courant grâce au financement du FER (40%).

Cependant,pour des contraintes dôordre financier, la formation prévue être dispensée au profit du personnel et des partenaires techniques nôa pas été réalisée dans son ensemble. Dôailleurs, lôobjectif nôa pas été rempli pour le taux des communes accessibles par voie de surface : en effet, le financement des routes rurales ne figurait plus dans le budget du Ministère depuis 2006.

- MINISTERE D'ETAT EN CHARGE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (MEIEAT)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MEIEAT:

Tableau n° 55: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère d'Etat en charge des Infrastructures, de l'Equipement et de l'Aménagement du Territoire

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
018	Administration Et Coordination	2 920,74	1 996,39	68,35%	1	1	0	1	0	0	0,00%
409	Domaine Et Sécurisation Foncière	864,00	804,72	93,14%	1	5	1	4	0	0	20,00%
021	Administration Et Coordination	21 070,39	18 566,06	88,11%	3	7	2	5	0	0	28,57%
207	Amenagement Et Equipement Des Villes	56 215,50	10 180,59	18,11%	2	3	0	3	0	0	0,00%
TOTAL		**81 070,63**	**31 547,76**	**38,91%**	**7**	**16**	**3**	**13**	**0**	**0**	**18,75%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Ce Ministère dispose de quatre (04) Programmes auxquels ont été accordés des crédits sôélevant finalement à 81,07 milliards dôAriary, soit une variation de +24,56% comparativement aux prévisions de la LFI. En comparant ces chiffres aux dépenses réalisées, lôon constate un taux dôexécution budgétaire de 38,91%.

Sur les seize (16) indicateurs inscrits dans le cadre de la réalisation de ces Programmes, seuls trois (03) ont été atteints : un (01) provenant du Programme « Domaine et sécurisation foncière » et les deux (02) autres de celui de lô« Administration et Coordination » au sein de la Mission « Aménagement du territoire », dégageant ainsi un niveau de performance de 18,75%.

Les principales réalisations qui ont permis dôatteindre ce niveau de performance ont résidé, dans le nombre de certificats fonciers établis (46 220 réalisés contre 46 200 prévus) afin dôassurer la sécurisation foncière et la modernisation des services fonciers. De plus, lôaccroissement du nombre de dossiers traités (2813 dossiers de recrutements, dôavancement et de retraite effectués sur 2786 escomptés), conjugué à la baisse du délai pour les traiter (délai raccourci de 5 jours suite à la directive du 1er responsable du Ministère)ont permis dôassurer « la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines et financières ».

Ces résultats ont pu être atteints malgré la faible dotation budgétaire souvent évoquée par le Ministère pour justifier sa contreperformance. En effet, en plus des problèmes dôaccessibilité à quelques communes rendant certaines données non disponibles, sans oublierle retard dôexécution de la LFR, il a été évoqué à plusieurs reprises des contraintes liées au taux de régulation et lôabsence dôinformatisations, faute de crédit.

- MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE (MTM)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MTM:

Tableau n° 56: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère des Transports et de la Météorologie

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	**Programmes**	**Crédits finaux**	**Dépenses réalisées**	**Taux de réal.**	**Obj.**	**Indicateurs Inscrits**	**A**	**NA**	**ND**	**Autres**	**Taux de réal.**
022	Administration Et Coordination	5 477,88	4 267,92	77,91%	2	4	1	3	0	0	25,00%
208	Transports Routiers Et Ferroviaires	16 602,84	13 969,01	84,14%	3	6	1	5	0	0	16,67%
209	Transports Maritimes, Fluvial Et Aérien	14 964,30	14 604,92	97,60%	2	5	0	4	1	0	0,00%
042	Administration Et Coordination	473 609,01	297,41	62,80%	2	3	0	1	2	0	0,00%
211	DeveloppementMeteorologique	250,00	172,40	68,96%	2	3	0	3	0	0	0,00%
TOTAL		**37 768,63**	**33 311,66**	**88,20%**	**11**	**21**	**2**	**16**	**3**	**0**	**9,52%**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Le Ministère sôest doté de cinq (05) Programmes ayant bénéficié de 37,77 milliards dôAriary de crédits finaux. Rapportés aux dépenses réalisées, il sôen dégage un taux dôexécution budgétaire de 88,20% pour un niveau de performance annuelle à hauteur de 9,52%. Cette performance reste donc très insuffisante compte tenu du fait quôelle ne découle que des maigres réalisations du Programme « Administration et Coordination (Mission Transports) » et de celles du Programme « Transports routiers et ferroviaires », les trois (03) autres affichant des performances nulles (0%).

En ce qui concerne les points forts dégagés par le Ministère, deux (02) indicateurs ont pu être atteints. Le premier, composant le Programme « Administration et Coordination », concerne le « renforcement des capacités en ressources humaines et matérielles du Département », où des installations

(02) ont été faites au sein de la Direction Générale des Transports Terrestres et de la Direction Générale de la Météorologie. Lôindicateur suivant, au sein du Programme « Transports routiers et ferroviaires », a également vu ses objectifs atteindre sa cible car deux(02) sessions de sensibilisations à la sécurité routière ont été effectuées et avaient pour vocation « dôaméliorer la sécurité routière ».

Quant aux mauvais résultats acquis par le Ministère, sur les vingt-et-un (21) indicateurs inscrits, seize (16) nôont pas été atteints et pour lesquels les Programmes au sein de la Mission « Météorologie » ont pour la plupart tiré la performance vers le bas. Quel que soit le niveau de la contreperformance, il semblerait que le Ministère les ait cautionné sous couvert des contraintes budgétaires, des effets liés à la conjoncture politique et économique et/ou des contraintes dues à la régulation du 4ème trimestre. Dans tous les cas, des efforts pour atteindre des niveaux de performance acceptables, imputables à lôactivité du Ministère et non forcément tributaires des crédits qui leur ont été alloués devront à lôavenir être pris en compte, eu égard à lôaustérité budgétaire.

- MINISTERE, DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ETDES NOUVELLES TECHNOLOGIES (MPTNT)

Le tableau ci-après synthétise les réalisations physiques et financièresdu MPTNT:

Tableau n° 57: Synthèse des réalisations physiques et financièresdu Ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies

Libellés		En Millions dôAriary			En nombre						
Code	Programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Obj.	Indicateurs Inscrits	A	NA	ND	Autres	Taux de réal.
023	Administration Et Coordination	693, 89	202,71	29,21%	1	1	0	1	0	0	-
210	Developpement Des Reseaux dôaccès Au Tic Dans Les Zones Rurales	15 718, 90	426,92	2,72%	1	1	0	1	0	0	-
TOTAL		**16 412,79**	**629,63**	**3,84%**	**2**	**2**	**0**	**2**	**0**	**0**	**-**

Sources : RAP, Budget dôexécution LFI et LFR et BCSE 2014

Le Ministère dispose de deux (02) Programmes pour la réalisation de ces Missions « Postes et Télécommunications » et « TIC ». En fin dôannée, les crédits finaux accordés ont été évalués à 16,41 milliards dôAriary. Cependant, seuls3,84% de ces crédits ont été réellement utilisés, car il nôa été décaissé effectivement que 629,63 millions dôAriary, sachant que sur les deux (02) objectifs poursuivis, aucuns des deux (02) indicateurs y associés nôont été atteints.

En effet, le Programme « Administration et Coordination » nôa pas pu satisfaire son objectif « dôassurer la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, financières et matérielles » car le taux dôengagement des crédits pour sa réalisation nôa été que de 26,50% par rapport à un taux escompté de 95%, soit un écart de 68,5%. La raison évoquée par le Ministère et souvent décriée par dôautres a été le retard des engagements, retard de nomination des nouveaux acteurs et la mise en place de crédits de la LFR.

Quant au Programme « Développement des réseaux dôaccès aux TIC dans les zones rurales », six (06) cyber espaces et cyber bases scolaires installés sur les quarante (40) escomptés, et ce, malgré les efforts effectués par le Ministère dans lôimplantation des centres Vohikala et lôinstallation des matériels de bureaux informatiques dans les centres existants au quatrième trimestre 2014 ».

En somme, lôexécution budgétaire ainsi que les indicateurs atteints pour lôensemble des Institutions et Ministères ont affiché respectivement un taux de 71,71% et 40,61%. Selon la majorité des explications fournies par les Responsables de Programmes, les faibles réalisations des actions publiquesdécoulent de lôinsuffisance des moyens financiers.

III. SITUATION DE LôEXECUTION BUDGETAIRE

Cette partie va sôintéreresser aux résultats de la gestion budgétaire proprement dits de lôEtat Malagasy. Lôétude sera axée sur les cinq (05) cadres du Budget de lôEtat, en mettant en exergue pour chaque cadre la situation des recettes et de celle des dépenses. En outre, un bref aperçu de lôévolution de la situation des crédits sera évoqué à partir de lôanalyse des actes modificatifs de crédit au titre de lôexercice 2014.

A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES

Les résultats de lôexercice budgétaire de lôannée 2014 se sont soldés par un déficit de 98,32 milliards dôAriary, représentant 0,36% du PIB annuel, sur une prévision de 82,5 milliards dôAriary, soit 0,3% du PIB. Par rapport à lôannée 2013, un creusement du déficit a été constaté. En effet, ce dernier été évalué à 42,86 milliards dôAriary, soit une augmentation avoisinant les 50%, comparé à celui de lôannée 2014.

Ce déficit résulte particulièrement de lôinsuffisance des recettes perçues au niveau des Cadres I et III, ne permettant pas de couvrir lôensemble des leurs dépenses respectives. Il est réparti à raison de 644,12 milliards dôAriary dans le cadre I et de 282,42 milliards dôAriary dans le cadre III. En revanche, les recettes des Cadres II, IV et V ont pu largement surpasser les dépenses. Tel est le cas des Opérations en Capital de la Dette Publique (OCDP), lesquelles ont enregistré des excédents de recettes dôun montant de 820,80 milliards dôAriary. Il convient de noter que pour lôannée 2014, aucune dépense nôa été effectuée dans le cadre des opérations sur Fonds de Contre-Valeur (FCV).

Le tableau ci-après met en exergue les résultats généraux de lôexécution des Lois de Finances.

Tableau n° 58:Résultats généraux de lôexécution des Lois de Finances

(En Ariary)

Nomenclature	Recettes		Dépenses		Exécutions		Solde	
	Prévisions initiales	Prévisions finales	Crédits initiaux	Crédits finaux	Recettes	Dépenses	Excédents des recettes	Excédents des dépenses
CADRE I								
BUDGET GENERAL DE L'ETAT								
a - Opération de Fonctionnement	2 773 308 145 000,00	3 304 330 099 000,00	2 582 046 364 000,00	3 102 272 773 000,00	2 651 281 579 286,21	2 793 726 828 817,26		
b - Opération d'Investissement	297 337 590 000,00	366 142 570 000,00	806 287 937 000,00	1 177 375 168 000,00	30 315 862 737,40	531 991 007 409,77		
TOTAL CADRE I	**3 070 645 735 000,00**	**3 670 472 669 000,00**	**3 388 334 301 000,00**	**4 279 647 941 000,00**	**2 681 597 442 023,61**	**3 325 717 836 227,03**		**-644 120 394 203,42**
CADRE II								
BUDGETS ANNEXES								
a - Opération de Fonctionnement	17 028 500 000,00	24 692 101 000,00	17 028 500 000,00	24 692 101 000,00	17 753 737 576,14	11 078 112 927,16		
b - Opération d'Investissement								
TOTAL CADRE II	**17 028 500 000,00**	**24 692 101 000,00**	**17 028 500 000,00**	**24 692 101 000,00**	**17 753 737 576,14**	**11 078 112 927,16**	**6 675 624 648,98**	
CADRE III								
CPT	410 059 616 000,00	411 003 883 000,00	498 381 635 000,00	501 975 751 000,00	131 256 207 884.40	413 674 534 868,31		
TOTAL CADRE III	**410 059 616 000,00**	**411 003 883 000,00**	**498 381 635 000,00**	**501 975 751 000,00**	**131 256 207 884.40**	**413 674 534 868,31**		**-282 418 326 983 ,91**
CADRE IV								
OPERATIONS GENERATRICES								
DE FCV ET ASSIMILEES	1 926 370 000,00	699 160 000,00	0,00	75 000 000,00	737 737 020,99			
TOTAL CADRE IV	**1 926 370 000,00**	**699 160 000,00**	**0,00**	**75 000 000,00**	**737 737 020,99**	**0,00**	**737 737 020,99**	
CADRE V								
OPERATION EN CAPITAL								
DE LA DETTE PUBLIQUE	2 158 642 500 000,00	2 647 191 234 000,00	2 158 642 500 000,00	1 947 668 254 000,00	958 486 573 029,43	137 685 228 476,76		
TOTAL CADRE V	**2 562 726 715 000,00**	**2 647 191 234 000,00**	**2 158 642 500 000,00**	**1 947 668 254 000,00**	**958 486 573 029,43**	**137 685 228 476,76**	**820 801 344 552,67**	
TOTAL GENERAL	**6 062 386 936 000,00**	**6 754 059 047 000,00**	**6 062 386 936 000,00**	**6 754 059 047 000,00**	**3 789 831 697 534,57**	**3 888 155 712 499,26**	**828 214 706 222,64**	**-926 538 721 187 ,33**

Source : DGB

Déficit de l'exécution des Lois de Finances 2014: **98 324 014 964,69 Ariary.**

B. ANALYSE DE LôEVOLUTION DES CREDITS

Certes la LFR a conduit à des agencements de la structure budgétaire, en mettant à jour les crédits alloués aux Départements institutionnels et ministériels. Néanmoins, en cours de gestion, des modifications de crédits ont eu lieu. Ellesrésultent, notammentdes changements dôorganigramme au sein des départements ministériels, nécessitant le basculement de crédits vers les nouveaux SOA ou des insuffisances de crédits requérant des renflouements par les crédits dôautres comptes, tout en maintenant lôéquilibre budgétaire établi par la LFR. Le tableau suivant relate lôévolution de la situation des crédits par mission en 2014, en mettant en relief les crédits autorisés par la LFI, puis ceux par la LFR et enfin ceux alloués à titre définitif après les opérations de mouvements de crédits:

Tableau n° 59: Evolution des crédits par mission

MISS_LIBELLE	MISS_CODE	LFI	LFR	Crédits finaux
ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	140	40 254 825 000,00	45 050 513 000,00	44 933 327 000,00
AFFAIRES ETRANGERES	110	59 393 025 000,00	63 190 464 000,00	62 741 840 000,00
AGRICULTURE	410	185 044 135 000,00	255 759 135 000,00	253 393 195 000,00
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	620	63 515 761 000,00	77 975 153 000,00	77 285 890 000,00
ARMEE MALAGASY	123	11 838 150 000,00	15 811 914 000,00	15 803 005 000,00
ARTISANAT	342	2 132 400 000,00	2 039 475 000,00	2 019 002 000,00
ASSEMBLEE NATIONALE	030	10 750 000 000,00	30 277 837 000,00	41 204 133 000,00
COMMERCE	360	9 529 425 000,00	17 080 324 000,00	16 824 721 000,00
COMMUNICATION	370	9 605 142 000,00	13 508 629 000,00	13 477 614 000,00
CULTURE	860	4 953 961 000,00	7 127 116 000,00	7 101 124 000,00
DECENTRALISATION	170	46 066 228 000,00	61 627 227 000,00	59 787 165 000,00
DEFENSE ET SECURITE	122	153 332 489 000,00	156 806 433 000,00	157 271 791 000,00
DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE	460	1 568 115 000,00	3 973 193 000,00	3 784 744 000,00
EAU ET ASSAINISSEMENT	520	17 759 161 000,00	36 048 661 000,00	36 048 661 000,00
EDUCATION	810	673 292 674 000,00	711 532 805 000,00	706 241 189 000,00
ÉLEVAGE	420	10 208 701 000,00	13 618 121 000,00	13 519 055 000,00
EMPLOI	330	229 900 000,00	383 047 000,00	1 038 901 000,00
ÉNERGIE	510	13 253 379 000,00	23 848 704 000,00	23 747 195 000,00
ENSEIGNEMENT GENERAL	820	7 091 788 000,00	8 575 785 000,00	8 536 035 000,00
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	840	105 210 490 000,00	137 635 387 000,00	144 308 194 000,00
ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	830	32 179 251 000,00	37 268 804 000,00	36 580 971 000,00
ENVIRONNEMENT	440	33 942 053 000,00	47 482 053 000,00	47 301 000 000,00
FINANCES ET BUDGET	220	1 032 213 614 000,00	1 379 084 061 000,00	1 377 510 233 600,00
FONCTION PUBLIQUE	320	10 932 365 000,00	15 541 164 000,00	15 509 193 000,00
GENDARMERIE NATIONALE	130	149 680 654 000,00	156 355 415 000,00	156 281 755 000,00
HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	040	2 418 157 000,00	5 096 909 000,00	5 053 900 000,00
HYDROCARBURES	540	2 316 781 000,00	963 864 000,00	963 864 000,00
INDUSTRIE	340	12 451 684 000,00	11 485 536 000,00	11 429 633 000,00
JEUNESSE	750	4 685 499 000,00	9 748 033 000,00	9 707 173 000,00
JUSTICE	160	75 836 024 000,00	86 708 297 000,00	85 731 349 000,00
LOISIRS	790	49 500 000,00	38 832 000,00	38 832 000,00
METEOROLOGIE	680	542 124 000,00	729 184 000,00	723 609 000,00
MINES	530	3 732 958 000,00	7 686 001 000,00	7 358 178 000,00

MISS_LIBELLE	MISS_CODE	LFI	LFR	Crédits finaux
PECHE	430	14 350 655 000,00	21 413 975 000,00	20 234 906 000,00
PILOTAGE DE L'ECONOMIE	290	7 320 489 000,00	9 114 089 000,00	8 803 632 000,00
POPULATION ET DEVELOPPEMENT	760	10 557 360 000,00	12 690 121 000,00	12 226 670 000,00
POSTE ET TELECOMMUNICATION	660	665 489 000,00	695 339 000,00	693 889 000,00
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	010	35 986 470 000,00	50 005 566 000,00	49 460 651 000,00
PRIMATURE	050	47 324 714 000,00	81 503 820 000,00	82 970 893 400,00
PROTECTION SOCIALE	770	1 279 000 000,00	2 986 239 000,00	2 984 026 000,00
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	850	7 797 700 000,00	8 017 803 000,00	7 827 803 000,00
RECONCILIATION MALAGASY	060	4 865 000 000,00	5 675 300 000,00	5 656 853 000,00
RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	100	2 557 597 000,00	1 526 110 000,00	1 526 110 000,00
SANTE	710	233 895 321 000,00	300 345 850 000,00	300 344 685 000,00
SECURITE PUBLIQUE	150	89 998 134 000,00	96 569 382 000,00	96 525 881 000,00
SENAT	020	9 000 001 000,00	9 000 001 000,00	9 000 001 000,00
SPORTS	780	13 430 594 000,00	10 264 417 000,00	10 113 113 000,00
TIC	670	11 168 900 000,00	15 718 900 000,00	15 718 900 000,00
TOURISME	350	4 624 331 000,00	7 231 131 000,00	7 040 018 000,00
TRANSPORT	630	29 183 986 000,00	38 392 636 000,00	37 045 019 000,00
TRAVAIL ET LOIS SOCIALES	310	379 720 000,00	560 921 000,00	560 921 000,00
TRAVAUX PUBLICS	610	77 938 427 000,00	167 878 265 000,00	167 657 498 000,00
Total		3 388 334 301 000,00	4 279 647 941 000,00	4 279 647 941 000,00

Source : DGB

Les crédits initiaux autorisés pour la réalisation des actions publiques se sont élevés, à travers la LFI, à 3 388, 33 milliards dôAriary. Ils ont été modifiés après lôadoption de la LFR pour atteindre la somme de 4 279,65 milliards dôAriary.

Il convient de noter que pour lôexercice 2014, on totalise cent-quarante-huit (148) actes modificatifs de crédits pris par le Gouvernement Malagasy, contre trois-cent-sept (307) lôannée précédente. La situation de la gestion des crédits sôest ainsi largement améliorée, et ce, grâce à la prise de mesures visant à sensibiliser les acteurs sur leur obligation de respecter les textes règlementaires régissant les modifications de crédits.

La récapitulation de la situation des mouvements de crédits est transcrite dans le tableau qui suit :

Tableau n° 60: Situation des mouvements de crédits, gestion 2014

Types dôactes	Nombre
Décret portant transferts de crédits	10
Décret portant virements de crédits	05
Arrêté portant aménagements de crédits	133

Source : DGB

1. Décrets portant transfert de crédits

Durant lôannée 2014, dix (10) décrets portant Transfert de Crédits ont été pris par :

- le Ministère des Finances et du Budget dont 31,23 milliards dôAriary pour le renflouement des crédits de transferts visant à faire face aux activités urgentes et prioritaires gouvernementales ; 8,60

milliards dôAriaryaffectés au Ministère de lôEnseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique pour le paiement des heures complémentaires des enseignants chercheurs et lôaugmentation des bourses des étudiants des Universités de Madagascar ;5,50 milliards dôAriary pour pallier à lôinsuffisance de crédits inscrits au budget de LFR 2014, au profit de lôAssemblée Nationale ; 0,60 milliards dôAriary pour assurer le déplacement du Premier Ministre à lôintérieur et à lôextérieur ; 0,59 milliards dôAriarypuis 0,14 milliards dôAriary pour le Ministère de la Défense Nationale pour la prise en charge des frais dôévacuation sanitaire des fonctionnaires militaires, et le paiement des arriérés au niveau du Centre Hospitalier de Soavinandriana ;

- le Ministère des Affaires Etrangères dont 0,28 milliardsAriary au Ministère des Finances et du Budget pour appuyer les diverses dépenses dôintervention de lôEtat.
- Ministère de lôEmploi, de lôEnseignement Technique et de la Formation Professionnelle dont 0,66 milliards dôAriary, pour mener à bien les missions des ses Directions et services rattachés.

2. Décrets portant virement de crédits

Par rapport à lôannée précédente, des efforts ont été entrepris dans lôoptimisation de la gestion des crédits. En effet, si vingt-six (26) actes de virements ont été pris en 2013, ils ont été réduits à cinq (05) en 2014. Les opérations de virement les plus importantes sont les suivantes :

- pour le Ministère des Finances et du Budget : 0,99 milliards dôAriary au profit de la Primature afin dôassurer les déplacements du Premier Ministre ; 0,32 milliards dôAriary virés au Sécrétariat dôEtat chargé de la Gendarmerie Nationalepour la priorisation et la redynamisation des actions opérationnelles ; et 0,60 milliards dôAriary afin de renforcer les activités de la Cellule de Coordination des Projets de Relance Economique et dôAction Sociale (CCPREAS) du Ministère des Finances et du Budget ;
- pour le Ministère des Transports et de la Météorologie : 5,25 milliards dôAriary pour renflouer le projet « Aménagement et sécurisation des aéroports » de la Compagnie Air Madagascar ;
- pour le Ministère de la Défense Nationale : 0,18 milliards dôAriaryen vue de lôoptimisation de la gestion de lôalimentation des militaires.

3. Arrétés portant amenagement de crédits

En somme, cent trente-trois (133) arrêtés portant aménagement de crédits ont été pris en 2014 contre 273 en 2013. Le tableau suivant donne un aperçu sur la situation des aménagements de crédits effectués au sein des Institutions et Ministères.

Tableau n° 61: Situation des arrêtés portant amenagement de credits :

Institutions/Ministères	Nombre d'arrêtés d'aménagements	Montant (Ariary)
Présidence de la République	5	294 670 000
Sénat	2	338 652 000
Assemblée Nationale	3	2 618 450 000
Primature	9	149 596 000
Défense Nationale	2	91 130 000
Intérieur et Décentralisation	1	2 000 000 000
Sécurité Intérieure	1	246 553 000
Justice	3	565 800 000
Finances et Budget	27	29 838 406 715
Economie et Industrie	7	342 488 400
Fonction Publique, Travail et Lois Sociales	2	79 160 000
Tourisme	1	101 000 000
Industrie, du développement du secteur privé et des petites et moyennes entreprises	1	818 323 000
Commerce et de la Consommation	1	10 000 000
Communication	2	30 410 000
Agriculture	4	4 073 549 500
Elevage	1	7 097 522 221
Pêche	1	52 307 422
Environnement , Ecologie et Forêts	4	511 780 090
Energie	1	5 850 000
Eau	3	559 702 000
Ressources Stratégiques	1	52 600 000
Travaux Publics	3	5 997 188 000
Infrastructure et Equipement, et Aménagement du Territoire	3	7 953 000 000
Transports et Météorologie	1	12 000 000 000
Postes, Télécommunication, et Nouvelles Technologies	1	260 000 000
Santé Publique	9	8 917 262 000
Jeunesse et Sports	1	350 194 217
Education Nationale	33	8 605 233 000
Total	**133**	**43 446 274 450**

Source: DGB

Les motifs des aménagements de crédits les plus conséquentseffectués par chaque Institution et Ministères sont, entre autres, pour :

- la Présidence de la République : le renflouement des principaux comptes de la Direction de la Sécurité Présidentielle afin dôinstaurer un nouveau système de sécurisation , et le maintien de lôopérationnalité permanente des éléments pour la sécurité du Président de la République ;
- le Sénat : le paiement des arriérés des ex-membres du Conseil Supérieur de la Transition ;
- lôAssembléeNationale : lôappui à lôexercice de fonctionnement des collaborateurs parlementaires des députés ;
- la Primature : la mise en î uvre du plan des objectifs du Secrétariat Général Adjoint du Gouvernement;
- le Ministère de la Défense Nationale : le paiement des indemnités de mission au sein de la Direction de lôIntendance de lôArmée;
- le Ministère de la Sécurité Intérieure : la dotation en intrants alimentaires au profit de la Direction des Affaires Financières et de la Logistique ;

- le Ministère de la Justice : le paiement des indemnités liées aux fonctions de juger allouée aux Magistrats ;

- le Ministère des Finances et du Budget : le basculement des crédits des SOA non reconduits vers les nouveaux SOA suite au changement dôorganigramme du Ministère ;

- le Ministère de lôEconomie et de la Planification : la prise en charge dela mission de conception et de coordination de la mise en î uvre de la politique nationale en matière de la statistique et de ses champs dôapplication de lôINSTAT ;

- le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales pour le paiement des dépenses de fonctionnement diverses telles que achats de fournitures et articles de bureau, dépenses téléphoniques, frais de déplacement ;

- le Ministère du Tourisme : la dotation de matériels dans le cadre de la mise en î uvre des offirces régionaux du tourisme ;

- le Ministère du Commerce : les missions extérieures de la Direction des Relations Internationales et de lôIntégration Economique ;

- le Ministère de la Communication : les activités de suivi auprès des Délégations dans les Régions Atsinanana et Analanjorofo, dans le cadre de la rénovation et de la modernisation des services de la Radio et Télévision suivant les nouvelles technologies ;

- le Ministère de lôAgriculture : le renflouement du compte du projet « semences et engrais » afin dôassouvir les besoins en semences et engrais de ces Directions ;

- le Ministère de lôElevage : lôoctroi des crédits à la nouvelle mission du Ministère oeuvrant pour la protection animale ;

- le Ministère de lôEnvironnement et des Fôrets : la lutte contre la dégradation de lôenvironnement et le changement climatique, notamment la contribution aux efforts sur la lutte contre les feux de brousse, en collaboration avec le Silo National des Graines Forestières ; et dans le cadre de la déclaration Présidentielle relative à un reboisement de masse de 25 ha par région, pour la réalisation des campagnes nationales sur le reboisement en collaboration avec le Silo National des Graines Forestières ;

- le Ministère de lôEnergie : lôacquisition des matériels techniques pour les centrales thermiques de Mandroseza et Ambohimanambola afin dôéliminer le délestage sur le Réseau Interconnecté dôAntananarivo ;

- le Ministère des Travaux Publics et le Ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies : la rectification des erreurs relevées dans la LFR ;

- le Ministère du Transport et de la Météorologie : la subvention au profit dôAir Madagascar en vue du paiement des obligations vis-à-vis de la Chambre de Compensation de lôIATA et la réhabilitation des infrastructures et le renouvellement du parc roulant, en dotant la ligne Fianarantsoa-Cote Est (FCE) du secteur ferroviaire Sud, dôune nouvelle locomotive et dôun wagon voyageur, dans le cadre de la politique de préservation et dôamélioration de la gestion de cette ligne ;

- le Ministère de la Santé Publique : lôapurement de ses arriérés, entre autres, le paiement des entreprises prestataires de lôONG MAHEFA et pour la réalisation des activités correspondantes à la

transformation des CHRD1 en CHRD2, à la réhabilitation et au rééquipement du Centre Hospitalier Universitaire Joseph RavoahangyAndrianavalona ;

- le Ministère de la Jeunesse et des Sports : la construction de quatre (04) centres des jeunes ; et
- le Ministère de lôEducation Nationale : le paiement des arriérés des Circonscriptions Scolaires (CISCO) et des Directions Régionales de lôEducation Nationale (DREN) relatifs aux indemnités de vacations des examens officiels du CEPE et du BEPC ; les constructions de salles de classes et lôacquisition de mobiliers scolaires.

C. ANALYSE DETAILLEE DES OPERATIONS DU BGE

1. La situation des recettes

Les produits et revenus du BGE étaient initialement évalués à 3 070,65 milliards dôAriary, dont 2 773,31 milliards dôAriary de recettes de fonctionnement et 297,34 milliards dôAriary de recettes dôinvestissement. Après la LFR, ces prévisions ont été ajustées à 3 670,47 milliards dôAriary, soit une hausse de 472,8milliards dôAriary par rapport aux prévisions finales de lôexercice 2013. Si de légères révisions ont eu lieu sur les recettes fiscales et non fiscales, dôautres ressources additionnelles ont été prévues dans le cadre des aides budgétaires non remboursables. Les subventions dôinvestissement ont aussi connu une hausse de 23,14% par rapport à la LFI.

Tableau n° 62: Situation des recettes du BGE 2014 par fonctionnement et investissement

NOMENCLATURE	Prévisions initiales (en millier dôAriary)	Prévisions finales (en millier dôAriary)	Réalisations (en millier d'Ariary)	Ecart	Taux de réal. % aux recettes totales	Taux de réal. % aux prévisions
FONCTIONNEMENT	**2 773 308 145,00**	**3 304 330 099,00**	**2 680 898 787,09**	**-623 431 311,91**	**99,97**	**81,13**
Recettes fiscales	2 712 371 551,00	2 983 169 700,00	2 541 945 388,25	-441 224 311,75	**94,79**	**85,21**
Recettes non fiscales	60 936 594,00	62 966 617,00	109 336 191,04	46 369 574,04	**4,08**	**173,64**
Aides budgétaires non remboursables	0,00	258 193 782,00	29 617 207,80	-228 576 574,20	**1,10**	**11,47**
Recettes des privatisations	0,00	0,00		0,00	**0,00**	**0,00**
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00		0,00	**0,00**	**0,00**
Recettes en capital (IADM-FMI)	0,00	0,00		0,00	**0,00**	**0,00**
INVESTISSEMENT	**297 337 590,00**	**366 142 570,00**	**698 654,94**	**-365 443 915,06**	**0,03**	**0,19**
Subventions extérieures/PIP	297 337 590,00	366 142 570,00	698 654,94	-365 443 915,06	**0,03**	**0,19**
TOTAL GENERAL	**3 070 645 735,00**	**3 670 472 669,00**	**2 681 597 442,03**	**-988 875 226,97**	**100,00**	**73,06**

Source : Situation de recettes 2014

Si les recettes encaissées du BGE durant lôannée 2013 se chiffrent à 2 430,79 milliards dôAriary, celles recouvrées en 2014 remontent à 2 681,60 milliards dôAriary, soit une hausse de 10,32%. Elles proviennent notamment des recettes de fonctionnement, dôun montant de 2 680,90 milliards Ariary, et des recettes dôinvestissement arrêtées à la somme de 698,65 millions dôAriary. Il est à noter que les recettes

du BGE ont été, constituées, en majorité, par les recettes fiscales. La part des recettes non fiscales et des autres ressources externes demeurent très faibles.

Quant aux taux de recouvrement effectif par rapport aux prévisions, en matière de recettes fiscales, 85,21% des recettes prévues ont été perçues. Par contre, les recettes non fiscales ont été plus performantes (+73,64 % des prévisions).

La répartition de ces recettes est détaillée dans le tableau qui suit :

Tableau n° 63: Situation des recettes du BGE 2014 par Rubrique

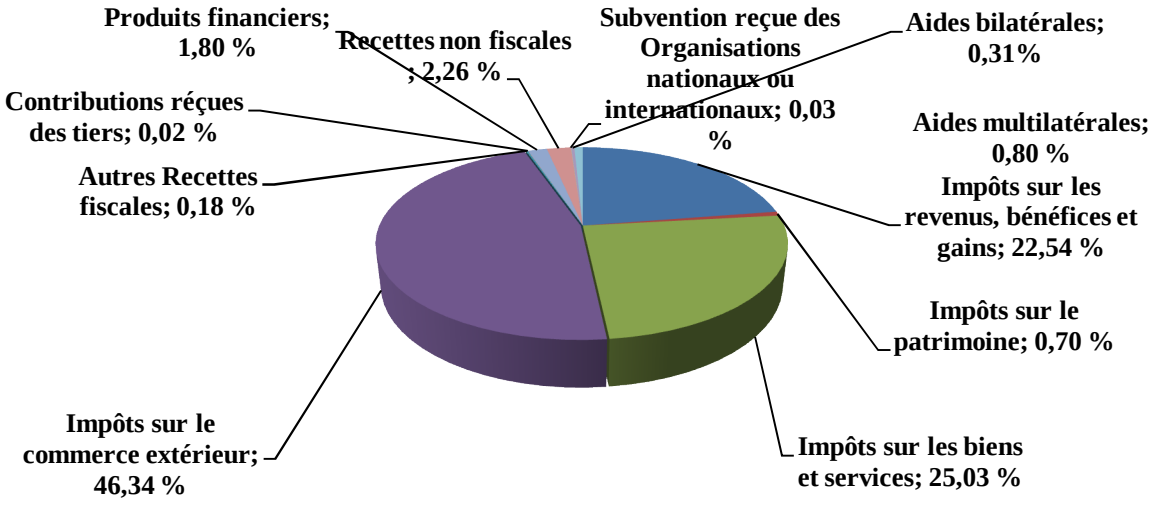
En Ariary

Chp.	Rubrique	Prévisions finales	Réalisations	Ecarts (2 - 3)	Part sur réal. total en %
	Recettes budgétaires 2014				
70	Impôts sur les revenus, bénéfices et gains	742 409 500 000,00	604 506 775 249,51	137 902 724 750,49	22,54
71	Impôts sur le patrimoine	18 710 300 000,00	18 751 360 284,69	-41 060 284,69	0,70
72	Impôts sur les biens et services	854 010 400 000,00	671 331 539 229,29	182 678 860 770,71	25,03
73	Impôts sur le commerce extérieur	1 365 000 000 000,00	1 242 632 314 816,03	122 367 685 183,97	46,34
74	Autres Recettes fiscales	3 039 500 000,00	4 723 398 670,29	-1 683 898 670,29	0,18
75	Contributions réçues des tiers	258 193 782 000,00	585 452 299,76	257 608 329 700,24	0,02
76	Produits financiers	42 764 728 000,00	48 193 895 267,28	-5 429 167 267,28	1,80
77	Recettes non fiscales	20 201 889 000,00	60 556 843 469,36	-40 354 954 469,36	2,26
13	Subvention reçue des Organisations nationaux ou internationaux	6 082 000 000,00	698 654 936,00	5 383 345 064,00	0,03
13	Aides bilatérales	68 830 000 000,00	8 290 198 294,65	60 539 801 705,35	0,31
13	Aides multilatérales	291 230 570 000,00	21 327 009 506,75	269 903 560 493,25	0,80
Recettes du Budget Général (A) + (B)		**3 670 472 669 000,00**	**2 681 597 442 023,61**	**988 875 226 976,39**	**100,00**

Sources:CGAF 2014, situation des Recettes

Les recettes budgétaires au titre de lôannée 2014 sont principalement constituées par les recettes fiscales, lesquelles représentent 94,79% des recettes totales, dont notamment, les impôts sur le commerce extérieur, les impôts sur les biens et services et les impôts sur les bénéfices et gains. Le graphe ci-après retrace la part des réalisations de chaque rubrique de recettes.

Graphique n° 6 : Situation des recettes du BGE 2014



Sources :CGAF 2014, situation des Recettes

En conclusion, malgré les efforts fournis en matière de perception, notamment des recettes fiscales, la totalité des recettes prévues nôa pas pu être collectée. Afin de maintenir lôéquilibre budgétaire les dépenses ont été régulées suivant la cadence des recouvrements des recettes.

2. *La situation des depenses du BGE*

a. Situation des dépenses par mission

Lôexercice budgétaire 2014 a été marqué par lôapplication de la politique de restriction budgétaire, visant à corriger les déséquilibres entre les dépenses effectuées et les recettes prévues pour y faire face. Le tableau qui suit donne un aperçu sur le niveau des dépenses réelles au par mission.

Tableau n° 64: Situation des dépenses du BGE par mission

MISS_CODE	MISS_LIBELLE	Crédits finaux	Réalisations	Taux de réal. %
010	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	49 460 651 000,00	33 285 828 817,60	67,30
020	SENAT	9 000 001 000,00	7 972 890 299,94	88,59
030	ASSEMBLEE NATIONALE	41 204 133 000,00	39 686 557 091,30	96,32
040	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	5 053 900 000,00	4 322 274 192,40	85,52
050	PRIMATURE	82 970 893 400,00	33 833 497 799,10	40,78
060	RECONCILIATION MALAGASY	5 656 853 000,00	4 946 160 743,00	87,44
100	RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	1 526 110 000,00	1 432 545 591,40	93,87
110	AFFAIRES ETRANGERES	62 741 840 000,00	41 645 892 519,54	66,38
122	DEFENSE ET SECURITE	157 271 791 000,00	154 719 921 468,21	98,38
123	ARMEE MALAGASY	15 803 005 000,00	14 170 864 574,04	89,67
130	GENDARMERIE NATIONALE	156 281 755 000,00	151 086 171 335,32	96,68
140	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	44 933 327 000,00	33 882 786 838,05	75,41
150	SECURITE PUBLIQUE	96 525 881 000,00	82 434 221 186,74	85,40
160	JUSTICE	85 731 349 000,00	73 478 654 359,70	85,71
170	DECENTRALISATION	59 787 165 000,00	47 914 462 141,10	80,14
220	FINANCES ET BUDGET	1 377 510 233 600,00	1 331 538 469 058,77	96,66
290	PILOTAGE DE L'ECONOMIE	8 803 632 000,00	6 847 621 514,80	77,78

MISS_CODE	MISS_LIBELLE	Crédits finaux	Réalisations	Taux de réal. %
310	TRAVAIL ET LOIS SOCIALES	560 921 000,00	396 221 545,00	70,64
320	FONCTION PUBLIQUE	15 509 193 000,00	13 851 257 703,88	89,31
330	EMPLOI	1 038 901 000,00	695 337 679,20	66,93
340	INDUSTRIE	11 429 633 000,00	3 844 917 812,72	33,64
342	ARTISANAT	2 019 002 000,00	1 297 059 145,00	64,24
350	TOURISME	7 040 018 000,00	5 236 444 505,27	74,38
360	COMMERCE	16 824 721 000,00	16 015 159 283,47	95,19
370	COMMUNICATION	13 477 614 000,00	11 332 867 072,88	84,09
410	AGRICULTURE	253 393 195 000,00	87 765 569 823,84	34,64
420	ÉLEVAGE	13 519 055 000,00	10 171 782 044,16	75,24
430	PECHE	20 234 906 000,00	11 786 432 073,38	58,25
440	ENVIRONNEMENT	47 301 000 000,00	11 104 277 645,10	23,48
460	DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE	3 784 744 000,00	2 801 117 274,05	74,01
510	ÉNERGIE	23 747 195 000,00	12 909 890 815,31	54,36
520	EAU ET ASSAINISSEMENT	36 048 661 000,00	26 739 345 231,36	74,18
530	MINES	7 358 178 000,00	3 050 825 752,47	41,46
540	HYDROCARBURES	963 864 000,00	745 175 046,20	77,31
610	TRAVAUX PUBLICS	167 657 498 000,00	51 993 688 436,64	31,01
620	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	77 285 890 000,00	28 746 645 694,12	37,20
630	TRANSPORT	37 045 019 000,00	32 841 845 828,99	88,65
660	POSTE ET TELECOMMUNICATION	693 889 000,00	202 708 356,00	29,21
670	TIC	15 718 900 000,00	426 926 294,00	2,72
680	METEOROLOGIE	723 609 000,00	469 812 096,96	64,93
710	SANTE	300 344 685 000,00	202 191 863 473,58	67,32
750	JEUNESSE	9 707 173 000,00	5 873 120 268,95	60,50
760	POPULATION ET DEVELOPPEMENT	12 226 670 000,00	8 821 326 504,99	72,15
770	PROTECTION SOCIALE	2 984 026 000,00	1 859 864 271,95	62,33
780	SPORTS	10 113 113 000,00	9 356 580 786,90	92,52
790	LOISIRS	38 832 000,00	33 802 000,00	87,05
810	EDUCATION	706 241 189 000,00	518 588 300 592,86	73,43
820	ENSEIGNEMENT GENERAL	8 536 035 000,00	3 503 610 205,54	41,04
830	ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	36 580 971 000,00	31 957 446 502,62	87,36
840	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	144 308 194 000,00	136 087 079 706,97	94,30
850	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	7 827 803 000,00	5 079 546 911,00	64,89
860	CULTURE	7 101 124 000,00	4 741 168 310,66	66,77
Total		**4 279 647 941 000,00**	**3 325 717 836 227,03**	**77,71**

Source : DGB

Sur les cinquante-deux (52) missions identifiées pour lôannée 2014, la mission « Finances et Budget », suivie de celle de lô« Education », puis celle de la « Santé », sont les mieux dotées en crédits budgétaires avec des taux respectifs de 32,19%, de 16,50 % et de 7,02% de lôensemble des crédits octroyés au BGE. Cette situation est le reflet de la volonté de lôEtat Malagasy de prioriser les dépenses à caractère sociaux.

En fin dôannée, le niveau de réalisations de dépenses varie dôune mission à une autre. Ainsi, plus de 90% des crédits ouverts ont été consommés dans le cadre des missions « Assemblée Nationale », « Relation avec les Institutions », « Gendarmerie Nationale », « Finances et Budget », « Sports » et « Enseignement Supérieur », tandis que pour les missions « Environnement » et « TIC » , ces taux sont assez faibles puisquôils ne dépassent même pas les 25%.

b. Situation des dépenses par catégorie de dépenses

Les exécutions de crédits par nature de dépense sont réparties dans le tableau suivant :

Tableau n° 65 : Situation des dépenses du BGE par catégorie :

Cat.	Libellé	Crédits finaux	Dépenses	Taux de Réal en %
1	Opération courantes - Intérêts de la Dette Publique	314 490 370 000,00	296 467 545 974,69	94,27
2	Opérations courantes ï Soldes	1 535 566 730 000,00	1 341 026 350 973,10	87,33
3	Opérations courantes Hors Soldes	1 233 461 164 000,00	1 139 357 437 759,50	92,37
4	Opérations courantes structurelles	18 754 509 000,00	16 875 494 109,97	89,98
5	Opérations d'investissement	1 177 375 168 000,00	531 991 007 409,77	45,18
Total		**4 279 647 941 000,00**	**3 325 717 836 227,03**	**77,71**

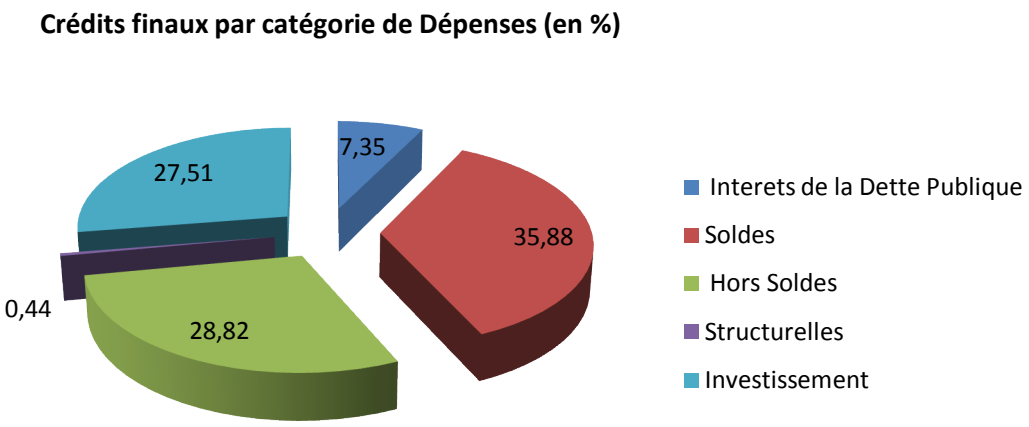
Source : DGB

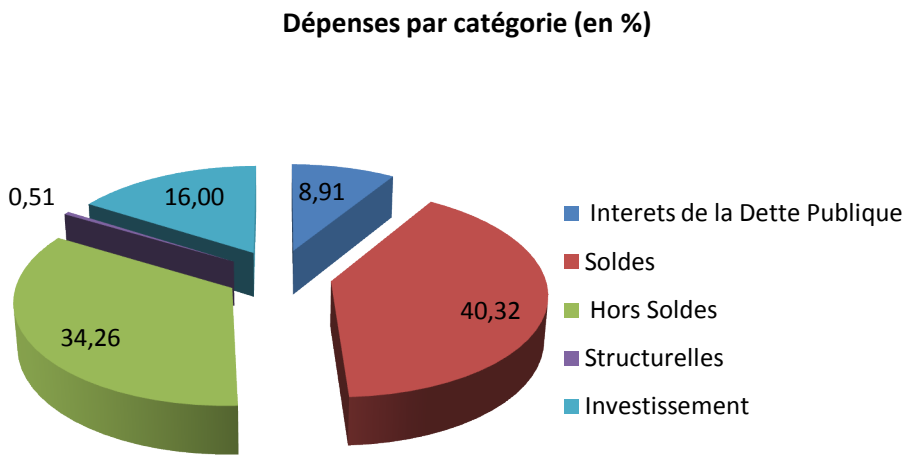
Le total des crédits alloués aux charges budgétaires de lôEtat durant lôexercice 2014 sôest établi à 4 279,65 milliards dôAriary, une hausse de 1 157,6 milliards dôAriary a été ainsi enregistrée par rapport à lôannée précédente.

Dans lôensemble, le taux dôexécution des dépenses, toutes catégories confondues, sôest élevé à 77,71%, soit la somme de 3 325, 72 milliards dôAriary . A la lecture de ce tableau, les dépenses relatives aux intérêts de la dette publique ainsi que celles hors soldes ont été exécutées à plus de 90% par rapport aux prévisions, tandis que pour les dépenses dôinvestissement, le taux de consommation de crédits est assez faible, puisque plus de la moitié de lôenveloppe budgétaire allouée nôa pas été décaissée en fin dôannée.

Les graphiques suivants montrent la répartition en pourcentage des crédits finaux ainsi que la part des réalisations pour chaque catégorie des dépenses.

Graphique n° 7 : Situation des crédits finaux et des dépenses du BGE par catégorie





Source : DGB

Au titre de lôannée 2014, lôEtat a prévu de consacrer 35,88% de ses charges budgétaires au paiement des dépenses de soldes et 28,82% à celles hors solde. Il a aussi reservé 314,49 milliards dôAriary pour sôacquitter des intérêts de la Dette Publique, lôéquivalent de 7,35% de la totalité des crédits du BGE.

A la clôture de lôexercice, 40,32% de lôensemble des dépenses réellement effectuées ont été orientées vers les dépenses de soldeset 34,26% ont été utilisés dans le cadre des dépenses courantes hors solde, qui correspondent respectivement à la somme de 1 341,03 milliards dôAriary et 1 139,36 milliards dôAriary. Sur une vue dôensemble, les parts effectivement affectées à chaque catégorie de dépenses ont été plus ou moins conformes aux prévisions.

c. Situation des dépenses de fonctionnement par grandes rubriques

Les dépenses de fonctionnement se subdivisent en trois (03) grandes rubriques : biens et services, indemnités et transferts. Les situations de ces rubriques sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 66: Situation des dépenses de fonctionnement du BGE par grandes rubriques

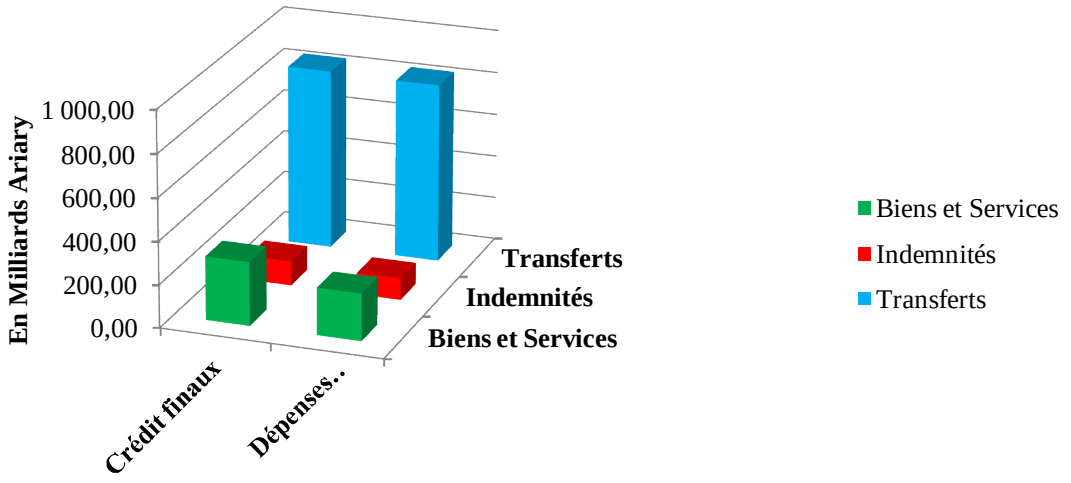
Grandes rubriques	Crédit finaux	Dépenses effectuées	Taux par rapport aux crédits totaux (%)	Taux de consommation de crédits en %	Taux par rapport aux dépenses totales (%)
Biens et Services	296 772 205 000,00	220 246 353 790,89	23,70	74,21	19,05
Indemnités	114 384 259 000,00	101 519 340 616,00	9,13	88,75	8,78
Transferts	841 059 209 000,00	834 467 237 462,58	67,17	99,22	72,17
Total	**1 252 215 673 000,00**	**1 156 232 931 869,47**	**100,00**	**92,33**	**100,00**

Source : DGB

Les crédits finaux alloués aux dépenses de fonctionnement du BGE se chiffrent à 1 252,21 milliards dôAriary, dont 1 156,23 ont été consommés, soit 92,33% des prévisions. Les charges relatives aux transferts ont accaparé 72,17% de lôensemble des dépenses, suivies par les achats des biens et services pour 19,05% et enfin les 8,78% pour le paiement des indemnités.

En termes de niveau dôutilisation de crédits, 99,22% de la dotation affectée aux dépenses de transferts a été employée. Pour les indemnités ainsi que les acquisitions de biens et services, les taux de consommation de crédits ont été limités, respectivement à 88,75% et 74,21%. On peut dire quôune grande part des crédits de fonctionnement est versée au transfert au secteur public ou privé. Cette situation est illustrée dans le graphe qui suit :

Graphique n° 8 : Situation des dépenses de fonctionnement du BGE par grandes rubriques



Source : DGB

En bref, la part des investissements dans les charges du BGE est demeurée encore faible malgré une légère amélioration par rapport à lôannée précédente (13,67% des dépenses du BGE). Sôils ont été de lôordre de 333,53 milliards dôAriary en 2013, ils sont chiffrés à 531,99 milliards dôAriary en 2014, soit une hausse de 59,50%. Ils ont été en majorité financés par des ressources internes.

d. Situation du PIP par type de financement

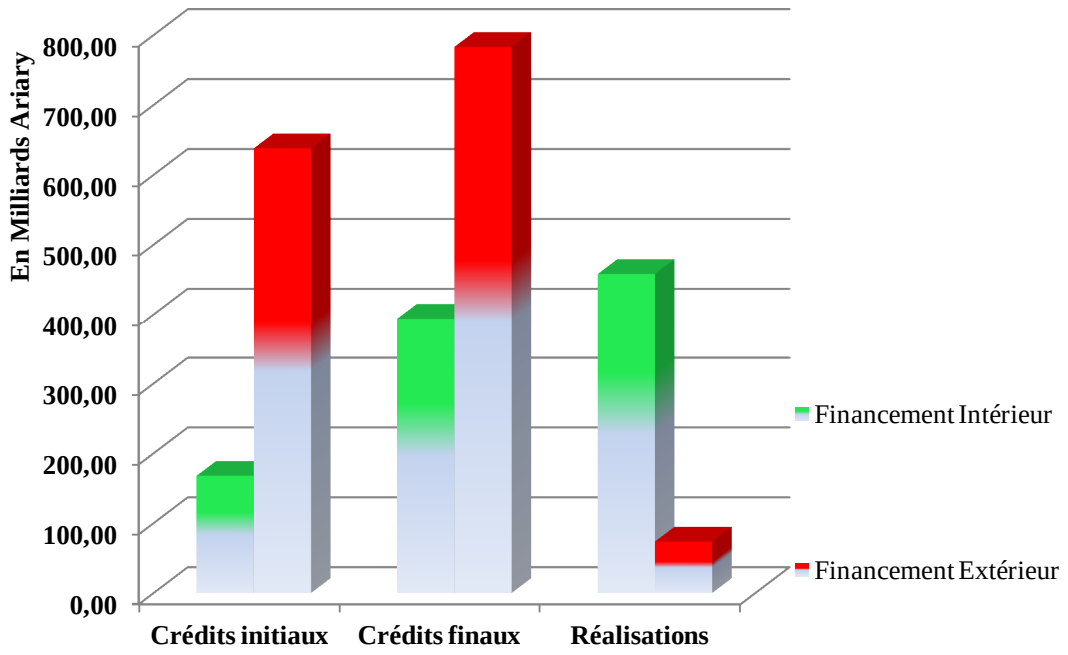
Tableau n° 67: Situation du PIP par type de financement

				En Ariary	Taux en %	
Type	**Libellé**	**Crédits initiaux**	**Crédits finaux**	**Réalisations**	**Consommation de crédits**	**Par rapport aux réal. totales**
Financ-	**Financement Intérieur**					
10	RPI	152 441 213 000,00	318 905 757 000,00	245 817 006 504,96	77,08	46,21
20	DTI	332 022 000,00	456 622 000,00	184 720 826 867,00	40453,77	34,72
30	TVA	15 256 112 000,00	74 654 219 000,00	27 722 563 169,31	37,13	5,21
Total financement intérieur		**168 029 347 000,00**	**394 016 598 000,00**	**458 260 396 541,27**	**116,30**	**86,14**
Financement Extérieur						
60	SUBVENTION	297 337 590 000,00	366 142 570 000,00	30 037 603 587,75	0,83	5,65
70	EMPRUNT	340 921 000 000,00	417 216 000 000,00	43 693 007 280,75	10,47	8,21
Total financement extérieur		**638 258 590 000,00**	**783 358 570 000,00**	**73 730 610 868,50**	**9,41**	**13,86**
Total		**806 287 937 000,00**	**1 177 375 168 000,00**	**531 991 007 409,77**	**45,18**	**100,00**

Source : DGB

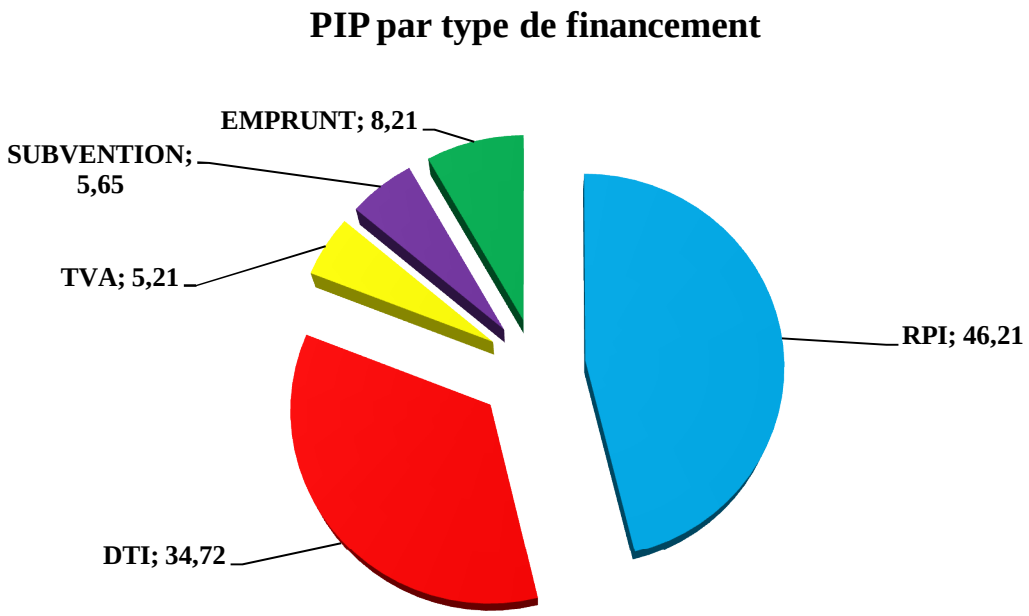
Si en matière de présivions, le montant total des financements extérieurs représente le double, des ressources intérieures attendues, la situation sôest inversée à la clôture de lôexercice. En effet, seuls 9,41% des PIP sur financement extérieur ont été décaissés tandis que ceux financés par les ressources internes ont dépassé largement les attentes. La faiblesse des recettes générées par les emprunts et les subventions ont eu des impacts sur le niveau des investissments effectués. Les graphes suivants illustrent la situation dôexécution des PIP :

Graphique n° 9 : Situation du PIP par type de financement



Source : DGB

Graphique n° 10 : Exécution du PIP par type de financement



Source : DGB

e. Situation des dépenses par région

Tableau n° 68: Situation des dépenses du BGE par région

Régions		Crédits LFR	Crédits finaux	Réalisations
Central et Anallamanga	ACCPDC (Agence Comptable Centrale des Postes Diplomatiques et Consulaires)	16 096 802 000,00	15 648 178 000,00	13 575 304 206,94
	PGA, Trésorerie Ministérielle de l'Agriculture, Trésorerie Ministérielle de la Santé Publique, Trésorerie Minitérielle de l'Education Nationale	3 773 295 229 000,00	3 776 656 747 500,00	2 971 168 038 902,85
Sous total central et Analamanga		**3 789 392 031 000,00**	**3 792 304 925 500,00**	**2 984 743 343 109,79**
Régional	ALAOTRA	15 183 086 000,00	14 974 503 000,00	6 783 801 562,60
	AMORON'I MANIA	3 923 110 000,00	3 574 844 000,00	2 347 615 703,11
	ANALANJIROFO	3 472 915 000,00	3 474 158 500,00	2 257 779 439,27
	ANDROY	2 288 659 000,00	2 190 940 000,00	1 805 599 513,21
	ANOSY	3 253 560 000,00	3 136 551 000,00	2 482 270 688,40
	ATSIMO ANDREFANA	149 820 936 000,00	148 978 718 497,00	81 785 578 891,58
	ATSIMO ATSINANANA	3 243 112 000,00	3 100 824 000,00	2 285 741 239,92
	ATSINANANA	73 027 102 000,00	73 140 769 000,00	67 150 451 069,18
	BETSIBOKA	2 113 906 000,00	1 975 180 000,00	1 326 723 688,34
	BOENY	61 959 625 000,00	61 763 303 500,00	44 155 946 673,52
	BONGOLAVA	2 061 674 000,00	1 929 604 000,00	1 397 782 786,72
	DIANA	38 345 960 000,00	38 280 739 500,00	30 151 172 206,81
	HAUTE MATSIATRA	82 954 820 000,00	82 763 995 000,00	73 756 201 583,20
	IHOROMBE	2 118 315 000,00	2 006 227 000,00	1 632 454 942,20
	ITASY	7 903 162 000,00	7 818 931 000,00	1 810 527 464,49
	MELAKY	2 501 346 000,00	2 411 646 000,00	1 984 694 485,20
	MENABE	12 683 492 000,00	12 663 093 000,00	3 521 737 404,98
	SAVA	8 107 864 000,00	7 957 192 000,00	2 643 709 616,48
	SOFIA	3 931 937 000,00	3 905 025 503,00	3 002 413 435,70
	VAKINAKARATRA	6 675 209 000,00	6 655 502 000,00	5 438 674 112,69
	VATOVAVY	4 686 120 000,00	4 641 269 000,00	3 253 616 609,64
Sous total régional		**490 255 910 000,00**	**487 343 015 500,00**	**340 974 493 117,24**
Total		**4 279 647 941 000,00**	**4 279 647 941 000,00**	**3 325 717 836 227,03**

Source : DGB

De ce qui précède, la majorité des crédits du BGE est assignée au niveau central et Analamanga, en bénéficiant 88,24 % de lôenveloppe budgétaire. Les restes, dôun montant de 487,34 milliards dôAriary, sont répartis entre les vingt-et-un (21) régions. La région AtsimoAndrefana suivie de loin, par Haute Matsiatra, sont dotées de plus importantes allocations budgétaires.

En termes de dépenses effectuées, si le taux dôexécution du budget avoisine les 78,70% au niveau central et Analamanga, ce taux est de lôordre de 69,96% au niveau régional.

Il est à noter quôune trésorerie ministérielle a été implantée au niveau du Ministère de lôAgriculture en 2014, celle du Ministère de la Santé Publique et de lôEducation Nationale ayant déjà

crééelôannée précédente. Cette mesure a été mise en î uvre dans le cadre de la poursuite des efforts pour la déconcentration budgétaire, rentrant dans la concrétisation de la politique de proximité.

f. Situation des dépassements de crédits

A la clôture de lôexercice 2014, certaines dépenses ont été engagées au-delà de la limite des crédits ouverts. Le montant total de ces dépassements est de lôordre de 244,98 milliards dôAriary.

Pour le crédit à caractère évaluatif, le montant de dépassement constaté sôélève à 244,97 milliards dôariary. Ces dépassement ont trait notamment au paiement des dépenses relatives aux opérations dôinvestissement (catégorie 5) et de celles des intérêts de la dette publique (catégorie 1 : compte 6660 sur les pertes de change). Ils sont relevés auprès de neuf (09) Ministères, dont le Ministère de lôIntérieur et de la Décentralisation, le Ministère des Finances et du Budget, le Ministère de lôAgriculture et du Développement Rural, le Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche, le Ministère de lôEau, le Ministère des Travaux Publics, le Ministère du Transport et de la Météorologie, le Ministère de la Santé Publique et le Ministère de lôEducation Nationale,

Quant au crédit à caractère limitatif, un excédent de dépense se chiffrant à 4,81 millions dôAriary, a été constaté auprès de la Primature et du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales .

Ces dépassements sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau n° 69:Récapitulation des dépassements de crédits

	Crédit à caractère limitatif			
Compte	**Crédits initiaux**	**Crédits finaux**	**Dépenses efféctuées**	**Disponibles**
6262	1 111 100,00	556 000,00	1 111 100,00	-555 100,00
6131	75 000 000,00	174 854 000,00	178 854 889,84	-4 000 889,84
23174	28 000 000	28 000 000	28 258 000	-258 000
Total	**76 111 100,00**	**175 410 000,00**	**179 965 989,84**	**-4 813 989,84**

Crédit à caractère évaluatif			
Crédits initiaux	**Crédits finaux**	**Dépenses efféctuées**	**Disponibles**
9 413 764 900,00	24 974 697 000,00	269 953 942 740,88	-244 979 245 740,88

Source : BCSE 2014

D. BUDGETS ANNEXES (BA)

1. Imprimerie Nationale(IN)

Au cours de lôannée 2014, les recettes et les dépenses du BA de lôIN sôéquilibrent à 12, 61 milliards dôAriary en LFI, puis rehaussés à 13,49 milliards dôAriary à travers la LFR. Les principales recettes de lôIN sont, dôune part, les produits finis (5,26 milliards dôAriary) et, dôautre part, les travaux facturés à des tiers (0,23 milliards dôAriary). La situation des recettes de lôINest montrée par le tableau qui suit :

a. Recettes de l'Imprimerie Nationale

Les ressources de lôIN sont mobilisées pour un montant 7,31 milliards dôAriary, représentant 54,21% de la prévision. Par contre,le niveau de consommation des créditssôest établi à37,21%, soit lôéquivalent de 5,02 milliards dôAriary. Les dépenses réellement effectuées sont détaillées comme suit :

Tableau n° 70: Recettes de l'Imprimerie Nationale

(En Ariary)

Compte	Nomenclature	Prévision initiale	Prévision finale	Droits constatés au profit du territoire	Recouvrement effectué en 2014
1061	Réserve des Budgets Annexes	0,00	0,00	1 600 000 000,00	1 600 000 000,00
7721	Prestation de service	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	
7722	Produits finis	4 026 390 000,00	4 326 390 000,00	7 548 691 969,84	5 261 450 722,64
7725	Travaux	4 650 000 000,00	5 150 000 000,00	994 985 191,07	232 571 442,00
7726	Marchandises	35 000 000,00	65 000 000,00	0,00	
7728	Autres	20 000 000,00	70 000 000,00	0,00	
7781	Annulations des mandats	10 000,00	10 000,00	0,00	
7783	Excédants des B.A.	3 427 000 000,00	3 427 000 000,00	217 643 402,40	217 643 402,40
7788	Autres produits occasionnels	100 000,00	100 000,00	0,00	
1426	Matériels et outillages	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	
1427	Matériels de transport	250 000 000,00	250 000 000,00	0,00	
Total général		**12 608 500 000,00**	**13 488 500 000,00**	**10 361 320 563,31**	**7 311 665 567,04**

Source : Comptes Administratifs de lôIN 2014

b. Dépenses de l'Imprimerie Nationale

Tableau n° 71:Dépenses de l'Imprimerie Nationale

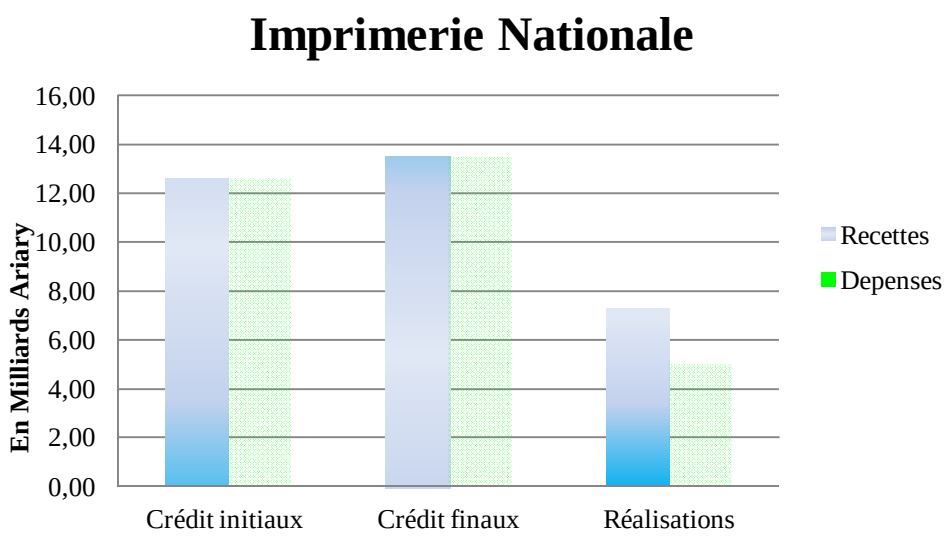
(En Ariary)

Chapitre	Nomenclature	Crédits primitifs	Crédits finaux	Réalisations	Ecart
23	Immo. Incorporelles en cours	120 000 000,00	120 000 000,00	7 206 242,40	112 793 757,60
24	Immo. Corporelles cours	3 282 000 000,00	3 282 000 000,00	210 437 160,00	3 071 562 840,00
28	Amortissements des immo.	25 000 000,00	25 000 000,00	0,00	25 000 000,00
60	Charges du personnel	3 200 000 000,00	4 050 000 000,00	3 393 979 275,00	656 020 725,00
61	Achats de biens	3 156 000 000,00	2 873 000 000,00	1 021 728 696,70	1 851 271 303,30
62	Achats services et charges permanentes	1 165 500 000,00	1 472 500 000,00	343 668 989,80	1 128 831 010,20
63	Dépenses d'intervention	5 000 000,00	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
64	Impôts et taxes	1 560 000 000,00	1 566 000 000,00		1 566 000 000,00
65	Transferts et subventions	85 000 000,00	85 000 000,00	42 706 880,00	42 293 120,00
67	Charges diverses	10 000 000,00	10 000 000,00		10 000 000,00
Total général		**12 608 500 000,00**	**13 488 500 000,00**	**5 019 727 243,90**	**8 468 772 756,10**

Source : Comptes Administratifs de lôIN 2014

Passant de 5,00 milliards dôAriary en 5,02 milliards dôAriary, les dépenses de lôIN entre les années 2013 et 2014 ont connu une stabilité. La majorité des dépenses a été utilisée pour faire face aux charges du personnel (67,61%). Lesdépenses sur investissements se sont considérablement accrues. Si elles se chiffraient à 6,59 millions dôAriary en 2013, elles ont atteint 271,64 millions dôAriary en 2014. Le graphe ci-dessous synthétise la situation de lôexécution budgétaire de lôIN. Elle fait ressortir un excédent évalué à 2,29 milliards dôAriary.

Graphique n° 11 : Situation budgétaire de lôIN



Source : Comptes Administratifs de lôIN 2014

2. Postes et Telecommunications

Les crédits ouverts répartis au BA des Postes et Télécommunications sôélèvent à 4, 42milliards dôAriary en LFI, puis ajustés à 11,21 milliards dôAriary en LFR. Ils sont essentiellement destinés à assurer le fonctionnement de ceBA.

a. Recettes des Postes et des Télécommunications

Les ressources des Postes et Télécommunications sont mobilisées pour un montant 10,44 milliards dôAriary représentant 93,20% de la prévision. 95,97% de lôencaissement ont découlé de lôexcédent réalisé par les PTNT. Ces ressources ont été utilisées pour les charges suivantes :

Tableau n° 72: Recettes des Postes et des Télécommunications

(En Ariary)

Compte	Nomenclature	Prévision initiale	Prévision LFR	Droits constatés	Recouvrement effectué en 2013
7714	Autres redevances	420 000 000,00	420 000 000,00	420 000 000,00	420 000 000,00
7783	Excédents des B.A.	4 000 000 000,00	10 793 601 000,00	10 022 072 009,10	10 022 072 009,10
Total général		**4 420 000 000,00**	**11 213 601 000,00**	**10 442 072 009,10**	**10 442 072 009,10**

Source : Comptes Administratifs des Postes et des télécommunications

b. Dépenses des Postes et des Télécommunications

Tableau n° 73: Dépenses des Postes et des Télécommunications

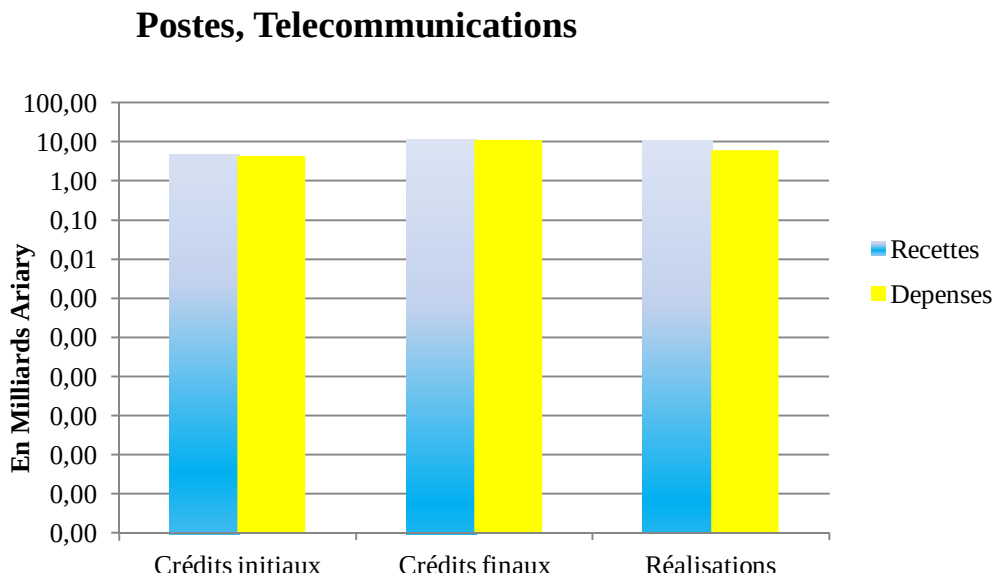
(En Ariary)

Chapitre	Nomenclature	Crédits primitifs	Crédits finaux	Réalisations	Ecart
23	Immo. Incorporelles en cours	20 780 000,00	220 780 000,00	0,00	220 780 000,00
24	Immo. Corporelles en cours	145 394 000,00	5 011 605 000,00	2 551 168 669,17	2 460 436 330,83
60	Charges du personnel	2 204 427 000,00	2 204 427 000,00	1 469 114 817,00	735 312 183,00
61	Achats de biens	494 420 000,00	659 420 000,00	591 379 848,00	68 040 152,00
62	Achats services et charges permanentes	1 046 096 000,00	2 598 486 000,00	1 290 982 335,65	1 307 503 664,35
64	Impôts et taxes	2 938 000,00	2 938 000,00	0,00	2 938 000,00
65	Transferts et subventions	502 149 000,00	502 149 000,00	155 740 013,44	346 408 986,56
67	Charges diverses	3 796 000,00	3 796 000,00	0,00	3 796 000,00
Total général		**4 420 000 000,00**	**11 203 601 000,00**	**6 058 385 683,26**	**5 145 215 316,74**

Source : Comptes Administratifs des Postes et des Télécommunications

Lôannée 2014 pour le BA des Postes et Télécommunications a été aussi marquée par une hausse importante des investissements, atteignant la somme de 2,55 milliards dôAriary (contre 20,79 millions dôAriary en 2013). De ce qui précède, le montant total des dépenses , comparé à celui de 2013 (3,39 milliards dôAriary), a presque doublé .

Graphique n° 12 : Situation budgétaire des Postes et Télécommunications



Sources : Comptes Administratifs des Postes et des Télécommunications 2014

1. *Récapitulation des situations des Budgets Annexes*

Tableau n° 74:Récapitulation des situations des Budgets Annexes

Budgets Annexes	Recettes				Dépenses				(En Ariary)
	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations	Taux	Crédit initiaux	Crédit finaux	Réalisations	Taux	Résultats
Imprimerie Nationale	12 608 500 000,00	13 488 500 000,00	7 311 665 567,04	54,21	12 608 500 000,00	13 488 500 000,00	5 019 727 243,90	37,21	2 291 938 323,14
Postes et Télécommunications	4 420 000 000,00	11 203 601 000,00	10 442 072 009,10	93,20	4 420 000 000,00	11 203 601 000,00	6 058 385 683,26	54,07	4 383 686 325,84
Total général	**17 028 500 000,00**	**24 692 101 000,00**	**17 753 737 576,14**	**71,90**	**17 028 500 000,00**	**24 692 101 000,00**	**11 078 112 927,16**	**44,87**	**6 675 624 648,98**

Sources : Comptes Administratifsde lôImprimerie Nationale et des Postes et Télécommunications

A travers ce tableau, 71,90% des recettes prévues pour les Budgets annexes ont été recouvrées, soit un montant de 17,7 milliards dôAriary sur une prévision de 24,69 milliards dôAriary. En termes de dépenses, le taux de consommation de crédit nôest quôà hauteur de 44,87% , lôéquivalent de la somme de 11,08 milliards dôAriary. Il en découle ainsi un résultat excédentaire de lôordre de 6,68 milliards dôAriary, soit en hausse par rapport à lôannée dernière. Cette performance est attribuable aux opérations relevées au niveau des Postes et Télécommunications dans la mesure où 58,81% des recettes globales y proviennent. Malgré une prévision supérieure à celle relevée pour les Postes, lôImprimerie Nationale nôa pu encaisser que 54,21% des recettes escomptées, soit le montant de 7,31 milliards dôAriary. Il en est de même pour les dépenses, où sa part représente 54,68% des dépenses totales, avec un montant de 6,05 milliards dôAriary. Pour lôImprimerie Nationale, 37,21% seulement des crédits ont été absorbés, soit lôéquivalent de la somme de 5,01 milliards dôAriary.

E. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR (CPT)

En matière de recettes, le montant initial prévu aux CPT sôélève à 410,06 milliards dô Ariary puis légerement rehaussé à 411,00 milliards dôAriarypar la LFR. En dépenses, les crédits alloués à ce cadre budgétaire sôétablit à 498,38 milliards dôAriary, puis porté à la hausse par la LFR pour atteindre les 501,98 milliards dôAriary.

Tableau n° 75: Recettes et dépenses des Comptes Particuliers du Trésor

(En Ariary)

Nomenclature	Créditis initiaux	Crédits finaux	Réalisations
Recettes	**410 059 616 000,00**	**411 003 883 000,00**	**131 256 207 884,40**
Compte de prêt	13 407 891 000,00	13 474 794 000,00	2 729 862 279,21
Compte de participation	0,00	0,00	
Compte de commerce	357 501 725 000,00	358 379 089 000,00	128 526 345 605,19
Compte d'affectation spéciale	39 150 000 000,00	39 150 000 000,00	
Droits de souscription aux organismes internationaux	0,00		
Avances accordées	0,00		
Depenses	**498 381 635 000,00**	**501 975 751 000,00**	**413 674 534 868,31**
Compte de prêt	47 660 000 000,00	49 000 644 000,00	
Compte de participation	54 069 910 000,00	53 846 018 000,00	30 690 161 585,76
Compte de commerce	357 501 725 000,00	358 379 089 000,00	382 984 373 282,55
Compte d'affectation spéciale	39 150 000 000,00	39 150 000 000,00	
Droits de souscription aux organismes internationaux			
Avances accordées	0,00	1 600 000 000,00	
Exédents des depenses sur les recettes			**-282 418 326 983,91**

Source: CGAF

Les CPT ont toujours affiché des résultats déficitaires. Par rapport à lôannée 2013, une tendance à la hausse (12,46%) a été constatée. En effet, si le déficit a été de lôordre de 251,12 milliards dôAriary en 2013, il a atteint 282,42 milliards dôAriary en 2014.

Comme pour les années précédentes, la faiblesse des recettes des comptes de participation est à lôorigine du déficit des opérations issues des CPT, conjuguée au déficit chronique des comptes de commerce,. En effet sur :

- les comptes de participation, aucune recette nôa été enregistrée alors que lôEtat a dû décaisser 30,69 milliards dôAriary au titre des dépenses ;
- les comptes de commerce ont, par contre, généré des recettes sôélévant à 128,53 milliards dôAriary mais ne représentant que 35,86% des recettes attendues. Aussi, elles ont été largement insuffisantes pour couvrir les dépenses effectuées (chiffrées à 382,98 milliards dôAriary), dégageant ainsi un déficit de lôordre de 254,46 milliards dôAriary, constituant plus de 90% du déficit total (contre 221 milliards dôAriary en 2013). Une détérioration de la situation a été ainsi observée.

F. FONDS DE CONTRE-VALEUR(FCV)

En matière de recettes, les prévisions sur les opérations des FCV ont été ramenées à 699,16 millions dôAriary en LFR, représentant ainsi le tiers des estimations initiales. En termes dôexécutions, 737,73 millions dôAriary ont été recouvrées, soit un taux global de 105,52%. Concernant les dépenses de fonctionnement, malgré les crédits additionnels de 75 millions dôAriary apportés par la LFR, aucune dépense nôa été enregistrée. Il en découle ainsi un résultat excédentaire dôune somme de 737,73 millions dôAriary sur les opérations des FCV pour lôannée 2014.

Tableau n° 76: Situation des FCV 2014

Fonds de Contre Valeur **(En Ariary)**

Nomenclature	Créditis LFI	Crédits LFR	Réalisations	(%)
Recettes	**1 926 370 000,00**	**699 160 000,00**	**737 737 020,99**	**105,52**
Aide sur fonds de contre valeur	1 926 370 000,00	699 160 000,00	737 737 020,99	
Dépenses	**0,00**	**75 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
Fonctionnements	0,00	75 000 000,00	0,00	
Excédant sur FCV			**737 737 020,99**	

Sources: SGAB ï Calcul SLR

Le tableau suivant retrace lôévolution quinquennale des FCV à partir de 2010. Lôanalyse montre que les résultats ont toujours été excédentaires avec un pic de 2,87 milliards dôAriary en 2010. Une tendance à la baisse a été observée les deux années suivantes comme en 2011 où les recettes ne représentaient plus que la moitié de celles réalisées au cours de lôannée 2010. Les recettes ont enregistré leur niveau le plus bas avec seulement 522,6 millions dôAriary en 2012. Néanmoins, des progressions de lôordre de 41,11% ont été constatées entre 2012 et 2014. Quant aux dépenses, aucune réalisation nôa été enregistrée au cours des trois dernières années.

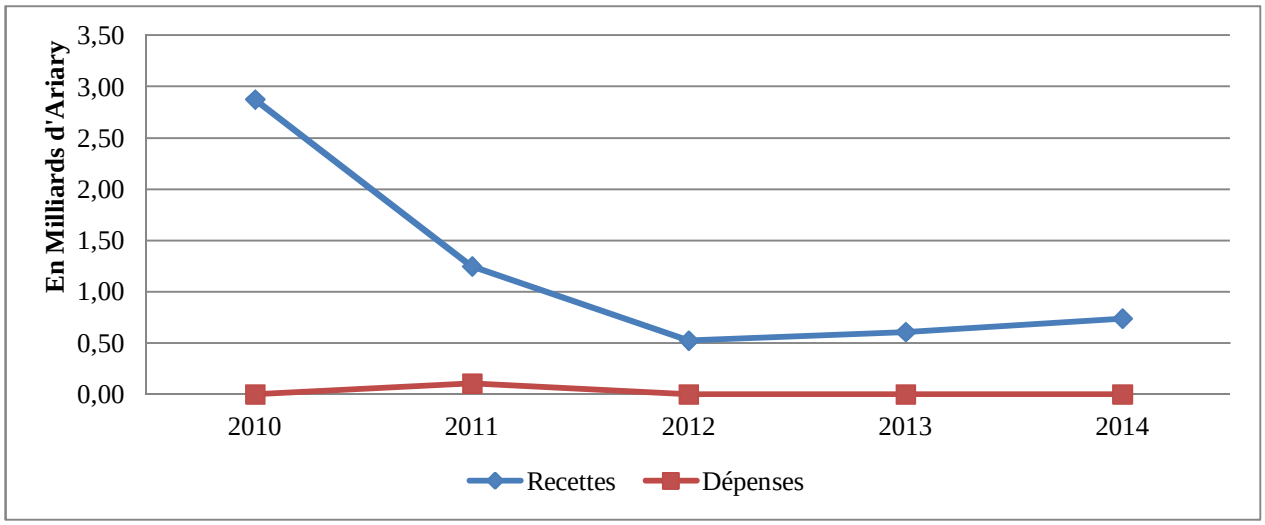
Tableau n° 77: Evolution des FCV de 2010 à 2014

(En Ariary)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Recettes (1)	2 873 164 151,10	1 247 689 093,94	522 671 979,04	606 518 299,38	737 737 020,99
Depenses (2)	40 000,00	104 235 018,00	0,00	0,00	0,00
Résultats (1 - 2)	**2 873 124 151,10**	**1 143 454 075,94**	**522 671 979,04**	**606 518 299,38**	**737 737 020,99**

Sources : SGAB ï Calcul SLR

Graphique n° 13 : Evolution des FCV de 2010 à 2014



Sources : SGAB ï Calcul SLR

G. OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE(OCDP)

A travers la LFR, les prévisions en recettes des opérations de la dette publique se chiffrent à 2647,1 milliards dôAriary contre 1947,6milliards dôAriary en dépenses, ce qui correspond respectivement à une hausse de 3,2% et une baisse de 1,08% par rapport à la LFI. Malgré les prévisions, aucune dette intérieure nôa été contractée. Ainsi, les réalisations des OCDP en 2014 sont constituées en totalité par les dettes extérieures avec un taux de 146,78% pour les recettes et de 48,81% pour les dépenses. Il en découle un solde excédentaire de 820,8 milliards dôAriary, soit une hausse vertigineuse de 280% par rapport à lôannée précédente. Le tableau suivant fait ressortir la situation des exécutions des recettes et des dépenses y afférentes.

Tableau n° 78: Situation des Opérations en Capital de la Dette Publique 2014

(En Ariary)

Rubriques	RECETTES			DEPENSES		
Composante	**LFI**	**LFR**	**Réalisations**	**LFI**	**LFR**	**Depenses**
Dettes intérieures	2 133 606 120 000,00	1 994 188 590 000,00	0,00	1 993 771 526 000,00	1 666 099 717 000,00	0,00
Dettes extérieures	429 120 595 000,00	653 002 644 000,00	958 486 573 029,43	164 870 974 000,00	281 568 537 000,00	137 685 228 476,76
Total	**2 562 726 715 000,00**	**2 647 191 234 000,00**	**958 486 573 029,43**	**2 158 642 500 000,00**	**1 947 668 254 000,00**	**137 685 228 476,76**
Excédent des recettes sur les dépenses						**820 801 344 552,67**

Source :CGAF

H. RECAPITULATION GENERALE DE LôEXECUTION DE LA LOI DE FINANCE 2014

Tableau n° 79:Récapitulation générale de lôexécution des Lois de Finances 2014

En Ariary	RECETTES					DEPENSES				
	Prévisions Initiales	Prévisions Finales	Réalisations	Taux (1)	Taux (2)	Crédits Initiaux	Crédits finaux	Réalisations	Taux (1)	Taux (2)
CADRE I	3 070 645 735 000,00	3 670 472 669 000,00	2 681 597 442 023,61	70,76	73,06	3 388 334 301 000,00	4 279 647 941 000,00	3 325 717 836 227,03	85,53	77,71
CADRE II	17 028 500 000,00	24 692 101 000,00	17 753 737 576,14	0,47	71,90	17 028 500 000,00	24 692 101 000,00	11 078 112 927,16	0,28	62,40
CADRE III	410 059 616 000,00	411 003 883 000,00	131 256 207 884,40	3,47	31,94	498 381 635 000,00	501 975 751 000,00	413 674 534 868,31	10,64	82,41
CADRE IV	1 926 370 000,00	699 160 000,00	737 737 020,99	0,02	105,52	0,00	75 000 000,00	0,00	0,00	0,00
CADRE V	2 562 726 715 000,00	2 647 191 234 000,00	958 486 573 029,43	25,29	36,21	2 158 642 500 000,00	1 947 668 254 000,00	137 685 228 476,76	3,54	7,07
TOTAL	**6 062 386 936 000,00**	**6 754 059 047 000,00**	**3 789 831 697 534,57**	**100,00**	**56,11**	**6 062 386 936 000,00**	**6 754 059 047 000,00**	**3 888 155 712 499,26**	**100,00**	**57,63**

Source : DGB (1) Taux de réalisations par rapport aux réalisations totales (2) Taux de réalisations par rapport aux prévisions finales

I. EVOLUTION DES SOLDES DE LA LOI DE REGLEMENT DES 5 (CINQ) DERNIERES ANNEES

Tableau n° 80: Evolution des soldes de la Loi de Règlement des cinq (05) dernières années

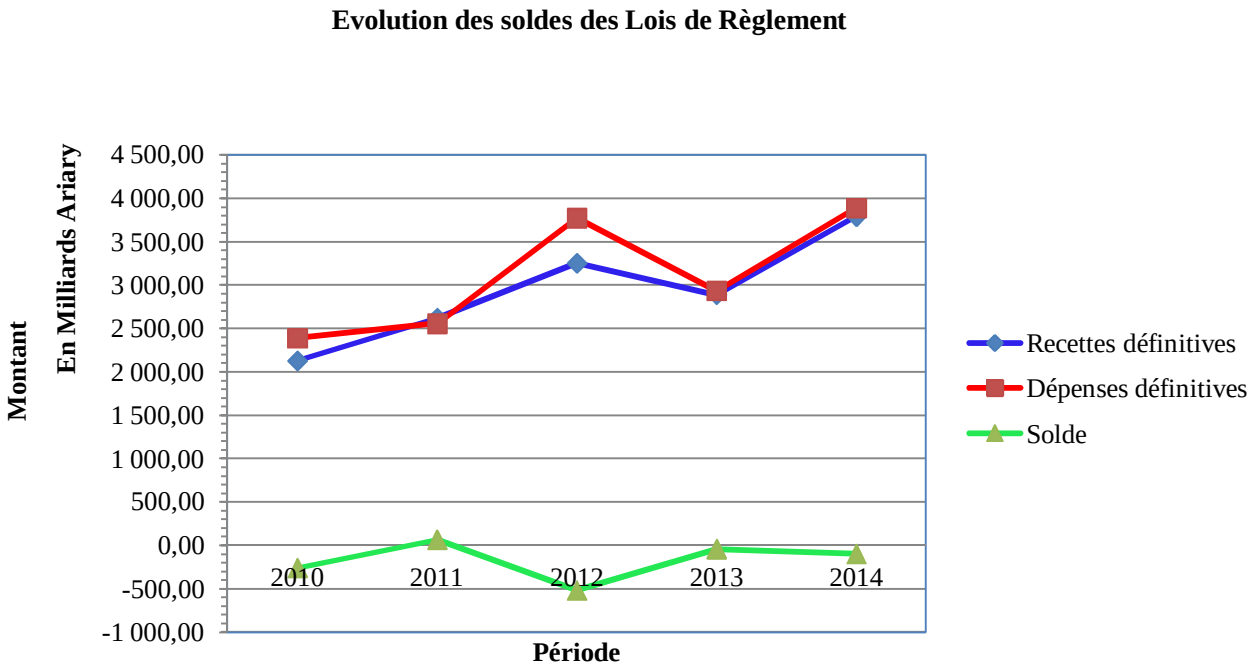
En Ariary

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Recettes définitives	2 125 519 103 889,86	2 619 730 920 509,84	3 251 308 792 500,45	2 888 647 393 579,73	3 789 831 697 534,57
Situation par rapport à l'année precedente (%)	3,05	23,25	24,11	-11,15	31,19
Dépenses définitives	2 387 012 937 060,14	2 554 006 938 911,93	3 770 775 878 355,88	2 931 506 005 779,47	3 888 155 712 499,26
Situation par rapport à l'année precedente (%)	2,45	7,00	47,64	-22,26	32,63
Solde	-261 493 833 170,28	65 723 981 597,91	-519 467 085 855,43	-42 858 612 199,74	-98 324 014 964,69
Situation par rapport à l'année precedente (%)	-2,23	-125,13	-8,90	-91,75	129,41

Source : DGB

Lôexécution des Lois deFinances 2014 sôest achevée par un déficit de 98,32 milliards dôAriary, imputable à lôinsuffisance des recettes par rapport aux dépenses. Les recettes encaissées durant lôexercice 2014 sôétablissent à 3 789,83 milliards dôAriary, soit une augmentation de 31,20% par rapport à lôannée antérieure. Les sommes acquittées par la caisse de lôEtat sôelèvent à 3 888,16 milliards dôAriary durant lôannée 2014. Ces dépenses se sont accrues de 32,63% par rapport au total des charges de lôannée précedente.

<u>Graphique n° 14</u> : Evolution des soldes des Lois de Règlement



<u>Sources</u> : DGB ï PLR

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2014

ANALYSE DES ARTICLES

Le présent projet de Loi de Règlement comprend dix (10) articles.

Les articles 1 à 5 sont consacrés à lôénumération des réalisations et des résultats obtenus par les cinq (05) cadres budgétaires dans lesquels se répartissent les opérations des Lois des Finances 2014, telles quôil ressort des documents justificatifs ci-après :

1- Opérations du Budget Général;
2- Opérations des Budgets Annexes ;
3- Comptes Particuliers du Trésor ;
4- Opérations génératrices des Fonds de Contre Valeur et assimilés ;
5- Opérations en Capital de la Dette Publique.

Lôarticle 6 constate les dépassements sur les crédits évaluatifs et limitatifs au titre de la gestion 2014.

Lôarticle 7 établit le Compte des résultats de lôannée budgétaire 2014 conformément à lôarticle 43 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004, tandis que lôarticle 8 autorise lôimputation au compte permanent du Trésor les résultats déficitaires soit **98 324 014 964,69 Ariary**. Enfin, au présent projet de Loi de Règlement est annexé le rapport de la Cour des Comptes portantexamen de lôexécution des Lois de finances pour 2014, la déclaration générale de conformité des comptes des ordonnateurs et des comptables, et le Compte Général de lôAdministration des Finances (CGAF) de la Loi de Finances 2014.

Tel est, Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres, Monsieur le Vice-Ministre, Madame et Monsieur les Secrétaires dôEtat, lôobjet du présent projet de Loi que nous avons lôhonneur de soummetreà vos hautes considérations.

Antananarivo, le

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

RAKOTOARIMANANAFrançois Marie Maurice Gervais

REPOBLIKANõI MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana ï Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PROJET DE LOI N° du

Portant Loi de Règlement pour 2014

Le Parlement a adopté en leur séance en date du

Le Président de la République,

- Vu la Constitution,
- Vu la Décision n° -HCC/D du

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier :

Sont constatées, les opérations du Budget Général de lôEtat, pour lôannée 2014 qui sôélèvent à la somme de **2 681 597 442 023,61 Ariary** pour les recettes encaissées, et à la somme de **3 325 717 836 227,03 Ariary** pour les dépenses ordonnancées, soit un solde débiteur de **644 120 394 203,42 Ariary.**

Article 2 :

Sont constatés, les résultats nets des Opérations des Budgets Annexes pour 2014 qui sôélèvent, en recettes à **17 753 737 576,14 Ariary** et en dépenses à la somme de **11 078 112 927,16 Ariary**, dégageant un solde créditeur de **6 675 624 648,98 Ariary** à savoir :

a- pour lôImprimerie Nationale, en recettes à **7 311 665 567,04 Ariary** et en dépenses à **5 019 727 243,90Ariary,** soit un excédent de recettes de **2 291 938 323,14 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

b- pour les Postes et Télécommunications, en recettes à **10 442 072 009,10 Ariary** et en dépenses à **6 058 385 683,26Ariary,** soit un excédent de recettes de **4 383 686 325,84 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

Article 3 :

Sont constatées, les Opérations des Comptes Particuliers du Trésor pour lôannée 2014 qui sôélèvent respectivement en recettes à **131 256 207 884,40 Ariary** et en dépenses à **413 674 534 868,31 Ariary**, soit un solde débiteur de **282 418 326 983,91 Ariary.**

Article 4 :

Sont constatées, les Opérations Génératrices de Fonds de Contrevaleur qui sôélèvent respectivement en recettes à **737 737 020,99 Ariary** et en dépenses à **0,00 Ariary**, soit un solde créditeur de **737 737 020,99 Ariary.**

Article 5 :

Sont constatées, les Opérations en Capital de la Dette Publique qui sôélèvent respectivement en recettes à **958 486 573 029,43 Ariary** et en dépenses à **137 685 228 476,76 Ariary**, soit un solde créditeur de **820 801 344 552,67 Ariary**.

Article 6 :

Sont constatés et approuvés les dépassements sur les crédits évaluatifs dôun montant de **244 979 245 740 ,88 Ariary ;**

Sont autorisées en conséquence, en application de lôarticle 13 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances, les inscriptions des crédits correspondants, à titre de renflouement de ces dépassements.

Sont constatés les dépassements sur les crédits limitatifs dôun montant de **4 813 989,84 Ariary.**

Article 7:

Sont établis, conformément aux répartitions figurant à lôétat récapitulatif annexé au présent projet de Loi, les résultats de lôannée 2014 qui comprennent :

1- le déficit des opérations du Budget Général, soit **644 120 394 203,41 Ariary.**
2- lôexcédent des opérations des Budgets Annexes, soit **6 675 624 648,98 Ariary.**
3- la variation nette du solde débiteur des Comptes Particuliers du Trésor soit de **282 418 326 983,91 Ariary.**
4- la variation nette du solde créditeur des Fonds de Contrevaleur soit **737 737 020,99 Ariary.**
5- la variation nette du solde créditeur des comptes dôemprunts, soit **820 801 344 552,67 Ariary**.

Article 8 :

Est autorisée, lôimputation au Compte permanent du Trésor de la somme de **98 324 014 964,69 Ariary,**montant des résultats déficitaires de lôannée 2014.

Article 9 :

Sont approuvés les documents annexés à la présente Loi.

Article 10:

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de lôEtat.

Promulguée à Antananarivo, le

Hery Martial RAJAONARIMAMPIANINA R.

Vu Pour être annexé au Décret n°
du

Par Le Premier Ministre,

Chef du Gouvernement,
OLIVIER MAHAFALY SOLONANDRASANA

1